



« l'Économie »

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14890 - 6 F

MARDI 21 AVRIL 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les nouveaux défis des Eglises

DE Rome à Johannesburg, de Paris à la ville sainte de Jérusalem, débordante cette année de pèlerins grâce à la coïncidence de dates avec la Pâque juive, la fête de Pâques a été célébrée avec ferveur par près d'un milliard de chrétiens. La religion occupe une place croissante dans la vie des sociétés, dans les rapports de force politiques, de plus en plus aussi dans les tensions nationales, comme le montrent les derniers combats en Bosnie-Herzégovine et au Haut-Karabagh, deux régions du monde qui ont été, dimanche de Pâques, au centre du traditionnel message de paix du pape.

Le renouveau social des Eglises est particulièrement frappant dans la Russie ou l'Ukraine libérées du communisme; dans une Afrique où le bout de souffle qui cherche des moyens, mais aussi des raisons de vivre; en Amérique latine, où la montée des chapelles protestantes et des sectes menace un catholicisme qui peine à suivre l'explosion des classes moyennes. Les Eglises ont en effet permis à des peuples opprimés de tenir le coup; elles ont joué un rôle dans la déstabilisation de dictatures communistes ou militaires, et aujourd'hui encore, en certains pays d'Afrique, elles sont au premier rang de la lutte pour le multipartisme, la démocratie et les droits de l'homme.

A cette fonction critique, il faut ajouter une dimension éthique. Dans les sociétés sécularisées d'Occident, aux prises avec de nouveaux défis scientifiques, sociaux, écologiques, elles apparaissent comme des réservoirs de sens et des refuges de valeurs. En Europe de l'Est, elles vont même jusqu'à proposer une véritable idéologie de rechange, ce qui n'est pas sans ambiguïtés et soulève des résistances: si le pape n'a pas tort de mettre les anciens pays socialistes au garde-à-vous devant certains mirages de l'Ouest, son propos normatif, assimilé en Pologne à une pression sur le pouvoir, ressemble parfois à un discours d'exclusion.

Si les Eglises ne sont plus aujourd'hui persécutées - sauf en Chine, dans une moindre mesure à Cuba, - elles doivent affronter pour l'avenir deux dangers: le premier est la tentation «concordataire» pour des États en panne de légitimité, qui cherchent à s'assurer le soutien des Eglises; celles-ci peuvent alors céder à des comportements d'autorité. Le second est celui d'une séparation trop rigide, d'un laïcisme tellement étroit que le message des croyants devient marginal et insignifiant.

Ces sociétés développées, notamment, où la visibilité croissante des Eglises va de pair, paradoxalement, avec des phénomènes de décomposition du champ religieux: dispersion des croyances et des pratiques, effacement des sectes, montée de l'irrationnel, rejet de tout discours normatif, contestation de toute forme dogmatique. Dans des sociétés de tradition catholique, comme le Québec, l'Espagne, et même la Pologne, la pratique chute, voire s'effondre.

De telles évolutions ne peuvent être ignorées, alors que se construit l'Europe de Maastricht. Celle-ci ne peut pas être seulement une Europe de marchands et de financiers. Elle doit être au clair sur ses références éthiques, alors que frappent aux portes de ce bout de continent prospère des pays du Sud et de l'Est en proie à une paupérisation croissante.

Lire nos informations page 16

M0147 - 0421 0 - 6.00 F



La plupart des villes aux mains des moudjahidins

Le commandant Massoud revendique un rôle prééminent en Afghanistan

Le régime de Kaboul a perdu le contrôle de la plupart des grandes villes afghanes à la suite de combats ou, plus souvent, de négociations menées par ses chefs militaires avec les rebelles islamistes. Seules Kandahar et, peut-être, Jalalabad seraient encore sous contrôle du pouvoir central. Cependant, d'intenses tractations

L'heure n'est plus au plan des Nations unies, mais à un pouvoir islamiste, autour duquel se déchaînent des aspirations contradictoires. L'espérance du régime renoué de Kaboul d'être, fût-ce modestement, partie prenante dans un règlement politique s'est amoindrie comme ses troupes perdaient, en fin de semaine, le contrôle de plusieurs importantes villes de province, le plus souvent après des négociations avec les commandants islamistes. La chute d'Hérat, dans l'Ouest, s'est sans doute faite au profit du Jamiat, dont est membre le commandant Massoud. La situation de Jalalabad, troisième ville d'Afghanistan, est plus incertaine: le gouvernement a démenti lundi sa chute, annoncée la veille par les islamistes.

A Peshawar, au Pakistan, le premier ministre, M. Nawaz Sharif, a tenté, samedi 18 avril, de convaincre les chefs de la résistance de mettre sur pied un conseil des moudjahidins. Si l'accord réalisé, il

ont lieu entre les partis de la résistance afin de mettre sur pied un «Conseil des moudjahidins» qui dirigerait l'Afghanistan. Le commandant Massoud s'est désigné pour représenter à cette instance son parti, le Jamiat, qui, dit-il, devrait y être prééminent.

a été dénoncé par M. Gulbudin Hekmatyar, leader du parti fondamentaliste, qui a annoncé la formation de son propre «Conseil révolutionnaire». Les chiites, quant à eux, s'estiment sous-représentés. Le chef Massoud s'est, pour sa part, désigné comme représentant de son parti à ce conseil, y revendiquant pour lui la prééminence. Il a annoncé qu'en cas de blocage un «Conseil des commandants» pourrait prendre le pouvoir.

L'évolution de la situation sur le terrain inquiète, bien évidemment, les pays qui entourent l'Afghanistan. Si la CEI se contente d'exprimer sa préoccupation sur le sort de ses prisonniers de guerre entre les mains des moudjahidins, l'Iran et le Pakistan insistent sur la nécessité de consultations d'urgence entre dirigeants des deux pays pour éviter une guerre interethnique ou un bain de sang.

Lire nos informations page 4 et 5 et l'article de BRUNO PHILIP page 4

En dépit des pressions contre la Serbie

Les combats se sont étendus en Bosnie-Herzégovine

Malgré les pressions internationales, notamment américaines, exercées contre la Serbie, les combats se sont étendus, lundi 20 avril, en Bosnie-Herzégovine, où les responsables de la communauté serbe ont clairement fait savoir que la guerre ne prendrait fin que lorsque de nouvelles cartes, entraînant le partage de la

République sur une base ethnique, auront été dessinées. A Belgrade, le gouvernement de Serbie a vivement protesté contre le «parteilisme» des Etats-Unis. Un représentant de la CEE à Sarajevo a évoqué la menace d'une suspension de la médiation européenne si les affrontements ne cessaient pas.



Lire page 3 l'article de FLORENCE HARTMANN

Séville, capitale du monde

Un entretien avec le maire de la cité andalouse, où le roi Juan Carlos a inauguré, lundi 20 avril, l'Exposition universelle

SÉVILLE

de notre envoyé spécial

«Être maire de Séville au moment où s'ouvre l'Exposition, qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

— Je suis un homme qui participe au combat politique depuis l'âge de dix-huit ans. Pour moi, ce n'est qu'une étape de plus dans ma vie politique. J'ai vécu dans la clandestinité à l'époque de Franco, j'ai été en prison, banni. J'ai connu l'échec et le succès électoral, fondé un parti, le Parti andalou, en 1965. Pour moi, c'est une continuité dans la lutte politique, puisque rien ne

tombe du ciel. Ce qui est passionnant en ce moment, c'est que Séville est la capitale du monde, et c'est intéressant car cela va me permettre de faire beaucoup de choses pour ma ville. C'est ainsi que je le vois.

— Quelles sont les choses les plus importantes que l'Exposition a apportées ?

— Le plus important est que Séville va être un lieu de rencontre mondial et cela va laisser des traces dans cette ville. Il faut cependant qu'elle s'élève matériellement et spirituellement. Je veux, à partir de maintenant, convertir Séville en un lieu de rencontre idéal, un lieu de com-

préhension entre les hommes, de développement et de progrès; pas seulement de progrès matériel mais moral et spirituel.

— Que voulez-vous dire par progrès moral et spirituel ?

— Il ne suffit pas que ce soit une exposition technologique, avancée. Ce dont nous avons besoin maintenant et ce que nous recherchons, ce sont des racines pour construire la convivialité.

Propos recueillis par MICHEL BOLE-RICHARD

Lire la suite page 3 et l'article de FRANÇOIS RENARD dans notre cahier «l'Économie», page 20

Oui, si... à Maastricht

Selon le secrétaire général du RPR, le traité comporte des «points obscurs» qui appellent une clarification

par Alain Juppé

Pourquoi le nier ? Il existe, depuis longtemps, deux visions différentes de la construction européenne.

Les uns rêvent depuis toujours des Etats-Unis d'Europe, c'est-à-dire (si la référence explicite aux Etats-Unis d'Amérique a un sens) d'un super-Etat doté de l'essentiel des prérogatives de la souveraineté, fédérant de grandes régions qui en constitueraient, en quelque sorte, les collectivités locales de premier rang.

Les gaullistes - et beaucoup

d'autres - ont toujours combattu ce projet, qui leur apparaît à la fois chimérique et dangereux. Chimérique parce que l'histoire des Etats-Unis d'Amérique ne ressemble évidemment en rien à la nôtre.

La fédération américaine ne s'est pas édifiée à partir d'Etats-nations fortement et anciennement enracinés. En Europe, la vigueur du sentiment national, souvent incarné dans des Etats aux traditions séculaires, voire millénaires, crée une situation radicalement différente.

Lire la suite page 8

«Il Moro di Venezia»

Raul Gardini, dernier armateur européen dans la Coupe de l'America

Venise avait renoué pour un jour avec les fastes des grandes fêtes maritimes de la République des doges. Sur la lagune, deux cents gondoles parées de leurs plus riches ornements, réservées aux grandes célébrations religieuses, avaient été mobilisées pour une haie d'honneur. Les barques anciennes arboraient les voiles aux couleurs rouge et or de la cité lacustre.

A terre, les chœurs interprétaient des chants de la Renaissance entrecoupés d'airs de trompettes composés pour la circonstance par Ennio Morricone. Franco Zeffirelli avait été chargé de la mise en scène de ce grand spectacle donné devant le plus illustre représentant du monde des affaires et de la politique en Italie. Le maître de cérémonie n'était pas un descendant

des doges, qui, chaque année au printemps, embarquaient avec les Vénitiens pour aller jeter dans les eaux de l'Adriatique l'anneau qui célébrait les noces de la République avec la mer, mais Raul Gardini. Ce 11 mars 1990, le président de Ferruzzi baptisait Il-Moro-di-Venezia le premier voilier de son défi pour la Coupe de l'America.

Le faste de cette cérémonie avait surpris. L'homme qui était à la tête du deuxième groupe privé italien après Fiat avait toujours préféré fuir les mondanités pour mieux se consacrer à sa vie de famille et à ses deux passions pour la voile et la chasse avec quelques amis.

GÉRARD ALBOUY

Lire la suite page 9

LA FIN DE L'EMPIRE ROUGE

De la parestroïka à la perestroïka, l'ouvrage de Roland Jacquard décrit, vivant et documenté, les révolutions en cours.

Tous les secrets de l'ex-URSS.

L'URSS en déclin.

Un livre indispensable pour comprendre la fin de l'empire soviétique.

Un grand document.

Super enquête, des milliers de données inédites.

Il faut savoir ce qu'il en est des conséquences de l'effondrement de l'empire soviétique.

De très nombreuses révélations.

Le Point

Paris-Match

Le Figaro

Le Quotidien de Paris

Le Cinq

Télé 7 jours

VSD

Le Monde



Robert Laffont Roland Jacquard

Un théâtre privé d'art

Les réflexions de Michel Deutsch, auteur dramatique et metteur en scène.

page 2

Le remodelage des armées

Les restrictions ont été décidées sans consultation du Parlement.

Lire page 9 l'article de JACQUES ISNARD

POINT

La délinquance aux Etats-Unis.

page 7

L'ÉCONOMIE

« La RATP dans le tornade Blanc. » « Conseils en stratégies «vertes». » L'île Maurice ou la rançon du succès. » Afro Disney. » La cote des mots. » Conjoncture : l'Amérique du Sud.

pages 17 à 24

Le sommaire complet se trouve page 16

DÉBATS

Culture

Un théâtre privé d'art

par Michel Deutsch

La confusion actuelle touchant au théâtre doit-elle être comprise comme le symptôme d'une réorganisation, d'une nouvelle donne dont les lignes de force ne sont pas encore visibles, ou plus prosaïquement comme l'ultime ligne de défense « post-moderne » face au défilé spectaculaire qui affecte ce qu'il est encore convenu d'appeler art ? A quoi tient, en effet, cet étrange trouble qui nous empêche de mesurer les enjeux du théâtre autrement qu'à l'aune des variétés, de la mode, et des effets de pub. Et pourtant le théâtre continue, à preuve : la profusion extravagante de nouveaux spectacles, le débarquement tonitruant d'une nouvelle génération de (bons) metteurs en scène et les rites d'autocélébration du « métier » lors de la Nuit des Molières. Mais que le théâtre continue, c'est désormais, là comme ailleurs, la télévision qui le signale.

Peut-être ce sentiment d'apaisement, cette impression de désorientation et de perplexité sont-ils insupportables au fait que le théâtre semble se retirer toujours davantage de l'espace public, de la cité, pour se retrancher dans le privé. Pour l'essentiel, le théâtre de la fin des années 80 et de ce début des années 90 est privé. Dans un sens toutefois qui n'est pas seulement économique. Si le théâtre est d'abord privé, c'est qu'il est privé de cité, et privé d'art.

Cela tient naturellement à l'air du temps. A l'effacement des idéologies messianiques collectivistes, à la fin des utopies, et au triomphe marchand du libéralisme et de l'individualisme hégémonique dont la télévision est dorénavant la fois l'inlassable propagandiste et, en quelque sorte, le plus sûr garant. Mais le bouleversement considérable qui affecte le rapport que la société française entretient avec son passé, avec la nation, avec le monde, etc., est d'abord provoqué par la « désintégration » progressive de la société (Alain Finkielkraut). L'effacement symbolique des grands appareils de l'Etat - en premier lieu celui de l'éducation nationale, mais également ceux de l'armée et de la justice - ou encore parallèlement d'institutions comme l'Eglise catholique manifeste à l'évidence cette transformation en profondeur de la société française.

Crise de la représentation

Le repli sur la sphère privée, en même temps que le flottement des convictions et des identités, le triomphe de l'individualisme renvoie l'époque des mobilisations collectives de l'après-guerre à un passé lointain. L'Etat en tout cas n'est plus perçu aujourd'hui comme le facteur universel de l'émancipation et du progrès. Or le théâtre public subventionné de l'après-guerre - celui de l'époque du gaullisme et du communisme, de la guerre froide, le théâtre de Jean Vilar et de Jeanne Laurent - était un théâtre qui faisait sens fondamentalement les objectifs de l'Etat tutélaire. Même si, à travers un spectacle comme le *Prince de Hombourg* de Kleist par exemple, mis en scène par Vilar, il prenait le parti de l'individu et du rêve contre l'Etat et la raison, il n'en demeure pas moins que le théâtre « communiste » était alors organiquement lié à l'éducation nationale et aux comités d'entreprise.

par un projet idéologique analogue. Dans le même temps, le théâtre privé (au sens strictement économique cette fois) découvrait des auteurs comme Beckett, Adamov, Ionesco... qui, par leur opposition même à ce que se faisaient sur les scènes publiques, traduisaient pourtant à leur manière le partage du privé et du public, en disant la crise du sens et du langage, en anticipant sur l'effacement des principes d'ordre... Ce théâtre privé-là était public...

De fait, ces années de la IV^e République et des débuts de la V^e, sous de Gaulle, marquées par les convulsions de la décolonisation, les affrontements idéologiques, la division du monde en deux camps antagonistes, mais aussi par un prodigieux essor économique, étaient des années politiques. L'ennemi était visible et clairement désigné. Et, si désarçonné il y avait, celui-ci provenait de la violence de l'affrontement des convictions, et non de la mollesse fade du consumérisme ambiant ou du manque de repères.

En jetant un œil froid sur les dix dernières années, on observe en effet que la liquidation des utopies et la retombée de la fièvre prophétique se sont étendues au théâtre et que l'adéquation de l'idéologie à l'économie libérale - qu'on a baptisée « fin de l'idéologie » mais qui plus probablement marque l'hégémonie de la seule idéologie libérale - a contraint le théâtre à renoncer à ce qui faisait sa vitalité : le débat civique. Il faut ajouter à cela le captage progressif de l'espace public par la télévision qui renforce entre autres la confusion entre débat démocratique et démagogie - par le biais de la démagogie manipulatrice des sondages d'opinion, par exemple.

Il reste qu'on ne peut dissocier le rétrécissement de l'espace public de la crise qui affecte toutes les formes de la représentation. Pour ce qui concerne le théâtre, le déclin et la désaffection que les citoyens manifestent à l'égard de l'Etat se marquent moins par l'abandon des grands thèmes historiques ou sociaux que par l'oubli de ce que serait un théâtre pensant, un théâtre critique, autrement dit un théâtre d'art. Théâtre privé, théâtre qui n'aurait pas renoncé à interroger les formes de la représentation.

Le consommateur de théâtre, contrairement au spectateur citoyen, fera nécessairement appel au théâtre privé, intime - c'est même ce par quoi je le définirais en premier. Etre consommateur au théâtre, c'est d'abord confondre l'éphémère avec l'oubli, l'événement avec le récit standard ; c'est demander la préméditation des lieux communs, qui ne sont évidemment pas les expressions de ce commun qui est toujours à retracer, mais les ponts aux âmes obligés du langage amnésique de la pub. Et d'ailleurs, pour le consommateur, le cadre de scène sera en quelque sorte l'extension du cadre du petit écran. De la comédie de boulevard aux sitcoms, les affaires de famille peignées ne seront plus la matrice d'aucune tragédie, et bien entendu il ne sera pas seulement rigide mais paralysé par le point de vue de la démocratie (selon ce faux principe qui confond démocratie et démagogie et qui veut que l'on baisse le haut vers le bas et que l'on condamne l'idée même d'élever le bas vers le haut).

Prétendre enfin faire une différence entre art et culture populaire ne sera plus discuté mais on le fera d'un argument pertinent même pour le théâtre, mais simplement désqualifié comme politiquement incorrect.

L'art, du fait même qu'il ne dépend pas du public mais qu'il prétend, au contraire, fonder un public, qu'il prétend organiser une sociabilité autour de la durée et non de la consommation, est qualifié (autrefois dit désqualifié) d'hérétique et d'antidémocratique. Il est diffusé au nom de l'idéologie du plus grand nombre et condamné parce qu'il n'est, et ne peut pas être, publicisé par la masse, qu'il est tout le contraire de la publicité de la masse.

Pour nous en tenir au domaine du spectacle vivant et du théâtre, il est certain que c'est le régime du privé qui s'occupe de satisfaire en priorité le consommateur. Le démantèlement des formes, le dégriffage de la tradition, et le discours du sens sont en quelque sorte sa pratique ordinaire. L'ouverture à d'autres mondes possibles qui est le fait de l'art, en revanche, contredit le caractère définitif de la rotation des stocks des « produits culturels ».

Cela dit, il ne s'agit nullement de vouloir cantonner l'art dans d'an-

ciennes frontières, de prétendre le ramener à l'abri d'anciennes valeurs et dans des lieux qui lui sont consacrés. Mais si le propre de l'art est de l'ordre du « faire monde » et dans ce que cela a d'impossible, il entre désormais en contradiction avec l'essentialisation totale de la société. Le théâtre privé (d'art) - je l'appelle spectacle - sera toujours la confirmation de l'état de fait existant ; un théâtre de l'air du temps, du présent sans passé et sans mémoire - un théâtre qui, pour ne pas avoir tort par rapport à la rumeur (comme dit Serge Daney à propos de la télévision) devient amnésique.

Puisque l'idée de marché s'est universellement imposée, l'entreprise - créée depuis 1983 de toutes les vertus au point que le socialisme français s'est même pris à rêver de gérer l'Etat comme une entreprise - est censée sauver le théâtre de lui-même en le soumettant à ce principe de réalité que serait le profit. Pourquoi pas ?

An d'embrancher ce théâtre privé (d'art) n'appartient pas exclusivement à ce qu'il est convenu d'appeler par ce nom. Il a depuis longtemps envahi le théâtre public, qui, il faut le souligner, lui-même redonne un nouveau lustre, une nouvelle vigueur. Néoboulevard est le nom de ce théâtre privé, recréé et accommodé aux usages du théâtre public subventionné. Il s'agit seulement d'un prêt pour un rendu toutefois, car très rares sont de nos jours les scènes du théâtre privé qui ne sont envahies par « l'esthétique privée du théâtre public ». Les vieilles laides du privé renouveau par le théâtre public en mal d'art sont retournées depuis sur leurs planches d'origine avec toute la clignotante suffisance des nouveaux riches. Dans ces conditions, alors, il n'y a pas d'obstacles, en effet, à ce que le « théâtre » ne finisse et ne donne le spectacle de son unité glauque et obscène devant les caméras de la télévision lors de la Nuit des Molières.

« J'attends la réouverture du Vieux-Colombier ».

Le philosophe Alain, à qui on a demandé un jour s'il allait au théâtre, répondit par la boutade suivante : « Je ne vais jamais au théâtre. J'attends la réouverture du Vieux-Colombier. » Ce qui signifie entre autres que le théâtre n'est pas un, et que tout théâtre ne se voit pas. Qu'il existe des frontières et des antagonismes entre les théâtres et qu'il serait absurde de vouloir unifier ce qui ne peut pas l'être. Que précisément ce « théâtre commercial » contre lequel Jacques Copeau avait crié jadis la machine de guerre du Vieux-Colombier, c'est le théâtre privé, partie intégrante de la mondialisation du spectacle organisée par l'industrie culturelle, elle-même intimement intriquée avec le système des médias.

Parler dans ces conditions de théâtre d'art, prétendre même le pratiquer, semble nécessairement participer d'une triste tendance à la régression. Parler d'œuvre d'art sera non seulement rigide mais paralysé par le point de vue de la démocratie (selon ce faux principe qui confond démocratie et démagogie et qui veut que l'on baisse le haut vers le bas et que l'on condamne l'idée même d'élever le bas vers le haut).

Prétendre enfin faire une différence entre art et culture populaire ne sera plus discuté mais on le fera d'un argument pertinent même pour le théâtre, mais simplement désqualifié comme politiquement incorrect.

L'art, du fait même qu'il ne dépend pas du public mais qu'il prétend, au contraire, fonder un public, qu'il prétend organiser une sociabilité autour de la durée et non de la consommation, est qualifié (autrefois dit désqualifié) d'hérétique et d'antidémocratique. Il est diffusé au nom de l'idéologie du plus grand nombre et condamné parce qu'il n'est, et ne peut pas être, publicisé par la masse, qu'il est tout le contraire de la publicité de la masse.

Pour nous en tenir au domaine du spectacle vivant et du théâtre, il est certain que c'est le régime du privé qui s'occupe de satisfaire en priorité le consommateur. Le démantèlement des formes, le dégriffage de la tradition, et le discours du sens sont en quelque sorte sa pratique ordinaire. L'ouverture à d'autres mondes possibles qui est le fait de l'art, en revanche, contredit le caractère définitif de la rotation des stocks des « produits culturels ».

Cela dit, il ne s'agit nullement de vouloir cantonner l'art dans d'an-

ciennes frontières, de prétendre le ramener à l'abri d'anciennes valeurs et dans des lieux qui lui sont consacrés. Mais si le propre de l'art est de l'ordre du « faire monde » et dans ce que cela a d'impossible, il entre désormais en contradiction avec l'essentialisation totale de la société. Le théâtre privé (d'art) - je l'appelle spectacle - sera toujours la confirmation de l'état de fait existant ; un théâtre de l'air du temps, du présent sans passé et sans mémoire - un théâtre qui, pour ne pas avoir tort par rapport à la rumeur (comme dit Serge Daney à propos de la télévision) devient amnésique.

De plus en plus cher

Mais il est vrai que le théâtre coûte de plus en plus cher. Il n'est pas inutile à ce sujet de rappeler en deux mots la « loi tragique » énoncée par W. Baumol à propos de l'opéra. Selon cette loi, en effet, ce ne sont ni la mauvaise gestion ni le *star-system* qui expliquent le déficit de l'opéra mais la croissance économique. Le spectacle appartient à un mode de production archaïque. Ainsi l'écart qui existe entre le coût de production de la représentation et le prix qu'elle peut se vendre sur le marché est en augmentation constante. Cette augmentation continue des salaires sans diminution du nombre d'heures travaillées par objet ou service produit fait grincer définitivement le prix du spectacle. En conclusion pour Baumol : « Si la société ne veut pas perdre ses arts vivants, un volume toujours croissant d'aide financière sera nécessaire pour relever le défi ».

D'où la stratégie du spectacle vivant : lorsque mécènes et Etats trouveront excessif le prix de sa survie, il disparaîtra (M. de Saint-Pulgent). Ce qui est vrai de l'opéra est sans doute du théâtre public subventionné. Ces arguments économiques viennent alors tout naturellement renforcer les objections idéologiques - celles notamment développées par M. Max Fumoral dans *l'Etat culturel*, livre qui pourrait bien devenir le bréviaire en matière de désattribution culturelle de la droite revenue au pouvoir, et dans lequel il est clairement indiqué que tout le mal vient du théâtre public : « A l'origine de la culture d'Etat fut le

théâtre. » Autres objections, celles des Verts et du Front national, qui sur ces questions au moins paraissent avoir des vues singulièrement proches, vues qu'on pourrait d'ailleurs résumer ainsi : pour promouvoir la culture populaire ou la culture nationale, il faut en finir avec l'art (élitiste pour les uns, cosmopolite pour les autres).

L'industrie du divertissement quant à elle peut difficilement tolérer la persistance de la question du théâtre comme théâtre d'art. Mais on peut prévoir qu'à terme le théâtre d'art deviendra également un problème - il l'est déjà - pour l'Etat. D'abord pour les raisons de coût que je viens de rappeler, ensuite parce que l'Etat national, à défaut de se réformer comme il le devrait, se décompose, et que cela ne peut pas ne pas avoir d'effets sur le théâtre public, et finalement parce que la culture d'entreprise (dont le hébraut agit vient d'entrer au gouvernement) qui est chargée de dynamiser sinon de relayer la culture d'Etat, est essentiellement en contradiction avec le projet même de théâtre public subventionné.

Ce n'est pas en tout cas en homogénéisant ses productions et en les soumettant toujours davantage aux critères du néo-boulevard que le théâtre public garantira son avenir. Le chemin est trop court. Et rien ne sert de se transformer en animateur de show de variétés... Il reste que déjà les projets artistiques sont abandonnés aux spécialistes de la communication. Sous les dénégations de rigueur on voit s'imposer un « art » de bonne composition (modéré, moyen, consommable par tous) - qui a le goût du théâtre, qui ressemble à du théâtre, mais qui n'est pas du théâtre... Un « art » qui aura le profil électro-ménager, bio-design, des voitures japonaises. Les productions les plus performantes seront alors dans la catégorie du *world theatre* à la suite de la *world music*, des *world cars* ou des *world stories*...

Il peut sembler paradoxal de dessiner un tableau aussi pessimiste de l'état du théâtre, alors que tout le monde sait qu'il n'y a jamais eu autant de productions, autant de spectateurs, autant de nouveaux auteurs joués sur les scènes du théâtre subventionné, que jamais il n'y a eu davantage de nouveaux met-

teurs en scène... Il faut se rendre à l'évidence pourtant : malgré quelques spectacles remarquables depuis le début de la saison, mais qui peuvent se compter sur les doigts d'une main, jamais les enjeux du théâtre n'ont été aussi médiocres, jamais les spectacles ne se sont autant ressemblés, jamais ils ne se sont soumis à ce point à l'air du temps, et jamais non plus l'opinion autorisée qui juge du théâtre n'a, à ce point, répété l'opinion dominante...

Un ailleurs par la bande

La méditation sur le fondement du théâtre et sur son institution différencie précisément ceux qui font du théâtre de ceux qui font du spectacle. Vu sous cet angle, on peut affirmer que l'homme de théâtre devient de plus en plus rare, alors que l'espèce des hommes de spectacle ne cesse d'augmenter. Aussi importe-t-il d'en finir une fois pour toutes avec la fiction de l'unité du « métier ». D'en finir avec la ridicule image des embrassades de la Nuit des Molières, d'en finir avec le théâtre de télévision. Laissons au privé ce qui lui appartient. Essayons au moins de ne pas en ajouter à la confusion et cessons enfin de renier le théâtre pour nous mettre à table avec les vendeurs de soupe ! Mais ayons l'honnêteté aussi de reconnaître qu'il y a de la très bonne et même de l'excellente soupe. Moi-même, question de santé, j'en redemande - comme je redemande du *Communiste Schimanski* et du *Rick Hunter*. Mais le théâtre, lui, est ailleurs.

Sans aller jusqu'à parler de résistance, une scène alternative cependant est en train de tisser ses propres réseaux, de se rassembler autour d'autres lieux, de contraindre la géographie « habituelle » du théâtre, de retrouver un rapport différent à la production, de traiter politiquement les consommateurs et de constituer ainsi un nouveau public (J.-P. Thibaut). Le théâtre aujourd'hui se réinvente en effet, par la bande...

► Michel Deutsch est auteur dramatique et metteur en scène.

COURRIER

L'affaire du fichier juif : une lettre de M. Jacques Fauvet

La Commission nationale de l'Informatique et des libertés a pris connaissance de deux lettres publiées à la rubrique « Débats » du journal *Le Monde* du 27 mars après sa décision relative aux fichiers déposés par le secrétariat d'Etat aux Anciens combattants et victimes de guerre concernant les personnes déportées ou victimes de discrimination raciale ou religieuse à partir de 1940 par la préfecture de police de la Seine.

La première de ces lettres émane de l'Association des archivistes français, présidée par M. Jean-Luc Eichenlaub, qui s'étonne que l'on ait pu « se poser la question du lieu de conservation » de ces fichiers.

La commission a toujours été consciente que la loi donne vocation aux seules Archives de France pour conserver et réglementer l'accès aux documents de cette nature.

Cependant, la satisfaction de l'impératif juridique doit s'accompagner d'une dimension éthique et même symbolique qui, en l'espèce, revenait à porter témoignage de la compassion de la communauté juive pour le regard d'une partie d'elle-même, victime d'un génocide atroce.

Il y a eu donc débat et la CNIL a considéré à l'unanimité, suivant en cela les conclusions de son rapporteur, M. Henri Caillavet, qu'il était de son devoir moral de recommander que les originaux de ces documents soient confiés en dépôt, par convention révoquée entre les Archives de France qui en restent juridiquement détentrices et le Mémorial du martyr juif inconnu, au monument érigé par la nation en reconnaissance des souffrances infligées à la communauté juive.

M. Henri Caillavet, lors des auditions qu'il a menées, a consulté des personnalités telles que M. André Braunschweig, vice-président de la

Commission nationale consultative des droits de l'homme et président de la commission des Archives de France du ministère de la justice, M. le professeur André Kaspi, président de la commission française des Archives, juives ou encore M. Chantal Bonazzi, conservateur en chef à la direction des Archives de France : toutes ces personnalités ont approuvé la position retenue par la CNIL qui satisfait à la fois le droit et la morale.

La seconde lettre publiée dans ces colonnes émane de M^{me} Bianca Lamblin qui, à titre personnel, regrette que la destruction des fichiers n'ait pas été au fond la solution retenue par la commission.

M^{me} Lamblin indique en premier lieu que la CNIL aurait négligé de recueillir le point de vue des personnes favorables, à titre individuel, à la destruction des fichiers en cause.

J'observe que M. Henri Caillavet a effectivement consulté les organisations représentatives de la société civile et de la communauté juive comme en témoigne le compte rendu des auditions menées annexé à son rapport, ainsi que des personnes venues à titre personnel comme les historiens Francis Bédarida, Marc Ferro, Serge Klarsfeld ou Pierre Vidal-Naquet et le professeur Goldman qui, d'ailleurs, a pu exprimer le point de vue de M^{me} Lamblin.

Par conséquent, on ne saurait dire que l'enquête de la CNIL sur ce dossier n'était pas assez « approfondie » et l'immense majorité des personnes consultées a rendu hommage à la décision retenue par la commission.

M^{me} Lamblin évoque ensuite l'affaire des fichiers constitués en toute illégalité par le maire de Saint-Gilles et dont la CNIL a ordonné la des-

truction, en arguant de l'apparente contradiction entre cette décision et celle concernant le fichier des juifs.

Or, il faut comparer ce qui est comparable, et si les dispositions légales avaient été respectées en 1946 en l'honneur de la Libération, le fichier des juifs aurait sans aucun doute dû être détruit. Pour autant, près de cinquante ans plus tard, faut-il lui réserver le même sort sans prétendre que son illégalité intrinsèque n'avait pas cessé ; cette question, la CNIL et son rapporteur ont dû la résoudre et ils ont choisi unanimement de répondre par la négative.

Cette décision a été difficile en raison de la multitude d'exigences, parfois contradictoires, qu'il a fallu prendre en compte : respect de la loi, dimension philosophique et morale de l'affaire, montée du révisionnisme et du négationisme, autant d'éléments divers avec leur logique propre à concilier.

On ne saurait dès lors comparer le fichier des juifs, document constitué en 1940 en vertu d'une législation d'exception antisémite et au nom d'un régime portant déjà le cachet de la honte prétendant de fait à l'extermination systématique d'une catégorie de personnes, avec les fichiers de la mairie de Saint-Gilles, établis en 1992 non pas au nom d'une quelconque législation discriminatoire mais, bien au contraire, en contradiction fondamentale avec la Constitution et les lois de la République.

Par conséquent, il y a simplement des réponses différentes à des événements différents qui se sont déroulés à cinquante ans d'écart.

JACQUES FAUVET
président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication
Bruno Faguet, directeur de la rédaction
Jacques Gulu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amarié, Thomas Ferecni,
Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beauvillier (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

وكان من المقرر

ÉTRANGER

RUSSIE : tandis qu'une manifestation pro-Elsine a eu lieu à Moscou

Le Congrès lance le processus d'adoption d'une nouvelle Constitution

Plus d'une dizaine de milliers de partisans de M. Boris Eltsine ont manifesté, dimanche 19 avril, place du Manège à Moscou, pour appuyer le projet du chef de l'Etat d'instaurer un régime présidentiel fort en Russie. Les manifestants ont réclamé un référendum sur le régime constitutionnel, ainsi que la dissolution du Congrès, élu en 1990, et ont pris d'un tiers des députés d'extrême gauche montrés en faveur du qualificatif « socialiste soviétique » pour la Russie.

Ces conservateurs, alliés à divers courants démocratiques opposés au pouvoir croissant de M. Eltsine, avaient indigné samedi un demi-revers au président russe, en adoptant « comme base de discussion », à une large majorité, un projet de nouvelle Constitution russe n'accordant pas au président le droit de dissoudre l'Assemblée.

Ce texte, s'étant vu opposé récemment d'autres projets de Constitutions plus « républicaines ». Mais le projet « Roussiniste » doit être encore discuté en commissions et ne sera adopté que lors d'une prochaine session du Congrès, pas avant l'automne prochain. D'ici là, c'est la constitution soviétique de 1977, amendée, qui restera en vigueur. (AFP, Reuters)

Le KGB avait tenté, en 1971, d'empoisonner Soljenitsyne

Le KGB avait tenté d'empoisonner l'écrivain dissident Alexandre Soljenitsyne en 1971, mais la dose administrée était trop faible pour lui être fatale, a raconté un ancien officier des services soviétiques, M. Boris Ivanov, cité lundi 20 avril par le quotidien britannique The Guardian.

Cette tentative d'assassinat sur le sud de la Russie, Soljenitsyne, qui devait être exilé, avait été approuvée dans un magasin par un agent du KGB qui portait dans sa main « un objet non identifié », affirme Ivanov, qui assure avoir été témoin de cette tentative de meurtre.

Alexandre Soljenitsyne, âgé de soixante-trois ans, avait annoncé son prochain retour du Vermont, aux Etats-Unis, vers son pays natal, après l'échec du coup d'Etat en août dernier. Le nouvel ambassadeur de Russie à Washington, M. Vladimir Loukine, a affirmé samedi que l'écrivain a formulé « deux demandes écrites » en ce sens auprès de son ambassade. (Reuters)

Les conflits dans la CEI

Nouveaux combats en Moldavie et au Karabakh

Au lendemain des accords signés à Kichinev, capitale de la Moldavie, pour régler la cessez-le-feu théoriquement en vigueur depuis le 6 avril, des combats entre milices roussophones et police moldave ont repris samedi 18 avril, faisant au moins cinq morts et onze blessés.

Les pourparlers quadripartites de paix (Moldavie, Russie, Ukraine et Roumanie) n'ont pas permis d'accord sur les modalités de désarmement des combattants, ni sur la composition d'éventuelles forces d'interposition. Les quatre ministères des affaires étrangères se sont bornés à préconiser des négociations bilatérales entre Moldavie et Roussophones et ont créé un groupe quadripartite d'observateurs chargés de contrôler le « cessez-le-feu ».

Dans le Haut-Karabakh - où le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozirev, a reconnu, à l'issue d'une récente tournée, que les médiateurs de paix n'ont pas progressé, - de nouveaux affrontements meurtriers ont été annoncés de part et d'autre en fin de semaine. Côté arménien, on parle encore de dizaines de villageois tués dans la région de Choumra, au nord de l'enclave disputée.

Selon l'état-major de la VII^e armée de la CEI stationnée en Arménie, deux hélicoptères Mi-24 de cette armée ont été « volés » samedi sur l'aéroport Erebouni d'Erevan, contrôlé par les forces arméniennes. Les appareils ont décollé pour une « destination inconnue », selon les militaires, dont les unités de la garnison d'Erevan ont été placées en état d'alerte. (AFP, Reuters)

TURQUIE : la poursuite des violences

Satisfaction mêlée de prudence après la signature d'un accord antiterroriste avec la Syrie

La violence a continué durant le week-end en Turquie, après les opérations policières du vendredi 17 avril, au cours desquelles plusieurs membres du mouvement de guérilla urbaine Dev-Sol et du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont trouvé la mort (le Monde daté 19-20 avril). La riposte de Dev-Sol n'est pas faite attendue : quatre policiers ont été assassinés vendredi et samedi soir. Dans le sud du pays, quatre soldats ont été pris dans une embuscade et tués par le PKK samedi. Vendredi, à l'issue de la visite à Damas du ministre de l'Intérieur turc, M. Ismet Sezgin, la Syrie avait signé un protocole antiterroriste avec la Turquie.

à la capture de criminels et de déseigneurs. Cet accord a été accueilli avec satisfaction, mais également avec une bonne dose de prudence et de scepticisme, par les autorités turques. « L'étape suivante est une étape d'attente et d'observation », a déclaré M. Sezgin à son retour en Turquie.

Un accord similaire, signé avec la Syrie lors de la visite de M. Turgut Ozal, alors premier ministre, en 1987, n'avait été que partiellement respecté par les autorités syriennes, qui continuaient d'abriter les combattants du PKK. Tout au plus avaient-elles déplacé les camps d'entraînement vers la vallée de la Bekaa, sur le territoire libanais, où ils sont toujours en activité.

Cédant à la pression turque, les autorités syriennes ont cependant accepté d'ajouter au texte de ce nouveau protocole un article important, qui évoque notamment les « activités terroristes du PKK » et précise que « la partie syrienne a affirmé que le PKK avait été déclaré organisation

ISTANBUL

de notre correspondante

Selon les termes de l'accord conclu par Damas et Ankara, les deux capitales condamnent le terrorisme et promettent d'intervenir pour empêcher toute activité illégale qui pourrait menacer la stabilité de l'autre signataire. Les deux pays ont également décidé de renforcer les mesures de sécurité le long de leur frontière commune et d'échanger les renseignements qui pourraient mener

□ **TCHÉCOSLOVAQUIE** : Washington séquestré l'utilisation d'une ex-basée soviétique - Les Etats-Unis ont négocié avec la Tchécoslovaquie des droits de survol de ce pays au cas où prévaudrait une situation d'urgence dans l'ex-URSS ou au Proche-Orient, ainsi que des droits d'atterrissage pour les forces américaines et de l'OTAN à l'aéroport de Milovice, à 40 km de Prague, a rapporté samedi 18 avril la revue améri-

caine US News and World Report. (Reuters)

□ **IRLANDE DU NORD** : un catholique tué par l'IRA - L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué l'assassinat par balles, dans la nuit du vendredi 17 au samedi 18 avril, d'un catholique de cinquante ans, qui travaillait comme civil dans une base de l'armée britannique à Armagh, dans le sud de l'Irlande du Nord. (AFP)

NICOLE POPE

Ignorant les pressions internationales

Les Serbes sont résolus à redessiner par la force les frontières de la Bosnie-Herzégovine

Les combats se sont poursuivis, samedi 18 et dimanche 19 avril, en Bosnie-Herzégovine, malgré les pressions internationales, amenant le représentant à Sarajevo de la présidence (portugaise) de la CEE, M. Colin Doyle, à menacer de suspendre la médiation européenne. « Les gens continuent à s'entre-tuer, et il n'est pas question de pourparlers dans ces conditions », a-t-il déclaré.

BELGRADE

de notre correspondant

Les milices serbes, appuyées par l'armée fédérale, ont lancé de nouvelles opérations contre les forces croates et musulmanes selon une stratégie visant à relier entre elles les différentes enclaves serbes de Bosnie-Herzégovine afin de constituer une entité territoriale homogène pouvant être rattachée à la Serbie.

Le leader de la communauté serbe de Bosnie-Herzégovine, M. Radovan Karadzic, a reconnu une nouvelle fois que « la guerre faisait rage précisément dans les régions où devront être tracées les frontières entre les trois entités ethniques », soulignant que les communautés musulmanes, serbes et croates seraient contraintes très prochainement de dessiner les cartes entrainant le partage ethnique de la République.

« La guerre prendra fin lorsque ces cartes seront tracées et acceptées par les trois parties », a-t-il précisé. Les autorités sécessionnistes serbes, qui ont proclamé l'indépendance d'une « République serbe de Bosnie-Herzégovine » lorsque la Bosnie-Herzégovine a été reconnue par les Etats-Unis et la CEE, le 6 avril dernier, réclament ouvertement les deux tiers du territoire de l'actuelle Bosnie-Herzégovine.

Prétendant ne pas être impliqué dans le conflit, le gouvernement de Serbie a adressé samedi au gouvernement américain une « protestation énergique » condamnant « la partialité et le manque d'objectivité » des Etats-Unis dans la crise yougoslave. Le ministre des affaires étrangères de Serbie, M. Vukoslav Jovanovic, y dénonce « l'agressivité et le ton d'ultimatum auxquels ont eu recours les responsables américains dans leurs attaques contre la Serbie et le peuple serbe de Bosnie-Herzégovine, considérés comme principaux coupables de la situation dans cette République ».

M. Jovanovic a également fait part de « la grande indignation » de son gouvernement et a demandé aux Etats-Unis de « respecter la dignité et les intérêts légitimes du peuple serbe » et de mettre un terme à la « campagne » contre la Serbie, dans l'intérêt de bonnes relations et d'un règlement positif de la crise yougoslave. Cette protestation constitue la première réaction officielle à la menace de Washington de mettre la Serbie au ban des nations si elle n'arrêtait

pas, avant le 29 avril prochain, son « agression » contre la Bosnie-Herzégovine.

Après les vaines tentatives du médiateur européen, M. José Cutiheiro, et de l'émissaire spécial des Nations unies, M. Cyrus Vance, pour ramener la paix en Bosnie-Herzégovine, l'adjoint au secrétaire d'Etat américain, M. Ralph Johnson, qui s'est rendu samedi à Sarajevo, est, lui aussi, rentré les mains vides.

Bombardements à Sarajevo

Le général Kukanjac, commandant les forces armées yougoslaves stationnées en Bosnie-Herzégovine, n'a rien voulu entendre d'un éventuel retrait de ses troupes ni d'une reconnaissance par l'armée de l'autorité du pouvoir central de la Bosnie-Herzégovine indépendante - reconnue par plus de trente pays. L'armée serbo-fédérale, qui a réaffirmé qu'elle respecterait toute décision issue d'un consensus entre les trois communautés de Bosnie, ne reconnaît toujours pas l'indépendance de cette République, à laquelle s'oppose la communauté serbe. M. Karadzic a d'ailleurs déclaré que « les reconnaissances ne valent rien tant que la Bosnie-Herzégovine ne sera pas reconnue par les Serbes qui y vivent ».

Alors que les combats, qui opposent dans le nord du pays milices croates appuyées par des forces venues de Croatie et milices serbes soutenues par l'armée fédérale, se

poursuivaient dimanche soir à Derventa et Bosanski-Samski, à la frontière croate, la situation restait critique dans les autres foyers de crise de la Bosnie-Herzégovine. Selon un bilan officiel publié dimanche soir, en un mois et demi de conflit, 200 personnes ont été tuées, 1 600 blessées et 1 100 autres sont portées disparues.

Sarajevo a subi plusieurs tirs d'artillerie pendant le week-end. Des obus de mortier sont tombés samedi soir sur le bâtiment de la radio et de la télévision de la capitale ainsi que sur les entrepôts de la Société des transports urbains, faisant quatre morts et plusieurs blessés. L'attaque contre la télévision est intervenue après les menaces répétées du directeur de la nouvelle agence de presse serbe, M. Todor Dulina, selon lesquelles la télévision serait bombardée si une fréquence radio n'était pas mise à sa disposition. De plus, les tireurs isolés et les barricades empêchent le ravitaillement de Sarajevo, entraînant de graves pénuries. Dimanche, seuls les hôpitaux ont été fournis en lait.

D'autre part, de violents affrontements ont eu lieu en Herzégovine (sud-ouest de la République), dont le chef-lieu, Mostar - convoité par les Serbes et les Croates, qui cherchent à y établir la frontière de leurs enclaves respectives - a été de nouveau bombardé dimanche après-midi.

FLORENCE HARTMANN

Séville, capitale du monde

Suite de la première page

« C'est une ville hospitalière, de siècle en siècle, où les juifs, les musulmans, et les chrétiens ont vécu en paix. Une ville qui a été capable d'être la protagoniste principale dans la découverte du Nouveau Monde, aussi bien que dans ses relations avec l'Europe et l'Afrique ».

« Tout cela ne peut pas s'inventer, tout cela donne une ambiance, une atmosphère qui la rendent exceptionnelle. Et si maintenant, on y ajoute des technologies, des infrastructures, des télécommunications, une hôtellerie exceptionnelle et, en plus, un climat, une population qui a l'habitude de recevoir des millions de visiteurs et de s'entendre parfaitement, je crois que

c'est la cité idéale pour être un centre de rencontre universel ».

« Ne craignez-vous pas que Séville perde son originalité ? »

« En aucune manière. La force de la tradition et la personnalité de cette ville sont incroyables. Ici, pendant la semaine sainte, vous pouvez apprécier le spectacle le plus fantastique du monde. Il est réitéré par les Sévillans pour les Sévillans, et non pas pour les visiteurs, même si ceux-ci sont les bienvenus... C'est un spectacle qui n'est pas fait pour être montré mais pour être vécu ».

« Un défi

des plus importants »

« Comment Séville, une ville de sept cent mille habitants, va-t-elle pouvoir accueillir chaque jour deux cent mille à trois cent mille visiteurs selon les prévisions ? »

« Cela va être un défi des plus importants. Je serais naïf si je disais ou si je pensais qu'il n'y aura pas de problèmes. Il y en aura. Ce ne sera pas facile, mais, premièrement, des services ont été mis en place. Deuxièmement, je crois en la capacité de la population de Séville de digérer tout cela. Troisièmement, en dépit des difficultés qu'auront les visiteurs pour circuler, l'enchantement, la magie de Séville jouent ».

« Les installations sanitaires sont, paraît-il, nettement insuffisantes pour accueillir une telle foule ».

« Je m'attends, et j'insiste sur ce point, que ce soit difficile, mais je souhaite que tout se résolve. En ce qui concerne la santé, cela ne dépend pas de la municipalité mais du gouvernement d'Andalousie ».

« Quelle est selon vous l'idée centrale de l'Exposition, une manifestation culturelle ou commerciale ? »

« Les deux. Chaque pays apporte et montre le meilleur de ce qu'il a, avec une intention commerciale, culturelle et économique. L'humanité n'a jamais été plus consciente de l'importance de la culture, de l'art, des valeurs non matérielles. L'exposition est donc le résultat des préoccupations de l'humanité à l'heure actuelle ».

« On dit qu'avant d'être le maire de Séville vous étiez hostile à l'Exposition. Est-ce vrai ? »

« Non, ce n'est pas vrai. J'étais contre une exposition « divorcée », séparée de Séville, qui était celle qu'envisageaient les socialistes. Par exemple, dans le plan directeur général urbain, il était clair que,

pour l'ancienne municipalité socialiste, l'Expo était étrangère à la ville. Il n'y avait pas un seul mot, qui parlait d'elle. C'est le gouvernement socialiste de Madrid qui l'a décidée et la municipalité socialiste de Séville s'est tue... Je voulais une Exposition mariée avec Séville. Aujourd'hui je peux dire que nous avons obtenu ce mariage, et que c'est en partie grâce à moi ».

« Pensez-vous que tous les Sévillans soutiendront l'exposition ? »

« Absolument, même si, naturellement il y a des éléments critiques, ce qui est bien, ce qui est sain. Il est naturel que dans une ville, il y ait une conscience critique permanente contre tout. C'est un signe de vitalité, de non conformisme. Une ville vivante a besoin d'une conscience critique ».

« Beaucoup de gens disent que l'Exposition est une occasion pour extorquer de l'argent aux touristes, aux visiteurs. Avez-vous pris des décisions pour contrôler les prix ? »

« Ce n'est pas de la compétence de la municipalité mais du gouvernement d'Andalousie ».

« Un excédent pour la ville et un déficit pour l'Etat »

« L'Exposition de 1929 fut un fiasco économique, pensez-vous que celle de 1992 sera un succès commercial, économique ? »

« Pour moi, la réussite économique doit se mesurer à long terme. Ce fut un investissement gigantesque, dont on ne peut penser qu'il sera rentable à court terme. Les responsables de l'Exposition ont pour objectif un bilan équilibré. Je ne suis pas d'accord. Moi, je veux un excédent pour la ville et un

M. Rojas-Marcos fondateur du Parti andalou

Fondateur du Parti andalou, M. Alejandro Rojas-Marcos a été élu maire en mai 1991, ravissant du même coup la municipalité aux socialistes : un coup dur pour le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de M. Felipe Gonzalez, président du gouvernement, originaire de Séville, qui s'est vu ainsi privé du privilège d'être le maître de cérémonie de cette rencontre internationale.

Le Parti andalou est un parti nationaliste de centre gauche, non indépendantiste. Il s'est allié au Parti populaire (droite) pour former une majorité au sein du conseil municipal sévillan.

déficit pour l'Etat. Pourquoi ? Il y a une dette historique envers cette ville, un retard d'infrastructures, d'investissements. Pendant de nombreuses années, Séville a été la ville du chômage, de l'émigration, de l'analphabétisme. Une dette historique ne peut pas se solder par un bilan équilibré ».

« Où en est le projet de créer un site technologique et scientifique de haut niveau dans l'île de la Cartuja ? »

« Pour le moment, il y a seulement une ligne générale. Mais ce qui se concrétise, c'est que nous devons faire un parc technologique, culturel et ludique, et pour cela organiser un concours international d'idées et une adjudication à des entreprises. J'ai demandé au député de l'urbanisme et au député de l'économie de se rendre à Epcot (dans le parc Disneyworld d'Orlando, en Floride)... Mon idée est d'appuyer ce projet, car c'est le seul moyen pour la ville de profiter des infrastructures qui se sont créées ».

« Ne craignez-vous pas que la récession économique mondiale puisse mettre en péril le succès de l'Exposition et le futur de l'île de la Cartuja ? »

« La récession mondiale, quelle qu'elle soit, va avoir un effet. Nous ne sommes pas une île. La seule manière de combattre une récession, c'est par la riposte et des idées optimistes. La récession va affecter davantage les pays qui ne peuvent pas prendre d'initiatives. Nous serons dans une meilleure position que quiconque pour résister à cette situation ».

« Il y a eu des inscriptions sur les murs qui disaient : « Expo 92-para 93 » (« chômage 93 »). Qu'en pensez-vous ? »

« Séville a été la ville du chômage. Cet événement doit nous aider à l'éviter dans le futur, et c'est pour cela que je suis très intéressé par le projet Cartuja 93 pour nous permettre de résoudre ce problème. La lutte la plus importante commence après l'Expo ».

« L'Expo sera-t-elle suffisante pour tirer l'Andalousie et Séville du sous-développement ? »

« C'est une condition nécessaire mais pas suffisante. Cela dépend désormais de ce que nous, les Andalousiens, allons faire de tout cela. Tout commence le 13 octobre (au lendemain de la fermeture). Nous allons tout faire pour que cela ne retombe pas comme un soufflé ».

Propos recueillis par MICHEL BOLE-RICHARD

□ Incendie d'un deuxième pavillon. Le pavillon collectif des îles du Pacifique Sud à l'Exposition universelle de Séville a été détruit par un incendie, vendredi 17 avril. C'est le deuxième incendie d'un pavillon de l'Exposition. Le 18 février, l'un des pavillons thématiques, le pavillon des découvertes, avait brûlé.

ASIE

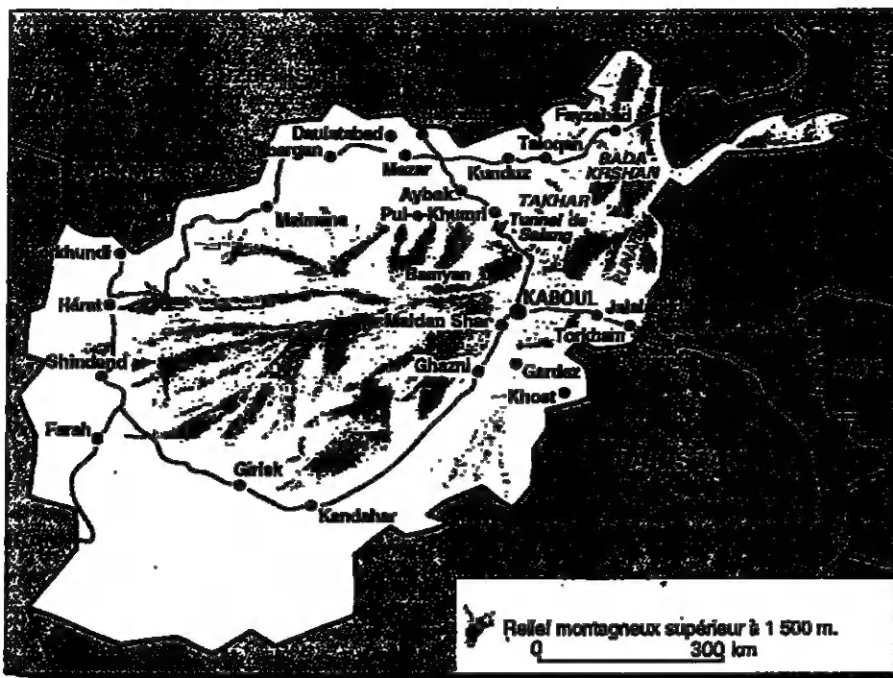
AFGHANISTAN : l'effondrement

Inquiétude à Téhéran et à Islamabad

L'Iran suit avec inquiétude l'évolution de la situation en Afghanistan et le risque d'éclatement d'un conflit interethnique. Samedi 18 avril, le président Ali Akbar Hachémi-Rafсандjani a dénoncé les «maux suspects» qui cherchent à semer la discorde et à diviser les Afghans alors qu'ils se trouvaient au seuil de la victoire finale et qui tentent de provoquer des affrontements entre les différents groupes de moudjahidins. «L'Iran soutient totalement les efforts des Nations unies et de son émissaire Benon Sevan», a ajouté le chef de la diplomatie de Téhéran, M. Ali Akbar Velayati. Le *Tehran Times*, proche du président Rafсандjani, s'était prononcé, samedi, pour des consultations d'urgence avec le Pakistan.

Par ailleurs, Radio-Téhéran a annoncé qu'un avion afghan s'était posé vendredi sur l'aéroport de Machad. Les islamistes du Hezb-e-Islami ont accusé Téhéran de s'être livré à une «ingérence grossière» en envoyant vingt pilotes sur la base aérienne afghane de Shindand pour y récupérer des avions.

Le Pakistan partage l'inquiétude iranienne. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères d'Islamabad a indiqué samedi que «le Pakistan souhaiterait éviter» une confrontation ethnique et un bain de sang entre moudjahidins rivaux. Il faut,



a-t-il ajouté, que l'Iran «coopère» avec le Pakistan afin d'obtenir un transfert pacifique du pouvoir à Kaboul.

En Inde, l'ancien ambassadeur afghan Ahmed Sawa - beau-frère de l'ex-président Najibullah - a été placé, ainsi que sa famille et celle de M. Najibullah, sous la protection des autorités de New-Delhi car il craint pour sa sécurité. Le nouvel ambassadeur, l'ex-conseiller d'ambassade Ziauddin Nassery, a accusé son prédécesseur d'être un «traître».

L'Arabie saoudite, principal bailleur d'aide à la résistance afghane, observe pour sa part une attitude d'extrême prudence. L'Organisation de la conférence islamique (OCI), dont le siège est à Djeddah, a lancé un appel à la «retenue» et à l'union des moudjahidins.

Les Etats-Unis ont souhaité que l'ancien dictateur puisse quitter librement son pays. «Nous ne pensons pas que cela serve à quoi que ce soit de compliquer la situation avec l'avenir de Najibullah», a indiqué un responsable américain. «Les Etats-Unis continuent d'appuyer totalement les efforts» du médiateur de l'ONU, a dit, le 17 avril, le porte-parole du département d'Etat.

Enfin, à Moscou, le général Rousslan Aouchev, président du comité militaire international des chefs d'Etat de la CEI, a déclaré : «Je pense que nos prisonniers de guerre ont été et sont encore des otages politiques, et je crains que leur libération ne soulève des problèmes comme la question du paiement des réparations de guerre.» - (AFP, Reuters, AP, UPI.)

« Un gouvernement moudjahidin doit être formé »

nous déclare le commandant Massoud

CHARIKAR

de notre envoyé spécial

A 15 kilomètres au nord de Kaboul commence le «pays des moudjahidins». Si tôt passés les dernières défenses de l'armée du régime - par ailleurs très faibles : quelques chars enterrés, des soldats désarmés, des miliciens rigolards - on rencontre les premiers maquisards. La plupart sont membres du Jamiat-Islami. Certains sont en civil, portant le costume afghan traditionnel. D'autres sont en tenue camouflée, chaussés de grosses bottes et équipés de talkies-walkies.

Cependant, avant d'arriver à Charikar, il y a plusieurs «poches» contrôlées par le Hezb-e-Islami. L'atmosphère est calme. On entend quelques rafales de kalachnikov, mais rien de très alarmant. Il y a beaucoup de monde sur la route, des civils, des femmes, voilées sous leur *tchadri* de couleur.

Charikar, c'est le grand bazar de la réconciliation. Dans un très beau jardin, à l'ombre des pins, les ennemis d'hier prennent le thé. Il y a là d'anciens membres du Khad (la police secrète de Kaboul), des gendarmes, des policiers, des miliciens de l'Ouzbek Rashid Dostom, des militaires - tous surarmés, kalachnikov pour les soldats, lance-roquettes pour les milices.

A l'heure où nous arrivons, Massoud est en réunion plénière avec

M. Dostom, avec le général Momen, responsable de la dix-septième brigade à Hayratan, sur l'Amou-Daria, à la frontière de l'Ouzbékistan, et aussi M. Sayed Mansour, chef de la communauté ismaïlienne du nord de l'Hindou Kouch. Dehors, à l'extérieur de cette enceinte (qui est en fait le «club» de l'usine textile toute proche), on voit plusieurs chars et des véhicules blindés sur lesquels sont juchés miliciens et soldats en armes.

Avec les unités de l'armée régulière qui l'ont rejoint après la chute de Charikar et la prise de la base aérienne de Bagram, l'Emir du Nord serait, si l'on en croit certains de ses conseillers, sans doute portés à magnifier la situation, à la tête de 200 000 hommes et disposerait de «centaines de chars et d'une vingtaine d'avions de chasse».

M. Gul Haider, commandant d'un bataillon de moudjahidins d'Ahmed Shah Massoud, nous explique comment Charikar est tombée après négociation avec le colonel Mohamed Gul, qui commandait ici une unité de 512 hommes. Il y a maintenant à Charikar quatre bataillons de moudjahidins répondant à «l'homme fort» du Nord, chacun de 500 hommes : trois d'infanterie et d'artillerie lourde. La ville est tombée sans un coup de feu, et malgré l'envoi le même jour à



Salang de trois missiles Scud depuis Kaboul. Le colonel explique qu'il était en contact avec le commandant Massoud depuis deux ans. Il l'a rencontré de nouveau au Panjshir, il y a dix jours, afin de préparer le transfert de la ville aux moudjahidins.

Ne pas attiser les différences ethniques

Le commandant Massoud nous reçoit samedi 18 avril. A notre arrivée, l'hélicoptère militaire Mi-8 qui ramène à Kaboul le ministre des affaires étrangères du régime défunct, M. Abdul Wakil, vient de

décoller dans un nuage de poussière. Le commandant reste discret sur la nature de ces négociations cruciales qui ont duré plus de vingt-quatre heures. «Nous avons discuté avec Abdul Wakil des moyens de parvenir à une solution pacifique, mais non pas sur un transfert de pouvoirs nous dit-il d'emblée. Je ne suis pas opposé à un plan de paix de l'ONU, mais tout accord devra être conforme avec la volonté des moudjahidins. Le concept d'un «conseil pré-transitoire» (annoncé le 10 avril par le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali) me semblait approprié, mais je pense que c'est maintenant trop tard : un tel gouvernement n'aurait pas les moyens de contrôler la situation. Un gouvernement moudjahidin doit être formé».

Pourquoi, par ailleurs, le commandant Massoud a-t-il marqué un temps d'arrêt avant d'entrer dans la capitale afghane ? «Les raisons pour lesquelles je ne veux pas que mes troupes entrent dans Kaboul sont multiples. Je suis pourtant sûr que l'armée ne se battra pas contre moi, parce que j'ai donné des assurances que nous ne pillerons pas la ville et que nous ne tuerons personne. Mais si j'envoie mes moudjahidins maintenant, les défenses militaires autour de Kaboul cessent de se battre, ce qui permettrait à d'autres moudjahidins d'entrer en ville, provoquant le chaos. Si je ren-

tre en ville, cela risque d'attiser les différences entre Pachtouns et non-Pachtouns. Il est donc préférable de convaincre tout le monde de la nécessité d'une solution pacifique.»

Quelles sont ses relations avec le chef du Hezb-e-Islami, M. Gulbuddin Hekmatyar, réputées très tendues ? «Mes relations avec lui ne sont ni bonnes ni mauvaises. Nous sommes en négociation avec des éléments du Hezb tout le long du chemin entre ici et Kaboul (70 kilomètres), mais nous ne sommes pas encore parvenus à un accord. Les craintes parfois exprimées sur ma position partisane contre les Pachtouns ne sont pas fondées. La guerre sainte n'a pas été faite pour donner le pouvoir à une ethnie particulière, mais pour libérer l'Afghanistan. Je suis d'ailleurs en contact avec différents commandants de toutes obédiences de la résistance, tel Haqqani (commandant dissident du Jamiat, qui a pris Khost, au sud-est de l'Afghanistan, en mars 1991) et nombre d'autres commandants pachtouns.»

Jusqu'à quel point le commandant Massoud serait-il prêt à accepter des membres de l'ancien régime dans un futur gouvernement islamique ? Sa position a évolué sur ce point au fil des derniers événements. On estime dans son entourage que l'armée ne fera pas de difficultés à collaborer, puisque le général Nabi Azimi, vice-ministre de la défense de M. Najibullah,

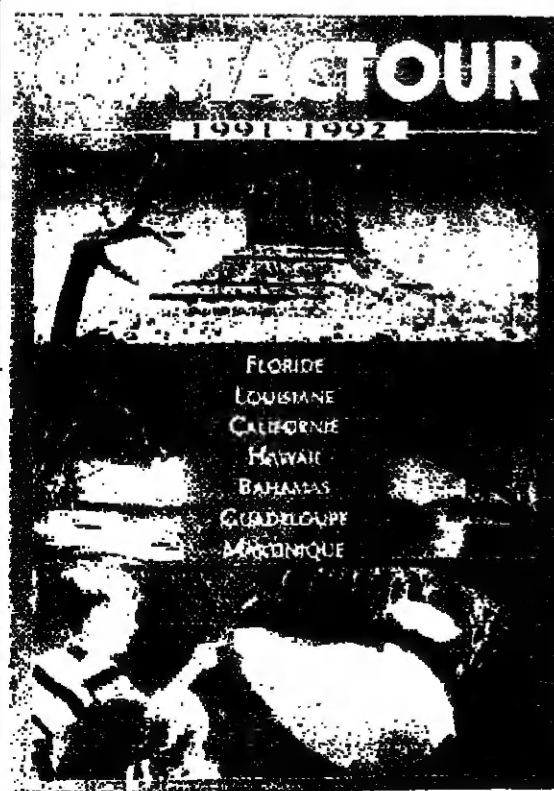
est en pourparlers avec Ahmed Shah Massoud depuis longtemps.

Il n'en ira pas forcément de même avec les gens du parti Watan (ex-communiste), même si l'on sait que M. Farid Mazdak, étoile montante du parti, considéré depuis plusieurs mois comme un «démocrate» hostile à l'ancien président, négocie d'assez longue date avec le commandant du Jamiat. Quel sort, enfin, doit être réservé à l'ex-président Najibullah ? «Je pense que lorsqu'on est au pouvoir, le pardon est préférable à la revanche. Mais cela ne dépend pas de moi.»

Une chose est sûre : Ouzbeks, Tadjiks, Hazaras, tous les non-Pachtouns ont ici le sentiment qu'après quatorze ans de guerre l'heure des réquillibrages de pouvoir a sonné. Au demeurant, les nouveaux «caciques» du régime de Kaboul appartiennent en général aux minorités de l'Afghanistan, se défend pourtant Ahmed Shah Massoud. Le chef de guerre du Jamiat cultive son image de «grand réconciliateur». Il pense qu'il a gagné, mais il veut la «paix des braves». Il conclut dans un sourire : «Hekmatyar vient de me déclarer la guerre sainte... mais je dois vous quitter, il est justement en train d'essayer de m'appeler au téléphone.»

BRUNO PHILIP

AVEC CONTACTOUR, PARTEZ POUR LA FLORIDE



location de villas à ORLANDO, pour vivre de vraies vacances à l'américaine à partir de 2 900 F la semaine.

FLORIDE MAGIQUE

un séjour tout compris dans le merveilleux monde de Disney.

CONTACTOUR

30, rue de Richelieu 75001 Paris. Tél. : (1) 42-96-02-25 ou chez votre agence de voyages.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

La deuxième Yougoslavie

Le 29 novembre 1945, Tito proclame la création de la République populaire de Yougoslavie. En juin 1948, coup de tonnerre, Tito est condamné par Staline. Pour survivre et se concilier de nouveaux appuis, il va mettre en place les ingrédients du titisme : fédéralisme et socialisme autogestionnaire à l'intérieur, non-alignement sur les Super-Grands à l'extérieur. En 1980, à la mort du maréchal-président, la construction tient... jusqu'à la proclamation des indépendances slovène et croate et à la guerre civile en 1991. La deuxième Yougoslavie est enterrée le 15 janvier 1992, lorsqu'un certain nombre d'Etats reconnaissent l'indépendance de la Croatie.

Et aussi, dans ce numéro, «Les clés de l'Info». Au sommaire : l'Exposition universelle de Séville, le Haut-Karabakh, les lois de 1982, la session parlementaire, la bioéthique...

AVRIL 1992

Une nouvelle rubrique : LES CLÉS DE L'INFO

Pour aider nos jeunes lecteurs à comprendre le journal de 20 heures, à écouter les infos à la radio, à lire la presse, nous ajoutons chaque mois deux pages «Les clés de l'Info» dans le Monde Dossiers et Documents avec pour objectif de donner des clés, des bases, des repères liés à l'actualité immédiate. Tout ce que l'on ne trouve pas dans les manuels ou dans les dictionnaires : l'histoire récente, les personnalités, le vocabulaire, la législation, tout ce qui change, tout ce qui bouge.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ASIE

THAÏLANDE : la formation du nouveau gouvernement

Les compromis du général Suchinda Kraprayoon

Le général Suchinda Kraprayoon a annoncé, vendredi 17 avril, la liste de son gouvernement, dans lequel il détient également le portefeuille de la défense. Le maréchal de l'air Anant Kallintha devient ministre de l'intérieur, M. Pongpol Adireksan (fils d'un ancien général et vice-premier ministre), ministre des affaires étrangères, tandis que M. Suthes Singanah conserve les finances. Parmi les cinq vice-premiers ministres on trouve M. Narong Wongwan, qui avait été contraint de renoncer à former un gouvernement après avoir été soupçonné par les États-Unis d'être lié au trafic de la drogue.

Le général, qui ne s'est pas présenté aux élections, ne voulait pas être le premier chef de gouvernement de la législature, mais il s'est laissé piéger. En effet, la candidature de M. Narong Wongwan, avancée par les cinq partis, a été tuée dans l'œuf lorsque l'on a appris que les États-Unis avaient, en juillet 1991, refusé d'accorder un visa à ce « baron » du Nord, soupçonné d'être lié à des trafiquants de drogue. Faute de s'enferrer sur un autre du, les cinq partis se sont donc repliés sur le général Suchinda, le forçant à une entrée en scène prématurée.

Autre pilule amère pour l'ancien commandant suprême des forces armées : il s'est engagé à ne prendre, dans son cabinet, aucun politicien déclaré « inhabilement riche » par une commission d'enquête officielle créée le lendemain du coup

d'État. Or certains d'entre eux, réélus le 22 mars, occupent des postes-clés au sein des partis de la majorité, et le nouveau premier ministre a dû leur faire une place dans son équipe. Bien entendu, l'opposition, qui s'était mise en deuil, jeudi, lors d'une session de l'Assemblée qui s'est déroulée en pleine confusion, fait des gorges chaudes des mésaventures du premier ministre.

Si former un cabinet demande du temps et pas mal d'énergie, gouverner s'annonce encore plus délicat. Dans la tradition politique thaïlandaise, les députés changent de camp pour peu qu'ils y trouvent leur compte. Les conditions sont donc fragiles. De leur côté, les camarades de promotion du général Suchinda, qui ont pris en main les forces armées — notamment son successeur, le maréchal de l'air Kasat Rojananin, — attendent également des dividendes, en particulier en ce qui concerne des contrats d'armements.

Le premier ministre devra donc manœuvrer pour asseoir sa majorité parlementaire tout en répondant aux exigences de l'armée. Le premier gouvernement Suchinda souffrira fatalement, en outre, de la comparaison avec son prédécesseur, qui n'avait à répondre de ses actes que devant la junte; la Chambre nommée par les militaires se contentant, le plus souvent, d'enregistrer ses décisions. Le plongeon dans la politique est dur pour un homme qui souhaitait, pendant au moins encore quelque temps, continuer de tirer les ficelles au lieu de monter en première ligne.

JEAN-CLAUDE POMONTI

BANGKOK

de notre correspondant

On a beau être l'homme fort d'un pays, plonger dans l'arène politique n'est pas une mince affaire. Le général Suchinda, principal acteur du putsch du 23 février 1991, vient d'en faire l'expérience. En trouvant le commandement de l'armée contre le poste de premier ministre, le 7 avril, il avait parlé de « sacrifice », provoquant l'ire de certains de ses adversaires. Il ne croyait pourtant pas, à l'époque, si bien dire.

Il lui aura fallu négocier la composition de son gouvernement avec les cinq partis pro-militaires qui détenaient une faible majorité (196 voix sur 360) au sein de la Chambre basse, élue le 22 mars. Ces députés ont beaucoup déposé pour se faire élire et attendent, selon la tradition, des récompenses. Il n'était pas question de former comme ce fut le cas au lendemain du coup d'État, un gouvernement de technocrates au-dessus de tout soupçon.

Le général Suchinda a donc offert 80 % des portefeuilles aux partis de la majorité, se réservant pour lui-même la défense et, pour ses amis, l'intérieur et les finances. Pour les autres postes, l'empolgnade a été rude.

CAMBODGE

M. Boutros-Ghali a appelé « au respect des droits de l'homme »

A l'issue d'une visite de trois jours au Cambodge, M. Boutros-Ghali a lancé, lundi 20 avril, un appel à une aide supplémentaire d'environ 593 millions de dollars pour la reconstruction du pays. Le secrétaire général des Nations unies a également indiqué que la réponse des Khmers rouges à sa demande de coopération avait été « positive ».

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Venu au Cambodge pour y faire le point de l'intervention de l'ONU, M. Boutros-Ghali en a profité pour resserrer quelques boutons et, surtout, pour rappeler aux Cambodgiens que le « succès » de l'opération internationale « dépendra du degré de coopération de toutes les parties engagées », une formule qui, dans les circonstances actuelles, paraît viser en premier lieu les Khmers rouges. L'ONU s'était plaint, en effet, des « difficultés d'accès » — un euphémisme — aux zones contrôlées par les Khmers rouges. Ces derniers se seraient engagés auprès du secrétaire général de l'ONU à changer d'attitude. « Vous verrez des développements dans les jours qui viennent », a affirmé lundi M. Boutros-Ghali.

Ghali avant de s'envoler pour Bangkok.

L'APRONUC, l'autorité provisoire de l'ONU pour le Cambodge, que dirige le japonais Yasushi Akashi, en est encore à réceptionner plus de vingt mille « casques bleus » et fonctionnaires. Les soixante-quinze gendarmes français, sur place depuis dix jours et qui n'ont pas encore gagné leurs postes sur les frontières, ont assuré la sécurité de M. Boutros-Ghali en compagnie d'Indonésiens armés de fusils d'assaut.

L'APRONUC emménage, s'organise et même déjà de front plusieurs programmes, avec encore beaucoup d'improvisation. Alors que plus de la moitié des « casques bleus » ne sont pas encore arrivés sur place, il est cependant trop tôt pour se faire une idée sur la manière dont cette machine va tourner une fois qu'elle sera rodée.

Après avoir été reçu, samedi, par le prince Sihanouk, M. Boutros-Ghali s'est rendu dimanche dans la province de Battambang. Lundi matin, il a assisté à la signature par les quatre factions qui forment le CNS — le Conseil national suprême présidé par Norodom Sihanouk — de la Convention internationale sur les droits civils et politiques ainsi que de celle sur les droits économiques, sociaux et culturels. Les deux représentants khmers rouges, MM. Khieu Samphan et Son Sen, ont paraphé les deux textes sans sourciller sous les flashes des photographes. Ils n'ont pas réagi non plus quand M. Boutros-Ghali a condamné les « graves errements du passé » et rappelé, avec insistance, que « le respect des droits de l'homme » constituait « l'un des objectifs majeurs » de l'intervention de l'ONU.

JEAN-CLAUDE POMONTI

VIETNAM : les élections législatives auront lieu le 19 juillet. — Les élections législatives au Vietnam auront lieu le 19 juillet, a annoncé, samedi 18 avril, le radio de Hanoï. L'Assemblée avait adopté la semaine dernière une nouvelle Constitution ainsi qu'une loi renforçant ses propres pouvoirs. — (AP.)

Encore un militaire...

En Thaïlande, les premiers ministres se suivent et se ressemblent : à part quelques civils égarés à ce poste, ce sont le plus souvent des généraux — en activité ou à la retraite — qui président aux destinées d'un royaume qui a collectionné les putschs au cours des soixante dernières années. Le général Suchinda Kraprayoon ne fait donc pas exception. D'autant que son prédécesseur Anand Panyarachun — dont tout le monde a reconnu les grandes qualités — avait été placé à la tête du pays au coup d'État du 23 février 1991.

Pas ancien dans le grade le plus élevé, comme le veut la tradition militaire thaïlandaise, commandant en chef des forces armées, chef de l'armée de terre — deux postes dont il a démissionné au lendemain de sa nomination, le second au profit de son propre beau-frère, le général Isarapong Nonnapekdi, — « numéro deux » d'une junte dont il est en réalité l'« homme fort », le

général Suchinda occupe donc la place qui devait être la sienne, à la suite du succès des partis qui le soutenaient lors des élections du 22 mars dernier.

Cet officier de cinquante-neuf ans — il est né le 6 août 1933 à Nakhon-Panhom, près de Bangkok — va devoir montrer s'il a également l'instinct d'un politicien, après deux ex-généraux qui, dans des registres différents, ont marqué l'évolution du royaume. M. Prem Tinsulanond et Chatichai Choonhavan. Exultant en médecine pendant un an, le jeune Suchinda a été admis à l'académie militaire de Chulalongkorn, dont il est sorti en 1953. Sa promotion — la cinquième — domine actuellement les forces armées. Après une formation aux États-Unis, un séjour au Vietnam pendant la guerre comme officier d'état-major, cet ardent a été attaché militaire adjoint à Washington, précédemment quand M. Anand y était ambassadeur. Le général Suchinda est à couteaux

tirés avec son ancien « patron », le général Chaowalit Yongchaituy, qui s'est lancé dans la politique à la tête du Parti d'aspiration nouvelle (NAP). Mais il devrait pouvoir compter sur les cent cinquante sénateurs nommés par l'armée, sur un total de deux cent cinquante, et sur une Constitution taillée à sa mesure. La « démocratie guidée » semble en effet plus dans les cordes du général Suchinda, connu pour son caractère entier, que la démocratie tout court, dont s'étaient pourtant accommodés les généraux Prem et Chatichai.

Le nouveau premier ministre aura, avant tout, à tenir les rênes du royaume alors que les troubles font rage à la frontière de la Birmanie voisine et que la restauration de la paix au Cambodge demeure délicate. Il s'est d'ailleurs rendu en janvier à Hanoï pour établir des liens avec un régime communiste dont il est, idéologiquement, aux antipodes.

PATRICE DE BEER

Delhi: 5950F. AR Embarquement immédiat

Bombay: 5950F. AR
Los Angeles: 4845F. AR
Washington: 3700F. AR
Maurice: 5990F. AR
Londres: 980F. AR
Vienne: 1990F. AR
Copenhague: 1790F. AR
Budapest: 2090F. AR
Réunion: 4590F. AR
Prague: 1990F. AR



AIR FRANCE

Tarifs aller-retour applicables au départ de Paris à partir du 11 mai 1992, sauf pour les USA où la validité est immédiate. Soumis aux conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur et soumis à l'approbation gouvernementale. Renseignez-vous auprès de votre agence de voyages ou de votre agence Air France.

du régime

La plupart des villes échappent au pouvoir central

Le pouvoir de Kaboul sur l'Afghanistan s'est réduit comme une peau de chagrin ces derniers jours. Hormis — aux dernières nouvelles — Kandahar, capitale du Sud pachtoun, toutes les grandes villes ont cessé de répondre au gouvernement central. Dès lors, l'annonce, dimanche 19 avril, de la désignation d'un président intérimaire, M. Abdul Rahim Hatif, ancien vice-président de M. Najibullah, est passée presque inaperçue. De même les négociations entre le commandant Massoud et M. Abdul Wakil, ministre des affaires étrangères de l'ancien régime devenu porte-parole du pouvoir recomposé, ont été remises à leur juste place par le commandant moudjahidin lui-même. Désormais, l'ordre du jour est à la désignation d'un pouvoir islamique.

Herat, la grande ville de l'Ouest, avait été prise dès le 17 avril. A la fin de la semaine écoulée, pratiquement toutes les grandes villes de province ont été perdues par le régime ex-communiste, presque toujours à l'issue de négociations entre commandants moudjahidins et forces armées ou milices répondant négativement à M. Najibullah.

Sont ainsi soustraits au pouvoir central Jalalabad, troisième ville du pays (mais le gouvernement a récemment démenti sa chute); Kandahar, principale ville du Nord après Mazari-i-Sharif; Fayzabad, capitale du Badakhshan et dernière cité du Nord-Est à ne pas être encore entre les mains du commandant Massoud; Gardes, ville natale de l'ancien président Najibullah, et qui est considérée comme « le verrou de Kaboul »; Maidan-Shar, capitale de la province du Wardak, tout proche de la capitale; et « probablement Ghazni, à 250 kilomètres au sud de Kaboul ». En outre, les combattants islamistes se sont fait remettre la grande base aérienne de Shindand, dans le Sud-Ouest, construite par les Soviétiques et qui menaçait directement le Golfe.

Comme par le passé, le Herz-i-Islami du chef fondamentaliste Gulbuddin Hekmatyar, en général, revendiquant la « prise » de ces villes — y compris la où (comme à Herat) le Jamiat est la force islamiste dominante. Le parti auquel est affilié le commandant Massoud, pour sa part, revendiquant la récupération par la négociation de plusieurs de ces cités : Herat, Fayzabad et Kandahar. Jalalabad, en revanche, semble être tombée aux mains d'une coalition dominée par le leader religieux pachtoun Yunus Khalis.

Cependant, des tractations intenses ont lieu en vue de mettre sur pied de la façon la moins traumatisante possible pour la population de Kaboul un pouvoir islamique. Le premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif, s'est rendu samedi à Peshawar et a présidé une réunion de huit heures avec les chefs de la résistance, afin d'aboutir à la création d'un conseil unifié des moudjahidins. La formule trouvée a aussitôt été dénoncée par M. Hekmatyar. Le dirigeant du Hezb, qui est passé en fin de semaine en Afghanistan avec ses troupes, a annoncé la formation d'une « conseil révolutionnaire », où se figure pas le commandant Massoud. M. Yunus Khalis, à pour sa part, condamné les « luttes de tendances entre moudjahidins ».

Le commandant Massoud, quant à lui, a renoncé à une formule incluant des éléments de l'ancien régime. Demandant dimanche la

démission du gouvernement de Kaboul, il a lancé un appel à la création très rapide (dans les trois jours, car « la situation devient incontrôlable ») d'un « gouvernement de moudjahidins », auquel il a invité M. Hekmatyar à participer. Sinon ce devrait être la shura (conseil) des commandants qui prendrait en charge le pouvoir.

Ahmed Shah Massoud a annoncé la création autour de la ville d'un « périmètre de sécurité » moudjahidin — avec les miliciens du commandant ouzbek Rashid Dostom — remplaçant ou complétant celui du régime. Il s'agit de barrer la route à une entrée en force dans la capitale des combattants du Hezb, à qui s'est allié la faction intégriste du Ittehad de M. Rasul Sayyaf. Renforcés par plusieurs centaines de moudjahidins qui ont franchi le poste-frontière de Tokham, en provenance du Pakistan, les « chebaks » se trouveraient à une vingtaine de kilomètres de la capitale.

M. Benon Sevan, médiateur de l'ONU, est toujours dans la capitale. Samedi, le commandant Massoud a fait connaître son mécontentement que l'envoyé du secrétaire général de l'ONU passe trop de temps à négocier le départ d'Afghanistan du président déchu, selon toute apparence toujours dans les locaux de l'ONU. On prend au sérieux, à Kaboul, la menace de la tribu du chef de l'État renversé, les Ahmadzai, de marcher sur la capitale si leur « frère » était mal traité.

Le commandant Massoud a également reproché à M. Sevan de ne pas aider avec conviction à la mise sur pied d'un « gouvernement islamique ». Seuls des dignitaires du Watan, tel M. Farid Mazdak, ont exprimé, ces dernières heures, leur espoir que l'ONU pourrait faire valoir une solution qui ferait une place à des hommes de Kaboul tout en étant à dominante islamiste. — (AFP, AP, Reuters, UPI.)

Vient de paraître aux Éditions Desclée de Brouwer

André Frossard de l'Académie Française Les grands bergers

Abraham, Moïse, Jésus, Paul
Karl Marx, Bernadette

175 pages, 78 F

DDB

AMÉRIQUES

PÉROU : de retour à Lima

Le vice-président Maximo San Roman va prêter serment en tant que « président constitutionnel »

LIMA

de notre correspondante

A quelques jours de l'arrivée à Lima des représentants de la mission de l'Organisation des États américains (OEA), chargée de tenter d'établir un dialogue entre les forces politiques péruviennes, plusieurs mesures ont été adoptées pour que la capitale retrouve un visage démocratique.

Les blindés de l'armée, placés devant les sièges des syndicats et des partis politiques depuis le « coup d'État civil » du 5 avril, ont été retirés, et M. Olmedo Auri,

dirigeant des enseignants, a été libéré.

Néanmoins, la grande majorité des partis politiques ont rejeté toute idée de discussions avec M. Fujimori, qui s'est déclaré favorable à un tel dialogue. Dès son retour à Lima, dans la soirée du samedi 11 avril, le sénateur Maximo San Roman, premier vice-président de la République, nommé « président constitutionnel » par les parlementaires réunis dans la clandestinité, a été reçu à l'aéroport par les présidents de la Chambre des députés et du Sénat, ainsi que par les principaux représentants politiques du pays, devant

lesquels il doit prêter serment mardi. Il a exigé la démission immédiate de M. Fujimori « pour trahison envers la patrie » et a proposé une « trêve démocratique » pour permettre des réformes constitutionnelles.

De son côté, l'ex-président libéral Fernando Belaunde a déclaré, au cours d'une réunion extraordinaire de son parti, l'Action populaire, qu'il s'opposait aux mesures prévues par M. Fujimori (réforme de la Constitution et référendum notamment), « farces inventées par une personne qui n'a même pas de sang péruvien dans les veines ».

japonais] et qui a offensé le pays en bafouant la Constitution ».

Par ailleurs, le guérillero Peter Cardenas Shulze, considéré comme le numéro deux du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), et quatre autres membres de ce groupe terroriste, ont été présentés samedi à la presse, après avoir été arrêtés dans un quartier de Lima. M. Cardenas Shulze est soupçonné d'avoir assassiné le général Enrique Lopez Albujar, ministre de la Défense de l'ex-président Alan Garcia, toujours dans la clandestinité.

N. B.

Les Indiens Ashaninkas prisonniers de l'Amazonie

Embrigadés de force par le Sentier lumineux, ils tentent de se libérer de cet enfer vert avec de faibles moyens

LIMA

de notre correspondante

Les Péruviens désignent par le mot « campes » (qui, en vieux quechua, la langue des Incas, signifie paresseux) les cinquante mille membres appartenant à l'ethnie de la forêt vierge amazonienne, qui demeurent dans les régions de l'Est, du Tumbuc et de Pichis, au centre du Pérou. Les indigènes revendiquent le nom d'« Ashaninkas » (qui signifie ceux qui sont des hommes).

Pour les insurgés du Parti communiste-Sentier lumineux (PCP-SL), ils ne sont que des « masas », des masses qu'il faut assujettir, afin d'établir une tête de pont dans ces vallées situées à la croisée des chemins, entre les départements andins d'Ayacucho et de Junin, deux des principaux bastions où ils mènent leur dite « guerre populaire ».

Tout « sentieriste » aspire à être un « homme d'acier », obéissant de façon aveugle aux consignes destructrices de ses chefs. A l'opposé, l'indigène vit en harmonie avec son univers, dans un monde peuplé de légendes. Pour s'imposer aux Ashaninkas, le PCP-SL a adopté les méthodes expéditives des Khmers rouges sous le régime de Pol Pot. Le « arado » perdu au sein de la forêt amazonienne s'est transformé en enfer vert.

« Le Sentier nous menace pour que nous divisions les terres de la communauté. Il enlève nos enfants et s'en sert comme chair à canon. Il brûle nos maisons quand nous n'obéissons pas. Il tue nos chefs. Nous luttons depuis cinq ans pour défendre notre territoire, notre organisation, notre culture et notre autonomie contre tout type d'exploitation, de répression, d'abus ou de manipulation. Ce n'est pas maintenant que nous allons faire marche arrière... » Forts de cette détermination, quatre-vingts chefs indiens décident, en février 1990, de former l'armée ashaninka.

Cette déclaration de guerre a suscité la colère sentieriste. La violence a redoublé. Des familles entières ont été massacrées. Constamment harcelés par les hordes sentieristes, des milliers d'Ashaninkas (vingt-cinq mille, d'après l'armée) se sont retranchés au plus profond de la brousse, abandonnant leurs parcelles de maïs, de manioc et de bananes. Près de dix mille d'entre eux sont tombés dans les filets du PCP-SL. Hommes, femmes et enfants ont été confinés dans des campements, où les sentieristes ont baptisé « territoires libérés » ou « bases d'appui ouvertes ».

Embrigadés, ils ont été contraints de participer aux expéditions punitives et sanguinaires contre les hameaux voisins ou à la

répression des communautés andines environnantes, organisées en groupe d'autodéfense. Les enfants de plus de onze ans ont été incorporés à ces milices. Les plus jeunes ont été endoctrinés par des instituteurs, séquestrés également, qui leur ont appris l'art de fabriquer de la dynamite – le B-A-Ba du marxisme-léninisme-maoïsme – et leur ont enseigné l'histoire contemporaine, telle que réécrite par le « président Gonzalo ». Sous ce nom de guerre, se cache Abimael Guzman, le professeur de philosophie qui a déclenché la lutte armée au Pérou en mai 1980 et qui se proclame le phare de la révolution mondiale.

Arts et flèches

Les sentieristes et leurs recrues ashaninkas contraignent, en 1990, toute la forêt de l'Est. Ils progressent vers le nord par le Pichis et le Tumbuc, menaçant les villes de Satipo, Puerto, Ocopa, et Atalaya. Plusieurs patrouilles de police et de militaires étant tombées dans leurs embuscades, le général Luis Perez Documet, commandant en chef de cette région sous l'état d'urgence, décide, en mai 1991, de lancer une

vaste offensive. Les sentieristes durent alors se replier sur la rive droite de l'Éné, tandis que l'armée installait une dizaine de garnisons sur la rive gauche.

Progressivement, les fugitifs ont abandonné leur refuge dans la brousse pour trouver protection auprès des bases militaires. Les soldats leur ont enseigné le maniement du fusil à répétition et leur ont distribué de vieilles Winchester pour qu'ils puissent se défendre.

De leur côté, les communautés indiennes du Tumbuc se sont organisées en groupes d'autodéfense. Le village de Poyeni, situé sur une plate-forme qui domine le fleuve, est devenu une véritable citadelle végétale, et ses combattants, armés seulement d'arcs et de flèches, ont repoussé jusqu'à présent tous les assauts des insurgés. Au cours de la dernière attaque, ils ont capturé une centaine de « leurs frères de sang » enrôlés dans le PCP-SL. Pour se réhabilitier, ceux-ci doivent être en première ligne pour défendre la population de Poyeni, qui a quadruplé en quelques mois du fait de l'afflux des réfugiés et des déserteurs.

M. Jorge Cangama a vécu durant quinze mois dans un camp sentieriste, avec son fils de quatre ans dont il n'a plus de nouvelles. « Dans le jour, raconte-t-il, on cultivait la terre. La nuit, on faisait le guet. Il n'y avait presque rien à manger car on ne pouvait pas sortir pour chasser, pêcher ou récolter le manioc sylvestre. Parfois, on se nourrissait de vers et de racines. Ceux qui protestaient étaient fagotés sur ordre du camarade Canas ».

Au cours des derniers mois, l'armée est parvenue à libérer deux mille cinq cents Ashaninkas du joug sentieriste. La télévision a filmé des scènes émouvantes, souvent gravement malades. Elle a montré aussi des filets de treize ou quatorze ans portant dans leurs bras des créatures chétives, fruits de violents abus (terroristes). Ces bébés sont inscrits sur les registres du PCP-SL sous un nom de guerre parce qu'ils sont destinés à apporter du sang neuf à « l'armée populaire ». Plus de cinq mille Ashaninkas sont encore prisonniers dans les camps du Sentier lumineux et plusieurs centaines d'autres restent repliés dans l'enfer vert.

NICOLE BONNET

PROCHE-ORIENT

Le chef de l'Etat syrien en tournée dans le Golfe

Les désillusions de Hafez El Assad face au « nouvel ordre mondial »

NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

Le président syrien Hafez El Assad est arrivé dimanche 19 avril à Ryad, première étape d'une tournée qui devrait le conduire successivement à Koweït, Bahreïn et dans les Emirats arabes unis. Cette visite, la première du chef d'Etat syrien depuis la fin de la guerre du Golfe – à laquelle ont participé dans la coalition anti-irakienne les troupes syriennes – revêt une importance particulière au moment où la Syrie est l'un des rares pays arabes à apporter publiquement son soutien au colonel Kadhafi et à manifester son intention de violer l'embargo aérien décrété contre Tripoli par le Conseil de sécurité de l'ONU.

L'annonce, samedi, par la compagnie Syrian Airlines, du maintien d'un vol Damas-Tripoli, prévu pour lundi, doit toutefois être considérée avec prudence dans la mesure où le refus des compagnies d'assurances de couvrir les risques de tels vols et l'interdiction faite par les pays voisins d'utiliser leurs couloirs aériens pourraient donner à Damas les prétextes nécessaires à une annulation.

Le voyage de M. Hafez El Assad dans le Golfe sera cependant l'occasion pour lui de faire part à ses pairs de ses désillusions quant aux résultats globaux du conflit avec l'Irak et, en particulier, face au « nouvel ordre mondial » prôné par Washington et considéré à Damas comme « arbitraire et injuste ». Les sujets de contentieux entre la Syrie et les pays du Golfe ne manquent pas, qu'il s'agisse de la non-application de la « déclaration de Damas » (sur un accord de sécurité régionale), mort-née à peine signée, ou de l'attitude des monarchies pétrolières dans le processus de paix. A Ryad, tout spécialement, le président Assad devrait aussi s'entretenir des divergences syro-saoudiennes quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Irak.

Damas est aujourd'hui totalement opposé à toute action militaire contre le régime du président Saddam Hussein et avait contre-caré, à la fin de l'année dernière, une tentative de regroupement de l'opposition irakienne sous les auspices de Ryad. Dans les circons-

tances actuelles, Damas ne veut en aucun cas prendre le risque de voir éventuellement s'installer à Bagdad un régime « pro-américain » qui risquerait d'accroître son isolement. Au contraire, la Syrie a mis fin à toute campagne de presse contre l'Irak et tolère, semble-t-il, un net accroissement de la contrebande, en violation de l'embargo international, à sa frontière avec l'Irak.

Un minimum de coopération

Signée en mars 1991, la déclaration de Damas, présentée à l'époque comme un modèle pour une future coopération arabe, prévoyait à la fois la participation des troupes syriennes et égyptiennes à la sécurité du Golfe et un volet économique de coopération. Cette déclaration n'a jamais connu un début d'application, les pays du Golfe préférant confier leur défense aux Occidentaux, les Américains surtout, et le fonds d'aide, destiné principalement à l'Égypte et à la Syrie, n'a encore fait aucune proposition. Les versements effectués par l'Arabie saoudite, le Koweït et les Emirats arabes unis, notamment au moment de la crise, auraient été d'environ 1,5 milliard de dollars mais auraient cessé depuis.

Sur le processus de paix, les dirigeants syriens se montrent en privé très critiques vis-à-vis des monarchies du Golfe, accusées en quelque sorte de soutenir une démarche à laquelle elles ne sont pas directement intéressées. Damas avait été particulièrement irritée par la participation des pays du Golfe aux négociations multilatérales de Moscou, boycottées par la Syrie, le Liban et les Palestiniens. On estime inconcevable à Damas que les monarchies pétrolières puissent ainsi offrir une quasi-reconnaissance à Israël et discuter avec l'Etat hébreu de sujets économiques ou d'intérêts généraux alors qu'Israël n'a rien donné en échange et occupe toujours des territoires arabes. Le président Assad, qui peut faire valoir la solidarité syrienne quand le Golfe s'est senti menacé, tentera sans doute de plaider pour un minimum de coopération arabe dans ce domaine.

FRANÇOISE CHIPAUX

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

Un nouveau commandant des forces terrestres a été nommé

Le ministère algérien de la Défense a procédé, dimanche 19 avril, à une série de nominations à la tête de l'armée. Le général Khélifa Rahim, commandant de la 1^{re} région militaire (Oran), a pris ses nouvelles fonctions à la tête des forces terrestres, succédant officiellement au général Mohamed Lammou, farouche adversaire des islamistes, dont la mise à la retraite et la nomination comme conseiller du ministre de la Défense avaient été annoncées fin mars.

D'autre part, un policier et un militant islamiste armé ont été tués lors d'un accrochage, dimanche, à Boudouaou-el-Bahr, à 30 kilomètres à l'est d'Alger, a annoncé la télévision. Depuis la proclamation de l'état d'urgence, le 9 février, une quarantaine de policiers et neuf gendarmes ont été tués dans des attentats, généralement attribués aux islamistes.

Enfin, samedi, le procureur Général, la cour de Bida, M. Ahmed Beldouchat, a échappé à une tentative d'assassinat alors qu'il quittait son domicile, a indiqué la radio. — (AFP.)

INDE
M. Rao est confirmé à la tête du Parti du Congrès

Le Parti du Congrès, au pouvoir en Inde presque sans interruption depuis l'indépendance en 1947 et le plus ancienne formation de la fédération, a confirmé, dimanche 19 avril, son chef, le premier ministre Narasimha Rao, soixante-dix ans, aux commandes du parti et du pays. Au cours de son premier congrès depuis sept ans, le parti a élu, pour la première fois depuis vingt ans, son comité directeur – au lieu de laisser son président nommer ses fidèles, comme c'était la pratique aux temps d'Indira puis de Rajiv Gandhi. Le congrès a, par ailleurs, approuvé la politique de libéralisation annoncée par le gouvernement en juillet 1991.

C'est la première fois depuis l'indépendance que le parti se réunissait en congrès sans avoir à sa tête un membre de la famille Nehru-Gandhi. Quelque 10 000 délégués étaient venus de tous les coins de l'Inde à Tirupati, dans l'Etat méridional d'Andhra Pradesh, dont est originaire M. Rao. La plupart des « poids lourds » du parti ont été élus au comité directeur, en particulier MM. Arjun Singh, ministre du développement des ressources humaines, et Shree Pawar, ministre de la Défense. — (AFP.)

ÉTATS-UNIS

Ajournement de l'exécution d'un condamné à mort en Californie

Un juge fédéral de l'Etat de Californie a décidé, samedi 18 avril, de suspendre pendant dix jours l'exécution de Robert Alton Harris, qui devait avoir lieu mardi. Le juge a suivi les arguments de l'Union américaine des droits civiques (A.C.U.), qui estime que l'usage d'une chambre à gaz pour l'exécution est un châtiment cruel, violant la constitution des États-Unis.

Les procureurs de l'Etat de Californie ont immédiatement fait appel. Robert Alton Harris a été condamné à mort pour le meurtre de deux jeunes gens en 1979. Son exécution, si elle a lieu, sera la première en Californie depuis vingt-cinq ans. Deux autres États américains utilisent la chambre à gaz pour les exécutions. — (AFP, Reuters.)

COLOMBIE : série d'affrontements meurtriers entre la guérilla et les forces de l'ordre. Des guérilleros colombiens de l'Armée de libération nationale (ELN) ont attaqué, samedi 18 avril, la ville d'El Cocuy (250 kilomètres au nord-est de Bogotá), tuant deux policiers et en blessant quatre autres, après avoir fait sauter un commissariat et pillé une banque, s'étant saisi de source officielle. Six rebelles ont été tués. Par ailleurs, deux membres des forces de l'ordre ont été blessés et quinze membres de l'ELN ont été capturés au cours d'opérations menées dans divers endroits du pays, qui ont permis, selon l'armée, de démanteler six camps de la guérilla. — (AFP, Reuters, UPI.)

CUBA : un dissident libéré et un autre autorisé à quitter le pays. — A la suite d'une rencontre avec M. Juan Escalona Reguera, président de l'Assemblée nationale cubaine en visite à Paris, M. Roland du Luart (sénateur UDF de la Sarthe) a indiqué, à la fin de la semaine dernière, qu'un dissident cubain, M. Ramon Sanchez de la Cruz, a été libéré à La Havane et qu'un second, M. Fernando Nunez Ramos, a été autorisé à quitter le pays. M. du Luart a indiqué que ces mesures font suite aux démarches entamées par une délégation sénatoriale qu'il a conduite en février dernier à Cuba à une intervention de Mme Danielle Mitterrand, présidente de Franco-Libertés.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
MÉDECINE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Robert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lescaume, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-23-33

Imprimerie du Monde
(12, r. M.-Gambourg)
94852 IVRY Cedex (1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUCONNIER
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

Le Monde

Jacques Lescaume, président
Michele Cray, directeur général
Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue du Colonel-Pierre-Ary
75002 PARIS CEDEX 12
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-96-73. Société Édition de la SUEF, Le Monde et Index et Index Tempus SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 281.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

TRIMESTRE	FRANCE	SUR-SEIN, SUISSE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3	400 F	572 F	790 F
6	790 F	1 125 F	1 580 F
12	1 600 F	2 085 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les versements en espèces, d'impératrice.

PP. Paris 19° 201 MON 01

POINT / LA DÉLINQUANCE AUX ÉTATS-UNIS

Les maux d'une société

New-York : les revolvers dans les cartables

NEW-YORK

de notre correspondant

« Alors, mec, t'es le juice maintenant ? » Quincy hoche imperceptiblement la tête. Il reprend difficilement son souffle après une lutte à mort, sur les toits d'un immeuble éventré, avec Bishop, qui vient de tomber dans le vide. Il remet la capuche de son haut de survêtement, l'un des signes distinctifs du rappeur new-yorkais. Quincy ne cédera pas à l'escalade de la violence : il a jeté son arme dans la rivière. Ainsi s'achève *Juice*, le film d'Ernest Dickerson qui vient de sortir sur les écrans. Avec *Boyz n the Hood* et *New Jack City* (aussi réalisés par des Noirs américains), ce long métrage dépeint le climat de violence permanente que vivent les jeunes *black* et *latins* des quartiers désolés de la plupart des grandes villes américaines.

La particularité de *Juice* — un mot qui, dans l'argot des ghettos noirs, signifie le « pouvoir », celui que confère la détention d'une arme, seul moyen de se faire respecter, voire de défendre sa peau — est d'avoir fait le lien entre la rue et l'école, nouveau champ clos des futilités entre adolescents. Tragiquement, la réalité rivalise trop souvent avec la fiction. Fin février, dans une école publique de Brooklyn (extrémité de Long Island), un adolescent de quinze ans, Khalil Sumpter, a sorti de son blouson un pistolet et a froidement abattu ses deux copains. Il a d'abord tiré d'une balle en pleine poitrine Jan Moore, seize ans, puis, d'un tir à bout portant en pleine tête, Tyrone Sinker, dix-sept ans. Sans raison apparente, sinon un échange de propos un peu vifs.

Le double crime s'est produit en matinée, au deuxième étage de la *high school* (lycée) Thomas-Jefferson, à quelques mètres de deux officiers de police, qui n'ont pas eu le temps de réagir. Un important dispositif de sécurité avait été mis en place, en prévision de la visite que devait y effectuer, une heure plus tard, le maire de New-York, M. David Dinkins.

Celui-ci devait prononcer un discours sur l'estime de soi, sur le respect (ce « manque de respect » qui équivaut de plus en plus souvent à un arrêt de mort pour l'offenseur) et sur les moyens d'enrayer le cycle infernal de la violence dans les écoles. Après avoir annulé sa visite, le maire, M. Dinkins a décidé de renforcer le contrôle — par portiques détecteurs — des armes à feu à l'entrée des écoles publiques. Au lendemain de cette annonce, une élève de quatorze ans remettait au garde posté à l'entrée de l'école de Dewey, à Brooklyn, le pistolet semi-automatique chargé qu'elle avait glissé dans son cartable.

« Une seule industrie : la drogue »

En matière de criminalité urbaine, adolescents et adultes sont en passe de faire jeu égal, surtout parmi les minorités noire et hispanique. « Actuellement, dans ces communautés, un adulte sur quatre a un passé criminel ; le même bilan est en voie d'être établi pour les adolescents », explique M. Mel Grizer, le directeur d'un centre de réinsertion scolaire de Brooklyn.

Cet organisme (United Community Centers) a été créé en 1989, la communauté ayant décidé de réagir après qu'une fillette de trois ans, prise comme bouclier humain par des trafiquants de drogue réglant leurs comptes, eut été grièvement blessée. « Les jeunes Noirs n'ont aucun avenir. Plus de 80 % d'entre eux ont quitté l'école avant la fin de la scolarité normale. Ils n'ont pas d'emploi et aucun espoir d'en trouver un dans ce district, qui a perdu ses ateliers et ses entreprises, lesquels, avant, fournissaient un premier métier, même mal payé. Aujourd'hui, dans ce coin où on compte 75 % de Noirs et 25 % d'Hispaniques, la seule industrie, c'est la drogue. Et tout le temps la violence, le crime. C'est de pire en pire », assure cet éducateur qui, sur place depuis vingt ans, a passé un pacte avec la peur.

En 1991, le FBI a recensé près de 25 000 meurtres aux États-Unis,

un chiffre jamais atteint, qui place ce pays largement en tête du monde occidental. D'ordinaire, l'organisme fédéral ayant pour mission d'étudier les causes des différentes maladies fait figurer le meurtre au rang des épidémies, notamment en milieu scolaire. Selon ce même Federal Center for Disease Control, sur cinq jeunes décédés de mort violente en 1990, trois ont été tués par des coups de feu. Parallèlement, à la *high school*, un enfant sur cinq pénètre en classe chaque matin avec un couteau ou une arme à feu dissimulée dans la poche de son blouson ou dans son sac à dos.

A New-York, sur les quelque 2 200 à 2 500 meurtres ou assassinats comptabilisés chaque année (le dixième de l'ensemble des crimes commis aux États-Unis), la moitié concerne des enfants ou des adolescents. Depuis deux ou trois ans, dans les coins perdus de Harlem, de Brooklyn ou du Bronx, de plus en plus de balles perdues fauchent des gamins dans la rue, sur leur bicyclette, aux fenêtres des immeubles, ou même à travers les portes d'entrée : c'est souvent un *dealer* de drogue qui veut son dû, ou encore une scène de ménage qui tourne mal.

Les jeunes meurtriers en puissance n'ont pas tous un passé judiciaire. Quincy, dans *Juice*, rêvait de devenir disc-jockey de musique rap, avant que l'irruption d'un P 38 Smith & Wesson — la même arme que a tué les deux étudiants de Thomas Jefferson High School et que l'on trouve dans tous les catalogues pour moins de 300 dollars — ne vienne semer la mort au sein de sa bande de copains un peu marginaux.

« Livres, télé : des trucs de Blancs »

« C'est souvent comme ça », reconnaît Bob O'Melia, l'un des professeurs du Lincoln Youth Achievement Center, une école publique pour gosses particulièrement difficiles, installée dans un secteur du South Bronx que l'on dirait bombardé. « Il y a deux ans, j'avais parmi mes « clients » un jeune garçon de seize ans, un peu timide, que ses copains chahotaient. Un jour, j'ai remarqué qu'il avait pris de l'assurance. Plus tard, j'ai compris : avait commis un meurtre à Brooklyn, après s'être procuré un pistolet. Sa victime l'avait prétendument provoqué ».

Ancien combattant de la guerre du Vietnam, Bob O'Melia n'est pas un tendre. Mais ici, dans cette école-bunker, dont toutes les ouvertures ont été murées et dont la porte d'entrée est surveillée par une caméra, il se sent parfois désarmé. Théoriquement, ce centre, qui coûte environ 800 000 dollars par an à la ville de New-York, est fait pour accueillir une vingtaine de « clients ». La réalité précipite ses cours, quand ils en ont envie.

« Un livre, le cinéma, même la télévision : tout ça ne vaut rien pour eux ; ce ne sont que des trucs de Blancs. Leur seule passion, c'est le rap aux paroles violentes et les cassettes porno », raconte Bob. Quand on leur demande ce qu'ils veulent faire plus tard, la réponse est unanime : *dealer* ! Pour obtenir, ils achètent de faux *beepers* en plastique qu'ils portent à la ceinture. Le *beeper*, c'est le signe qu'on est en liaison avec les trafiquants de drogue et qu'on porte une arme à feu.

« Pour eux, la drogue est la seule chose qui rapporte de l'argent et permet de se faire respecter. La preuve ? Si je gare ma voiture devant la porte, j'ai aussitôt un procès-verbal, même dans ce coin pourri. Si c'est un trafiquant de drogue qui vient garer sa Mercedes au même endroit avant d'aller approvisionner la crack-house installée dans l'immeuble à côté — et que connaissent tous les flics du coin — il n'aura pas de PV. Pour eux, juice, c'est ça, le vrai pouvoir... Comment voulez-vous, dans ces conditions, que je leur inculque d'autres valeurs ? »

Ailleurs, d'autres enseignants continuent aussi à batailler ferme pour éviter que les écoliers ne soient happés par la drogue et par la criminalité. A la *high school* Harry-Truman, une école alterna-

Droque, criminalité, guerre des gangs (ces bandes de jeunes, généralement noirs ou hispaniques, dans les quartiers pauvres des métropoles) ... Les maux de la société américaine sont-ils devenus tabous en cette année électorale ?

Les candidats à l'investiture du Parti démocrate et du Parti républicain — à l'exception notable de l'ultra-conservateur Patrick Buchanan, adversaire de moins en moins menaçant du président George Bush — ont évité de s'étendre sur ces sujets jusqu'à présent, à mi-course des primaires.

Pour prétendre s'attaquer résolument à ces graves problèmes, il faudrait disposer de ressources considérables, que la société américaine n'a plus, quand bien même les sommes consacrées à la

défense diminueraient dans les proportions souhaitées par les Démocrates.

Ni le président Bush, ni le gouverneur de l'Arkansas, Bill Clinton — candidat le mieux placé chez les Démocrates — n'ignorent que leurs concitoyens sont toujours aussi réticents à payer plus d'impôts et se méfient des programmes étatiques comme de la peste. Reste à espérer une reprise économique, de nouveau entrevue. En attendant, Chicago songe à construire des casinos pour créer des emplois, censés détourner les jeunes du trafic de la drogue, et New-York installe des portiques détecteurs d'armes dans ses écoles publiques pour empêcher les enfants de s'entretenir.

Chicago : des casinos pour endiguer le chômage

CHICAGO

de notre envoyée spéciale

Si les habitants de Chicago frissonnent en ce début de printemps, ce n'est pas uniquement parce que des vents glacés continuent de s'engouffrer furieusement entre les immenses buildings du centre-ville, devenus si nombreux autour de la tour Sears — la plus haute du monde avec ses 443 mètres — qu'on s'est lassé d'en compter les étages.

Les Chicagoais ont des sueurs froides depuis que leur maire s'est mis en tête de soutenir un projet de construction de quatre hôtels-casinos, attractions centrales d'un vaste parc thématique de 4 hectares. M. Richard M. Daley leur a annoncé, fin mars, que trois investisseurs (Hilton Hotels, Caesars World et Circus Circus Enterprises) sont prêts à financer ce projet de 2 milliards de dollars. L'État de l'Illinois doit encore donner son feu vert mais le maire a bon espoir : trois bateaux-casinos n'ont-ils pas été autorisés, en septembre, à promener leurs passagers et leurs crochets sur la Chicago River ?

La folie des grandeurs est un héritage familial chez les Daley — irlandais catholiques d'origine, bâtisseurs dans l'immobilier — et le maire actuel, baptisé « Richard II », a fort à faire pour laisser sur sa ville la même

marque que son père, Richard J. Daley, qui y régna pendant vingt et un ans, jusqu'à ce qu'une crise cardiaque le terrasse en 1976. Sans lui, la métropole du Middle-West n'aurait été que l'ombre de ce qu'elle est devenue : le principal nœud de communication du pays, le premier centre de foires et de congrès des États-Unis, une place financière et cérébrale qui donne l'heure à toute la planète, une capitale mondiale de l'architecture moderne, etc.

Elu en 1989, Richard Daley fils n'a à son actif qu'un nouveau stade de base-ball et le projet de construction d'un autre aéroport international, près du lac Calumet (sud de Chicago). L'adoption d'Harris — « œuvre » de son père — était depuis longtemps saturée (plus de 50 millions de passagers par année, autre record mondial).

Richard le puritain, qui avait tout fait pour effacer jusqu'au souvenir des gangsters à chapeaux mous, coupables d'avoir mis la ville à feu et à sang durant la prohibition (1919-1933), serait-il fier de voir son fils jouer l'avenir de sa cité à la roulette ? « Il est certain que le crime organisé tentera de mettre un pied dans les casinos », prédit déjà le procureur du district de Chicago, M. Jack O'Malley. Le maire, lui, n'a qu'une série de chiffres en tête. Son projet, que les journalistes locaux n'ont pas tardé à baptiser « *Al Capone Land* », permettra la création de 55 000 emplois, dont 45 000 permanents, affirme-t-il ; il procurera à l'Illinois et à la ville des revenus supplémentaires de 500 millions de dollars en taxes ou en impôts, sans compter les retombées touristiques.

« Des jobs et des revenus » : telles sont en effet les obsessions des édiles de la « Windy City » (cité des vents), entrée dans une sombre tourmente. Après avoir perdu ses grands électeurs (transférés plus près des abattoirs d'élevage du bétail) au cours des années 70, Chicago voit s'en aller chaque année des milliers d'emplois manufacturiers (aciéries, industrie chimique, automobile notamment) après les pays où la main-d'œuvre est moins chère.

Le chômage a considérablement augmenté (8,5 % de la population active de l'Illinois en février, le triple dans certains quartiers de Chicago selon les estimations officielles) et la criminalité suit le mouvement. Entre quartiers très riches et très pauvres, les contrastes sont devenus saisissants, dans une ville où, depuis toujours, les nouveaux arrivants (irlandais, italiens, polonais, allemands, grecs, noirs) débarquant du sud du pays depuis le début du siècle et, plus récemment, portoricains, mexicains et asiatiques) se sont regroupés entre eux, dans des îlots distincts, formant côte à côte un vaste patchwork.

Guerre des gangs

Juste derrière le rideau de gratte-ciel chic du Loop (centre-ville) orné par un miroir aérien au bord du lac Michigan s'étendent des poches de misère évoquant le tiers-monde. Ce sont des quartiers noirs ou hispaniques, où les taxis ne veulent plus circuler en plein jour, où le crack (1) s'échange entre les mains de gangs armés de revolvers, où les guerres des gangs (bandes de jeunes) n'ont laissé, au bord de rues défoncées, presque aucune des voitures stationnées sans impacts de balles.

Sans transition aucune, la North Avenue sépare ainsi le très riche quartier du Lincoln Park (villas entourées et étroitement surveillées) de Cabrini Green, zone de HLM des années 60 devenue d'innombrables ghettos noirs, où des sacs de plastique font office de fenêtres. « Ici, expliquent les rares organismes sociaux religieux ou privés qui osent rester, la vie n'a plus de valeur ».

Incapables de s'interposer entre les gangs (« Disciples » et « Shortees », ces derniers étant ainsi dénommés parce qu'ils sont trop jeunes pour aller en prison), la police a récemment déménagé son poste, pour le reculer plus loin : trop de victimes dans ses rangs. Le McDonald's du coin, rentable mais braché toute les semaines, a fermé boutique. Il faut sortir de Cabrini

Green pour trouver un supermarché.

Là comme à Englewood, plus au sud, dans les tours du « Robert Taylor's project » — autres « ghettos verticaux » où le couvre-feu décent à partir de 22 h 30 n'est guère appliqué — les jeunes mères sont, dans leur très grande majorité, célibataires. Souvent, elles ne voient revenir leurs partenaires ou leurs enfants les plus âgés que le jour du *welfare check* (chèque d'aide sociale mensuel), auquel elles seules ont droit. Ce jour est communément appelé *Mother's day* (fête des mères).

L'an passé, plus de 950 personnes ont été assassinées à Chicago (2) et plus de 15 000 personnes ont été blessées par balles ou à l'arme blanche, comme dans les pires années de la prohibition. Le taux de criminalité est ici le triple de la moyenne nationale, quoique inférieur à celui de villes comme New-York, Washington ou Philadelphie. Dans toutes ces métropoles, les gangs étendent leur aire et respirent, sous la pression du chantage, dans des banlieues, blanches ou noires, de la classe moyenne. Les résidents tentent de s'organiser, souvent en collaboration avec les écoles et la police, pour donner aux enfants « les moyens psychologiques de résister aux recruteurs des gangs » et à leurs promesses de gains alléchants dans le commerce de la drogue (jusqu'à 100 dollars en une heure, quand la dose de crack en vaut 15).

Des prisons plus que pleines

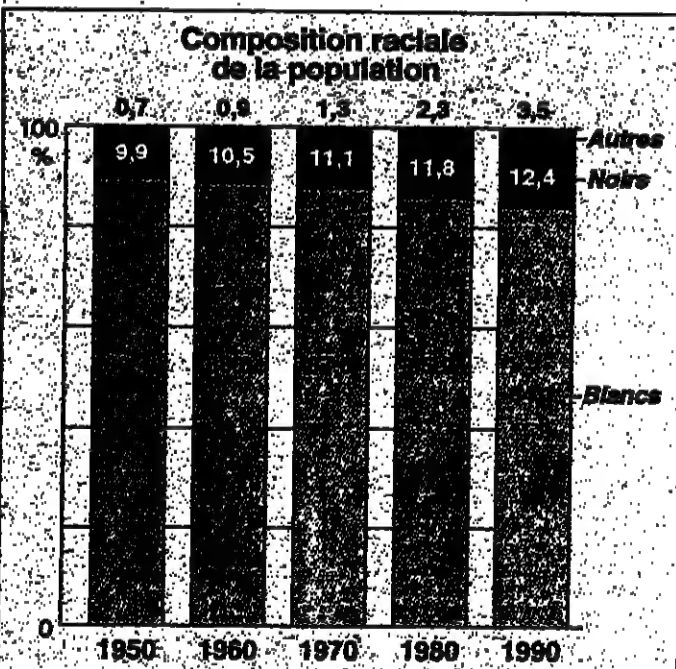
« Nous avons embauché l'an passé 600 policiers. Aller jusqu'à poster un officier à chaque coin de rue ne résoudrait pas grand-chose », reconnaît M. William Beavers, conseiller municipal de Chicago, chargé des affaires de sécurité. « Les quinze prisons de l'État de l'Illinois peuvent normalement accueillir 19 000 détenus. Elles en ont actuellement 10 000 de plus. Nous sommes un des États américains où les lois sont appliquées le plus sévèrement », affirme le procureur général (noir) de l'Illinois, M. Ronald Burris.

Attaqué à main armée en septembre, un jour férié, devant sa maison, par des jeunes gens qui lui ont volé sa voiture avant de le dépouiller, M. Emil Jones — membre depuis 1982 du Sénat de l'Illinois, dont il a été élu six ans le député — accuse la Maison Blanche de ne pas donner les moyens de lutter contre l'importation de la cocaïne. Ce démocrate fustige les présidents Bush et Reagan, leur politique économique, leur parcimonie dans les crédits consacrés à l'éducation, qui laissent les États et les villes « dans des situations intenable », en ces temps de récession.

Faut-il alors chercher à créer des emplois par tous les moyens ? Ni M. Burris ni M. Jones ne sont foncièrement contre le projet du maire, M. Daley, qu'ils présentent comme un « pis-aller », sachant pertinemment qu'« il faudrait non pas des casinos mais des industries, si possible de pointe, pour assurer durablement l'avenir économique de la région ». Comme eux, les quotidiens locaux — le très sérieux *Chicago Tribune* et le populaire *Sun-Times* — sont partagés. D'autres villes voisines peuvent s'emparer du projet, profitant de la manne promise.

Le maire a promis que « Chicago ne deviendra pas Las Vegas » (la ville du Nevada qui ne vit que par le jeu, sans souffrir mot d'Atlanta-City (Côte est), dont les casinos, autorisés depuis 1978 mais trop peu courus, n'ont guère contribué à améliorer la santé économique. Et les éditeurs de souligner que plusieurs des premiers magistrats d'Atlanta-City sont allés en prison, accusés de corruption dans des affaires liées à l'industrie du jeu. Le maire, M. Daley, lui, s'estime à l'abri de ces aventures.

MARTINE JACOT



Quelques chiffres

- Armes. — Plus de 200 millions d'armes ont été recensées aux États-Unis, qui comptent 253,6 millions d'habitants.
- Criminalité. — En 1989 (derniers chiffres officiels), le taux de meurtres a été de 8,7 pour 100 000 habitants à Washington et 25,8 à New-York. Le taux de meurtres violents parmi les jeunes gens âgés de quinze à vingt-quatre ans a été de 21 pour 100 000 en 1987, contre 1,4 en France la même année. Un Noir de cette classe d'âge a plus de chances d'être tué qu'un soldat américain n'en avait pendant la guerre du Vietnam. Selon la dernière enquête du département de la justice, il y a eu 207 610 vols ou tentatives de vol (un pour mille habitants) en 1991, soit une augmentation de 60 % par rapport à 1990.
- Prisons. — Parmi les personnes actuellement détenues aux États-Unis, 47 % sont noirs (alors que la communauté noire représente 12,5 % de la population totale) et 15 % sont hispaniques (9 % de la population totale).
- Inégalités. — Une famille

noire moyenne dispose de 58 % du revenu d'une famille blanche moyenne, selon le dernier rapport de la National Urban League, une des plus vieilles organisations de défense des Noirs.

• Pauvreté. — Le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté est passé de 31,5 à 33,6 millions de personnes (soit plus de 15 % de la population) entre 1989 et 1990, selon les chiffres officiels. En 1990, 12,7 millions d'enfants (un enfant américain sur cinq) vivaient sous ce seuil. La moitié (47,5 %) des enfants pauvres sont noirs et le tiers hispaniques, selon le Centre américain des politiques sociales. Quelque 37 millions d'Américains, dont la majorité ont un emploi, n'ont pas d'assurance médicale, laquelle n'est fournie par l'État qu'aux pauvres et aux personnes âgées. En 1988, 26 % des enfants sont nés de mères célibataires (84 % chez les Noirs).

• Analphabétisme. — Selon le département américain de l'éducation, le nombre d'analphabètes ou de quasi-analphabètes se situe entre 20 et 27 millions de personnes (13 % de la population adulte).

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

Conçue avec l'accord des états-majors

Une armée nouvelle se met en place sans consultation du Parlement

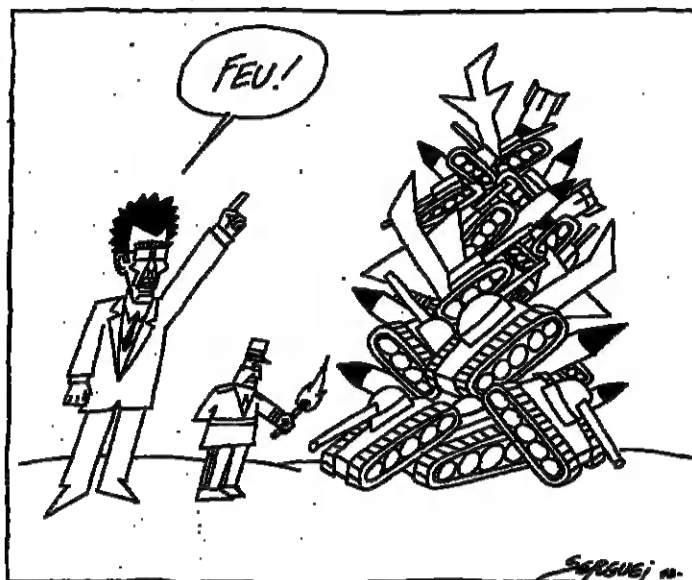
Le maire (PS) de Strasbourg et député européen, M. Catherine Trautmann, annonce, dans un entretien avec le *Figaro* du lundi 20 avril, qu'elle a écrit au ministre de la défense pour qu'il revienne sur sa décision de fermer la base aérienne. « L'Etat, dit-elle, a des responsabilités en matière militaire vis-à-vis de la Communauté européenne et il ne paraît pas impossible, dans une Europe en mutation et en bouleversement, de ne pas préserver une présence militaire affirmée à Strasbourg. » L'escalade de reconnaissance basée dans la métropole alsacienne devrait être transférée à Reims. La réaction de M. Trautmann illustre les récents débats par les récentes mesures de restructuration de l'armée de terre (le Monde du 18 avril).

La France entend, à son tour, toucher ce qu'on a appelé aux Etats-Unis les « dividendes de la paix ». Après celui d'autres pays alliés, de part et d'autre de l'Atlantique, son dispositif militaire rétrécit, pour cause de délitement de l'ennemi établi depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Il se rétracte au rythme annoncé par le gouvernement, dès 1991, avec une ou deux années d'avance sur le calendrier d'exécution des différentes mesures pour permettre aux communes concernées de se préparer aux « retombées » sur l'économie locale. Mais, jusqu'à présent, le Parlement n'a pas été consulté, faute d'une programmation militaire dont l'accouchement paraît délicat.

En 1992, ce ne sont pas moins de 75 garnisons qui doivent subir cette contraction des forces, portant sur 15 000 hommes (dont 11 000 appelés) et 3 300 civils. L'annonce en avait été faite en 1991. A partir de l'an prochain, 93 localités sont touchées, soit 24 000 hommes (dont 16 000 recrutés) et 4 750 civils, comme l'a précisé, la semaine dernière, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, avant de partir pour le Japon. Et cela devrait encore continuer, puisque l'armée de terre, qui est frappée de plein fouet par ces mesures de restructuration, doit perdre à elle seule pas moins de 65 000 hommes, au total, avant 1997.

Le premier train de ces décisions était passé pratiquement inaperçu. Il concernait les troupes françaises outre-Rhin, avec la dissolution – qui n'est pourtant pas mince – de deux divisions blindées. La nouvelle série de mesures s'applique à la France même, et elle soulève un tollé auquel le gouvernement s'attendait et qu'il a cherché à limiter en rendant public son plan après les élections régionales et cantonales.

C'est un fait : la rétraction du dispositif militaire français en Allemagne n'a paru étonner personne, bien qu'elle soit en elle-



même une démonstration du désengagement de la France envers ses alliés. Une fois passé de ce côté-ci du Rhin, le mouvement catalyse le mécontentement chez des élus – y compris de l'actuelle majorité – qui ont parfois été parmi les premiers à réclamer qu'on tire les « dividendes de la paix ».

Des considérations opérationnelles

Ce faisant, les élus locaux, qui préfèrent légitimement que soit épargnée leur terre d'élection et que le temps des « vaches maigres » aille frapper la commune voisine, posent une vraie question : un dispositif militaire cohérent doit-il obéir avant tout à des considérations opérationnelles, dès le temps de paix, ou, à sa manière, accompagner une politique d'aménagement du territoire ?

Dans le tumulte qui a suivi, on n'a pas suffisamment remarqué que ce dernier train de mesures est, davantage que le précédent, l'œuvre commune du ministre de la défense et des états-majors. Le retrait rapide des forces d'Allemagne fut, à l'époque, dicté par le président de la République à un ministre de la défense et à une hiérarchie militaire surpris par son initiative. Ce n'est pas le cas aujourd'hui.

En d'autres circonstances, à l'instar de l'amiral André Paton, qui démissionna de son poste de chef d'état-major de la marine, en désaccord avec M. Michel Debré au ministère de la défense, ou du général Jean-Yves Delaunay, qui a rendu à Charles Hernu son képi de chef d'état-major de l'armée de terre, des chefs militaires opposés à une réforme de cette ampleur auraient restitué leurs étoiles au gouvernement.

Cette fois-ci, la restructuration a été conçue, lancée dans ses grandes lignes, et elle est exécutée avec le consentement des chefs d'état-major. Pour au moins deux d'entre eux, le général Amédée Monchal dans l'armée de terre, et le général

Vincent Lanata, dans l'armée de l'air, ils ont été choisis en 1991 pour « orchestrer », comme le disent leurs subordonnés, une reconstitution du dispositif liée à la décade, selon un mot de M. Joxe, du budget de la défense.

Et c'est bien là que le bât blesse. Venant après le déclin des crédits alloués à la dissuasion nucléaire, qui se traduit notamment par l'abandon du missile stratégique S.43, le « gel » du programme préstratégique Hades et la suspension des essais en Polynésie, on était en droit d'attendre, comme l'avait laissé entendre le chef de l'Etat, un renforcement des moyens dits classiques pour faire face à des risques soudains et imprévus.

Or, que constate-t-on, pour l'en-tour à l'essentiel ? L'armée de terre perd une nouvelle grande formation interarmes – la 8^e division d'infanterie – à l'heure où, comme la guerre avec l'Irak l'a montré pour la reconquête du Koweït, la section des crises à venir exigera au contraire une infanterie plus « musclée » et plus souple. L'armée de l'air est condamnée, outre la fermeture de sa base de Strasbourg, à se séparer de nombreux escadrons à terme, en ne remplaçant pas nombre pour nombre ses appareils vieillissants : elle alignera pratiquement deux fois moins d'avions de combat qu'aujourd'hui, à une époque où la foudre venue du ciel permet, dans un conflit, d'économiser la vie des forces alliées au sol. Le cas de la marine nationale est quelque peu différent. Il y a belle lurette que la France a entamé une spécialisation de ses ports de guerre. Le plan de M. Joxe reprend à son compte cette idée-force selon laquelle c'est à Brest de déployer une flotte antissubmarine, en protection de la base stratégique de L'Île-Loupe, et c'est à Toulon de rassembler les moyens d'une action extérieure autour des porte-avions. Dans cette répartition des tâches, on notera également une anomalie : les avions de combat embarqués – les Super Étendard dès 1993, puis les Rafale-M à partir de 1998 – seront stationnés sur la base de Landivisiau, à la pointe de la Bretagne, quand les porte-avions sont à Toulon, dans le Midi.

Une réforme par touches successives

Par touches successives, imperceptiblement, le gouvernement remodèle donc l'outil de défense. Les grands équilibres qui le caractérisaient depuis des décennies sont peu à peu modifiés par des décisions arrêtées à huis clos.

La dissuasion n'a plus la même priorité absolue qu'elle a eue et qui aurait dû, sans doute, continuer de prévaloir à cause du danger de la prolifération représenté par l'accession, dans le monde, de nombreux pays au rang de puissance nucléaire. L'armée de terre tend à se professionnaliser davantage, tout en se réduisant comme peau de chagrin, alors que le discours officiel persiste à mettre en avant le dogme de la conscription universelle. L'armée de l'air n'évitera pas de tomber très au-dessous de la quantité d'avions de combat que lui reconnaît le traité Est-Ouest sur la limitation des armements classiques. Quant à la marine, nécessité fait loi : elle pallie le déclin de son tonnage en concentrant à Brest et à Toulon le nombre – qui va en s'amenuisant – de ses « passe-relles », c'est-à-dire les commandements de ses bâtiments de combat

et de soutien prêts à prendre la mer aussitôt qu'on le leur ordonne.

De ce point de vue, l'opposition mais, aussi, des élus de la majorité parlementaire n'ont pas tort de faire observer que la représentation nationale n'a pas eu à se prononcer d'une façon formelle sur ces changements radicaux de l'outil de défense.

La programmation joue l'arlésienne

Depuis la décennie 60, il a existé un « contrat » national en matière de défense, une charte de défense, en quelque sorte, qui, l'exécutif au législatif, il s'agit de la programmation militaire pluriannuelle, c'est-à-dire l'adoption, par le Sénat et l'Assemblée, d'un texte de loi dont le préambule a pour objet de fixer les grands axes de la politique de défense et dont les articles ou les annexes déterminent les dépenses à long terme. Après quoi, chaque année, le ministre de la défense, aidé ou non par le chef de l'Etat, se bat pour obtenir de son collègue des finances qu'il respecte cet engagement de l'Etat vis-à-vis du Parlement.

C'est une fléchisse tradition depuis bientôt dix ans que, sous des prétextes divers, ce « contrat » ne soit plus honoré. Que les fluctuations politiques en France ou que le contexte mouvant sur la planète en soient la cause, le fait est là : en quatre ans, trois programmations ont vu le jour, elles ont été aussi peu ou mal appliquées les unes que les autres et, dans la réalité, la représentation nationale est, à chaque fois, mise après coup devant le fait accompli de grandes réformes militaires conçues en dehors d'elle.

M. Joxe n'agit pas différemment. Il donne un nouveau visage à l'armée française, qui l'engage pour des décennies, sans avoir obtenu l'aval du Parlement avec une programmation qui tend de plus en plus à jouer l'arlésienne.

JACQUES ISNARD

«Aucun licenciement dans les armées» selon le SIRPA

Selon le contrôleur général des armées Gérard Delbault, chef du Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA), les mesures de restructuration du dispositif militaire ne se concrétiseront par aucun licenciement.

Les cadres et les engagés seront mutés dans d'autres unités, ce qui renforcera le taux d'encadrement de l'armée de terre, par exemple, qui est très inférieur à celui des armées étrangères. Pour les appelés, il y aura une diminution des postes budgétaires dans le projet de budget de la défense pour 1993, dans la logique d'une réduction de 60 000 hommes des effectifs de l'armée de terre. Quant aux personnels civils, notamment au sein de la délégation générale pour l'armement, les salariés concernés seront l'objet « d'incitations à la mobilité, de départs en retraite à 55 ans ou de stages de qualification dans d'autres spécialités que la leur ».

Pour M. Delbault, les mesures arrêtées par M. Joxe pour 1993 ont été annoncées avec un préavis important et elles ont fait l'objet « d'une concertation importante avec les élus, préfets et états-majors ».

M. Sarkozy condamnait des décisions « prises au coup de poing ». Interrogé dimanche 19 avril au Forum RMC-Express sur les restrictions budgétaires en matière de défense, M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du RPR, s'est dit « très inquiet » des conditions dans lesquelles celles-ci sont mises en œuvre. « J'ai l'impression de décisions prises au coup de poing, sans aucun débat, a-t-il déclaré. Par exemple, un beau matin, on apprend, par le premier ministre, que n'a aucune responsabilité en matière de défense, qu'on va supprimer les essais nucléaires. Qui en a débattu avec qui ? »

SPORTS

« Il Moro di Venezia »

Suite de la première page

De tous les futurs challengers de la XXVIII^e Coupe de l'America, Raul Gardini s'était montré le plus pressenti et le plus enthousiaste, dès l'annonce de l'abandon des anciens 12-mètres II en aluminium au profit de nouveaux Class America en matériaux composites. « J'avais l'expérience de la voile et de l'industrie chimique, dit-il. C'était une belle occasion de monter un Défi qui me permettrait de concilier ma passion de marin et les intérêts de ma société ».

Depuis 1971, Raul Gardini dispute, en effet, des grandes régates internationales. Sa première participation à la course du Fastnet, dans le cadre de l'Admiral's Cup 1973, lui permit de s'intéresser aux « maxis », les plus grands voiliers de la jauge IOR. En 1974, il commande à l'architecte argentin German Frers son premier « maxi », qu'il baptise déjà *Il Moro di Venezia*. « Je voulais donner à mon bateau un nom italien qui fût éternel », dit-il. En 1988, son troisième *Moro di Venezia*, toujours dessiné par German Frers, lui permet de remporter le championnat du monde des « maxis » à San Francisco avec, à la barre, Paul Cayard, fils d'un Français décorateur de l'Opéra californien.

German Frers et Paul Cayard seront les responsables techniques du Défi italien pour la Coupe de l'America, à la tête d'une équipe très internationale complétée par l'Américain Robert Hopkins, concepteur du programme informatique de Dennis Conner lors de sa campagne victorieuse de 1987 en Australie, et le Français Laurent Esquier, qui dirigeait l'intendance des Défis néo-zélandais de 1987, puis de 1988 à San-Diego.

En lançant ce Défi, Raul Gardini voit toutefois plus loin qu'une simple opération de promotion pour Ferruzzi ou la Montedison. Ce Défi s'intègre dans un grand dessein industriel. Il s'agit de compléter par la construction navale les activités déjà très diversifiées du groupe. En 1979, à la mort de Serafino Ferruzzi, dont il avait épousé la fille aînée, Idina, en 1957, l'empire du patriarche était surtout constitué par 1 million d'hectares de terres agricoles en Italie, mais aussi aux Etats-Unis et en Amérique du Sud.

Nommé par la famille à la présidence du groupe, Raul Gardini a vite manifesté un appétit de Gargantua pour constituer le premier consortium agroalimentaire d'Europe après le rachat en Bourse de Béghin-Say (1986), Cerestar et Central Soya (1987) et Lesieur-Kolpe (1988). Pour compléter ce cycle agricole qui va des semis à la transformation industrielle des produits, il réussit, surtout, à prendre en 1986 le contrôle de la Montedison, le géant italien de la chimie et des engrais.

«Dallas à l'italienne»

C'est cette même logique de complémentarité qui l'a poussé à se lancer dans la construction navale avec la généralisation des matériaux composites. « En tant que marin, j'étais bien placé pour connaître les implications de la chimie dans ce domaine, dit-il. J'ai créé le «Tencara system» avec des sociétés qui appartenaient déjà au groupe et d'autres que nous avons rachetées, souvent à bas prix, puis valorisées en les faisant bénéficier des moyens de recherche de la Montedison. C'est ainsi que nous avons pu créer les nouveaux tissus en fibres de carbone pour les voiles, expérimentés en Coupe de l'America ».

L'édification, à partir de janvier 1989, du nouveau chantier naval de Tencara à Porto-Marghera, à proximité de la lagune, a donc été menée de pair avec l'acquisition ou le développement des activités de sociétés d'accostillage et d'électronique permettant la construction des cinq *Moro di Venezia* successifs conçus pour la conquête de la Coupe de l'America. Le chantier italien vient d'ailleurs d'être choisi par Titouan Lamazou pour la construction du *Jules-Verne*, une goélette de 43 mètres qui devrait permettre au vainqueur du Vendée Globe Challenge de s'attaquer, fin 1993, à une tentative de tour du monde à la voile en moins de quatre-vingt jours.

A la tête d'un groupe dont le chiffre d'affaires était passé de 20 à

120 milliards de francs en dix ans, Raul Gardini avait prévu de consacrer quelque 250 millions de francs à son Défi. Le premier objectif était atteint avec, en mai 1991 à San-Diego, la victoire d'*Il Moro di Venezia* dans le premier championnat du monde des Class America qui servait de répétition générale pour la Coupe. C'est alors que le Défi italien aurait pu sombrer dans la tempête provoquée par sa mise à l'écart du groupe Ferruzzi.

Président d'un groupe dont les actions étaient exclusivement détenues par les enfants de Serafino Ferruzzi (31 % pour Arturo, le fils, et 23 % pour chacune des trois filles), Raul Gardini entendait le restructurer afin de mieux asseoir son pouvoir. La réaction a été immédiate. La grande famille « la plus unie et la plus secrète » de la péninsule s'est déchirée sous les yeux d'une opinion publique passionnée par ce « *Dallas à l'italienne* » mêlant affaires d'argent et intrigues familiales et politiques. A la mi-juin 1991, il doit abandonner ses fonctions et préparer son exil en France avec les 2,5 milliards de francs représentant les 23 % d'actions de son épouse.

En accord avec sa belle-famille, Raul Gardini a pu rester à la tête du Défi italien, mais il a dû renégocier avec la Montedison les conditions d'un partenariat technique et financier (de l'ordre de 100 millions de francs, dit-on). L'opération s'est traduite par quelques licenciements et des coupes dans les budgets de promotion et de communication, mais n'aurait pas trop affecté le secteur-clé de la recherche. « Aujourd'hui, notre budget est très juste. Peut-être même un peu déficitaire, mais je suis là... », ajoute avec un sourire l'homme d'affaires nouvellement installé dans ses bureaux de la place Vendôme, à Paris.

Le vent de l'histoire

Après avoir pris le contrôle de la Société centrale d'investissements (SCI) et créé la société Gardini et associés, le financier italien a déjà reconstitué en France un empire agro-industriel dont le chiffre d'affaires atteint 8 milliards de francs dans le secteur de la transformation de viandes de bœuf (Vital et Sogevian) et la filière du cacao (Barry). Ces efforts de redéploiement ne l'ont pourtant pas empêché de suivre avec passion toutes les régates de San-Diego.

Les aménagements apportés aux voiles et à la quille d'*Il Moro di Venezia* lui permettent d'être raisonnablement optimiste pour la finale des challengers qui a débuté dimanche 19 avril (voir les résultats des premières régates en page sport). « Das sa conception, nous avons conditionné le bateau pour les phases finales, explique-t-il. Avec le réchauffement de la Terre et le renforcement de la brise thermique, nous devrions entrer dans ces conditions. S'il y a un peu de houle, une mer croisée ou un vent bien établi, nous serons à l'aise. Si c'est une mer plate avec un vent en dessous de 10 nœuds, nous allons souffrir contre New-Zealand ».

Si *Il Moro di Venezia* franchit ce nouveau cap, il pourrait recevoir l'aide du Défi français pour l'ultime phase, la Coupe de l'America. Ville-de-Paris pourrait servir de partenaire d'entraînement, mais cette collaboration pourrait aller plus loin. Laurent Esquier, l'intendant du Défi italien, a déjà rencontré Alain Laroux, directeur de la cellule «voiles» des Français. Les Italiens ont manifesté quelques faiblesses aux allures portantes, alors que les Français semblaient avoir les meilleures voiles de vent arrière.

Européen convaincu dans le domaine des affaires, Raul Gardini pense que les Défis du Vieux Continent devraient plus se mettre en phase avec le vent de l'histoire. « Je souhaite un grand projet européen si nous devons défendre la chaîne Coupe, affirme-t-il. Il faut d'abord au moins quatre bons bateaux antagonistes pour préparer un bon « défier » ayant de réelles chances contre le challenger. L'idée est dans l'air et, sur le plan d'eau de San-Diego. Chaque soir en rentrant à sa base, *Il Moro di Venezia* n'arbore plus le drapeau italien, mais le pavillon européen ».

GERARD ALBOU

ENVIRONNEMENT

La préparation du prochain «sommet de la Terre» à Rio-de-Janeiro

Les «sages» préconisent des taxes pour aider au développement

TOKYO

de notre correspondant.

La réunion des «sages», convoquée à Tokyo à l'initiative du Japon pour préparer le «sommet de la Terre», s'est achevée vendredi 17 avril sans dépasser les vœux pieux. Dans leur déclaration finale, les sages appellent les pays riches à contribuer davantage au financement du programme de défense de l'environnement qui sera discuté à Rio-de-Janeiro en juin.

Cette réunion, à laquelle participaient notamment M. Raymond Barre et l'ancien président américain Jimmy Carter, n'avait certes pour but que de faire des propositions afin de remédier aux difficultés de financement de ce qu'on appelle l'«Agenda 21», un pro-

gramme des Nations unies pour le vingt et unième siècle. Ses conclusions restent néanmoins en deçà des attentes : en particulier, une proposition de réduction des dépenses en armements (1 000 milliards de dollars par an) ne figure pas dans la déclaration en raison des divergences entre les participants, a indiqué M. Maurice Strong, secrétaire général du sommet de Rio.

Les «sages» demandent aux gouvernements des pays riches de «réorienter leur politique fiscale», en d'autres termes de créer de nouvelles taxes, et d'offrir aux pays en voie de développement un meilleur accès à leurs marchés. Des mécanismes destinés à alléger la dette de ces derniers ont également été préconisés.

Ph. P.

SPORTS

GYMNASTIQUE : les championnats du monde à Paris

Bela Karoly cherche la femme idéale

Ancien entraîneur de la Roumaine Nadia Comaneci et de l'Américaine Mary-Lou Retton, Bela Karoly a encore sorti un prodige de sa manche lors des premiers championnats du monde de gymnastique par appareil qui ont été disputés à Paris du 15 au 19 avril : Kim Zmeskal s'est imposée au sol et à la poutre devant des Russes en déroute. Chez les hommes, en revanche, les ex-soviétiques confirment leur domination en emportant cinq des six titres. Aucun Français n'est parvenu en finale de la compétition.

Cela devient une habitude : tous les huit ans, Bela Karoly offre une petite fiancée à la gymnastique. En 1976, à Montréal, l'entraîneur roumain hissa Nadia Comaneci à la consécration olympique et à la gloire. Huit ans plus tard, emmené aux États-Unis, il partageait le triomphe de Mary-Lou Retton aux Jeux de Los Angeles. En 1992, la prétendante à l'or olympique s'appelle Kim Zmeskal.

« L'entraîneur est resté le même, la gymnastique a changé, explique ce pygmalion colossal et moustachu dont les trois créatures sont comme des jalons de l'évolution de

la gymnastique féminine. Il faut sans cesse repenser cette discipline, créer de nouveaux styles pour être les meilleurs. En 1976, il s'agissait de casser le monopole soviétique, de surprendre. Avec Nadia Comaneci s'ouvrait l'ère des acrobates. Sa silhouette de gamine fluette et introvertie a longtemps entraîné dans les coeurs et les écoles de gymnastiques du monde entier. En 1984, le règne des malgrichonnes qui avaient l'air de crever de faim a pris fin. La gymnastique devait être encore plus spectaculaire. Arrivèrent alors des petites boules de muscles bondissantes, plutôt que rebondissantes. Aujourd'hui, la grâce artistique et les performances physiques ne suffisent plus. Il faut encore avoir de la résistance et de l'agressivité pour gagner. Je suis convaincu que les gymnastes peuvent encore se surpasser. »

Bela Karoly cherche aujourd'hui la femme idéale qui rassemblerait les qualités de Nadia Comaneci pour la grâce, la fragilité et le sang-froid, de Mary-Lou Retton pour la puissance et la santé, et un brin d'actrice hollywoodienne pour le spectacle. Dans son centre de Houston, il entraîne cinq jeunes filles, dont Kim Zmeskal, une blondinette texane de seize ans. Après dix ans de travail forcené, elle a gagné le concours général aux championnats du monde d'Indiapolis en 1991, avant de réfléter

titres au sol et à la poutre à Paris (1). Bela Karoly, pourtant, n'est pas encore parvenu au dosage parfait. Kim Zmeskal est un brave petit soldat de la gym qui enchaîne sans l'ombre d'une angoisse des combinaisons impeccables et se fichtait pas mal de la loi de la gravité. Il lui manque cependant l'émotion simple au-delà des émotions fortes.

Produits finis

« Karoly forme des jeunes filles qui sont finies jusqu'au bout des ongles. Ces techniques et attitudes, tout ce qu'elles apprennent, est parfait, mais elles se contentent d'assurer un spectacle solide, explique un représentant russe. Nous avons opté pour le risque. Nos gymnastes préfèrent « entrer » sur la poutre en effectuant une première série de volées. Souvent, la chute est au bout. Leur marge de manœuvre est plus réduite. Elles sont donc plus fragiles nerveusement. » A l'image de Svetlana Boginskaja, fébrile, terrassée par le trac, incapable de défendre son titre sur ces agiles, face à un bloc de confiance et de santé. La championne russe a juré qu'elle aurait retrouvé son sang-froid à Barcelone.

Ces Jeux olympiques se joueront sur les nerfs, la fièvre, le combat. Un spectacle bien ficelé ne suffira

pas. Bela Karoly le sait qui veut aller encore et toujours plus loin. Il sait que la compétition chez les femmes sera plus ouverte qu'à Los Angeles, et plus ouverte qu'à Séoul. Il n'est sans doute pas resté insensible au charme d'Henrietta Onodi. Samedi, il l'a longuement serrée dans ses bras pour la féliciter de sa deuxième place au sol, après un programme espagnol et sensible enlevé sur une musique slave caressante qui détonnait après le rock n'roll endiablé de Kim Zmeskal. Dimanche, la Hongroise montrant qu'elle savait aussi faire preuve d'un grand sang-froid en soulevant le titre de championne du monde de saut à cheval à la malheureuse Boginskaja. Seize ans après Comaneci, huit ans après Mary-Lou Retton, cette petite boule de nerfs aux yeux de braise pourrait bien incarner, à Barcelone, ce Jansu que recherche aujourd'hui Bela Karoly.

BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) Premiers championnats du monde par appareil, c'est-à-dire sans concours général, cette compétition, au cours de laquelle les athlètes pouvaient concourir sur trois après-midi, sera proposée en alternance avec les championnats classiques. Cette nouvelle formule est destinée à envisager une éventuelle réorganisation des épreuves de gymnastique en vue des Jeux olympiques d'Atlanta en 1996.

FOOTBALL : après sa victoire sur Monaco (3-0)

Marseille vers un quatrième titre de champion de France

Après sa nette victoire sur le terrain de l'AS Monaco (3-0), samedi 18 avril, l'Olympique de Marseille est pratiquement assuré de remporter un quatrième titre consécutif de champion de France de football. Les Marseillais - victorieux grâce à des buts de Basile Boli, Jean-Pierre Papin sur penalty et Abedi Pelé - possèdent désormais trois points d'avance sur les Monégasques, à deux journées de la fin du championnat.

MONACO

de notre envoyé spécial

Vagues bleues et blanches déchainées sur fond de Méditerranée paisible, les supporters marseillais peuvent entonner une *Marseillaise* justifiée. En inscrivant trois buts dans les coins d'une terre contre - deux juste avant la mi-temps, un autre à une minute de la fin - leur OM a réussi à repêcher au centre du football français. Des bords du terrain, les joueurs peuvent jeter leurs maillets en direction des tribunes. Ils ont retrouvé l'exubérance des vainqueurs, le begout des stars.

En posant les filets de leur organisation impeccable sur le match, en profitant du manque de fraîcheur de leurs adversaires, ils ont arraché aux Monégasques une sorte de petit Yalta du football tricolore. Au champion sortant, l'OM, la perspective d'un quatrième titre d'affilée. Au dauphin, l'AS Monaco, l'espoir d'une première Coupe d'Europe tant convoitée. La Coupe de France servira peut-être à déterminer l'ampleur du territoire de chacun.

Sur le visage de M. Bernard Tapie, la réussite a succédé au masque crispé d'avant-match. Le « ministre président » de l'OM peut désormais se permettre de faire oublier l'ingénierie de son refus de reporter la partie, comme le demandait le club monégasque, par des propos de grand seigneur. « Je suis d'autant plus content que je suis sûr que Monaco va gagner la Coupe d'Europe, dit-il. Nous allons faire le déplacement avec eux. J'espère que nos supporters accepteront de faire beaucoup de bruit pour Monaco. »

Le message aurait-il été aussi éloquent si son club avait perdu ? A la veille de la rencontre, l'entraîneur marseillais, Raymond Goethals, s'ingéniait encore à minimiser le parcours européen des Monégasques, à rabaisser leur remontée en championnat. Les joueurs relayaient consciencieusement ce discours. Tous avaient compris que le match de samedi, finale idéale programmée par les basards du calendrier, était celui de tous les dangers pour Marseille. Au-delà du titre de champion, c'était le cœur de la France du football qui balançait.

La grosse machine mise en place par Bernard Tapie est ainsi faite qu'elle a besoin de tout gagner, tout de suite. La boulimie semble lui servir de principe de survie. La fuite en avant vers de nouvelles victoires tient lieu de ciment pour un fragile agglomérat de talents tripoteurs de ballons.

Les soucis restants

A Bari, l'an dernier, lors de la finale malheureuse contre l'Etoile rouge de Belgrade, cette mécanique s'était grippée. La défaite de l'OM, puis celle concédée, quelque mois plus tard, contre le Sparta de Prague, restaient encore celles du football français dans son ensemble.

Depuis une semaine, les Marseillais avaient vu poindre une menace beaucoup plus grande. Celle d'un Monaco qui se révoltait contre son statut d'éternel second, de ramasseur des miettes laissées par les festins de l'OM (le Monde des 15 et 16 mars). Une équipe patiente, antithèse jusqu'au cliché de son excessive rivalité, s'apprêtait à faire sienne cette spécialité marseillaise : la razzia des titres, et des gros titres des journaux. Quoi qu'en dise aujourd'hui Bernard Tapie, la qualification de Monaco pour une finale européenne a dû lui laisser un goût amer. L'OM, privé d'une Coupe d'Europe qu'il pensait taillée à ses seules mesures, ne pouvait abandonner aux Monégasques ce triomphe dont il a tant rêvé, ni se résoudre à voir ses rivaux le dépasser en popularité.

En assénant à leurs adversaires une leçon de réalisme, les Marseillais n'ont pas seulement montré qu'ils restaient la formation la plus complète du championnat. Ils se sont assurés de leur minimum

vital, la ligue presque obligatoire de leur curriculum vitae : un nouveau titre de champion, annonceur d'une autre aventure européenne.

L'euphorie d'après-match était celle de joueurs qui redécouvrent les frissons de la gloire. Des vedettes servies d'événements à leur dimension, qui se réveillent après un long sommeil d'ennui et de dépit, entrecoupé de rencontres triplement banales. La victoire du stade Louis-II est en fait le premier grand rendez-vous auquel ils arrivent à l'heure, depuis leur victoire sur le Milan AC, il y a juste un an, en quarts de finale de la coupe des champions.

Remplacer l'irremplaçable

Depuis se sont succédés la déception de Bari, la finale de la Coupe de France perdue dans la foulée contre Monaco et, cette saison, la défaite de Prague. La victoire de samedi ne suffira cependant pas à cicatriser toutes ces plaies. En évitant la passion de pouvoir redoubler, l'OM n'a pas effacé tous ses soucis. La semaine dernière, deux collègues de gouvernement de Bernard Tapie - M. Frédéric Brodin, ministre de la jeunesse et des sports, et M. Michel Vauzelle, ministre de la justice - se sont chargés symboliquement de lui rappeler que le football professionnel français, dont l'OM a été le fleuron pendant cinq années, se devait de changer de mentors.

Diversions ou vraie volonté de régler les comptes, l'information judiciaire ouverte contre son club chargé symboliquement de lui rappeler que le football professionnel français, dont l'OM a été le fleuron pendant cinq années, se devait de changer de mentors.

Valenciennes de retour en première division

Le club de football de Valenciennes, qui évoluait depuis 1982 en deuxième division, jouera la saison prochaine en première division. Ce retour parmi l'élite, attendu depuis dix ans par les supporters nordistes, a été officiellement annoncé samedi 18 avril à la suite d'une ultime victoire à domicile contre Beuvrais (1-0) lors de la dernière journée de championnat.

Siôt le succès acquis au stade Nungesser devant quinze mille spectateurs, des milliers de personnes se sont rassemblées sur la place d'Armes, en face de l'hôtel de ville, afin de fêter les joueurs entraînés par Francis Smerecky. Ce retour au premier plan du vieux club nordiste, fondé en 1916, est également un suc-

cess pour le maire de la ville, M. Jean-Louis Borloo (sans étiquette), un avocat d'affaires qui avait repris l'Union sportive Valenciennes-Anzin (USVA) en 1986 alors qu'elle était disparue.

Depuis, M. Borloo a cédé la présidence mais il est resté très proche d'une équipe dont il suit les matches assis sur le banc de touche. Victime d'un fort taux de chômage dû à la crise des secteurs de la sidérurgie et de la mécanique, la Valenciennaise mise sur ce succès pour redonner une image positive à cette partie du Nord-Pas-de-Calais, une région qui compte déjà deux autres clubs en première division : Lens et Lille.

REPERE OFFICIELS

Championnat de France

1. Valenciennes, 2. Lens, 3. Lille, 4. Nantes, 5. Angers, 6. Amiens, 7. Metz, 8. Auxerre, 9. Saint-Etienne, 10. Monaco, 11. Marseille, 12. Toulon, 13. Nîmes, 14. Troyes, 15. Reims, 16. Evry, 17. Sedan, 18. Caen, 19. Bourges, 20. Clermont, 21. Dijon, 22. Grenoble, 23. Le Havre, 24. Nancy, 25. Orléans, 26. Paris SG, 27. Saint-Quentin, 28. Valenciennes, 29. Amiens, 30. Metz, 31. Auxerre, 32. Saint-Etienne, 33. Monaco, 34. Marseille, 35. Toulon, 36. Nîmes, 37. Troyes, 38. Reims, 39. Evry, 40. Sedan, 41. Caen, 42. Bourges, 43. Clermont, 44. Dijon, 45. Grenoble, 46. Le Havre, 47. Nancy, 48. Orléans, 49. Paris SG, 50. Saint-Quentin.

TENNIS : tournoi de Nice

Les Français à la recherche d'un effet de groupe

L'Argentin Gabriel Markus, solitaire-quatorzième joueur mondial, est le vainqueur surprise du tournoi de Nice sur terre battue, disputé du 11 au 17 avril et doté de 280 000 dollars. Après avoir éliminé le favori américain Pete Sampras en demi-finale, il a dominé Javier Sanchez (6-4, 6-4) en finale. L'Espagnol avait battu le dernier Français en lice, Fabrice Santoro, dans l'autre demi-finale.

NICE

de notre envoyé spécial

Matinée ordinaire au Larva tennis club de Nice. Sur le court central, Olivier Delaite échoué, Fabrice Santoro avait sa demi-finale de l'après-midi. Dans un coin, Eric Deblicker, évalue chaque geste du jeune Toulonnais. Pendant trois mois, à l'inter-saison, l'entraîneur national s'est attaché à améliorer le service et la condition physique de Santoro, pour rendre son jeu plus efficace, et un peu moins rébarbatif. Sur un terrain annexe, Patrice Hagelauer torture Arnaud Boetsch à la volée, en lui lançant des balles vicieuses. Le tennisman est éliminé du tournoi, et se prépare pour le rendez-vous suivant de Monaco.

« Sur les tournois, nous faisons le travail classique de coach, pour plusieurs joueurs à la fois, explique Eric Deblicker. Nous réservons les courts d'entraînement, nous déplaçons les joueurs, le soir nous reprenons les points qui n'ont pas fonctionné dans leur jeu. » Depuis un an, ces cadences se sont accélérées. Depuis qu'aux côtés du chef de file Guy Forget et d'un Henri Leconte à la trajectoire imprévisible, une nouvelle couvée de tennismen français a commencé à éclore, dans le nid douillet des succès de la Coupe Davis. Ils ont entre dix-huit et vingt-trois ans, et se serrent tous entre la cinquantième et la centième place du classement ATP.

Face à cette explosion incontrôlée de talents, dont la plupart ne dispose pas d'entraîneurs personnels, les deux entraîneurs nationaux se sont rapidement montrés débordés. Et les jeunes ont commencé à minorer des doutes. « Nous avions l'impression d'être laissés de côté, dit Olivier Delaite, actuel numéro deux français, que seuls les joueurs de Coupe Davis,

profitaient de l'infrastructure de la fédération. »

Pour répondre à la demande, la Fédération a donc décidé de suivre une idée de Yannick Noah, et de créer une nouvelle équipe élargie. Un nouvel entraîneur, Georges Goven, appuiera, à partir de mai, Deblicker et Hagelauer. Jean-Claude Perrin, qui vient de se ranger des perches pour se consacrer au tennis à plein temps, appliquera ses méthodes bourrées dans une structure permanente de préparation physique, à Roland-Garros. « Les joueurs français éliminés prématurément d'un tournoi pourront venir s'y entraîner, explique Patrice Hagelauer. Nous organiserons des stages où nous assisterons de regroupement les joueurs. Mais il ne faut pas que la formule tombe dans l'assistanat. Nous voulons en profiter pour avoir un ail plus précis sur les programmes des joueurs. »

« Avant tout une discipline individuelle »

Le message est clair, et fait écho aux interpellations publiques de Yannick Noah sur les cadences démentielles de Guy Forget : en échange de ce groupe de l'élite française, structure nationale inédite dans le monde du tennis professionnel, l'encadrement fédéral veut enfin pouvoir intervenir dans le calendrier des joueurs, et les empêcher de s'user par des cadences trop démentielles.

Mais les joueurs contactés pour faire partie du groupe France accepteraient-ils de se laisser dicter le programme de leur gagne-pain ? « Après Roland-Garros, j'établirai mon calendrier avec les entraîneurs nationaux », dit Arnaud Boetsch. C'est logique, à partir du moment où le tenniste considère comme ses entraîneurs à part entière. « Mon programme ne peut pas être le même que celui de Guy Forget, réplique Rodolphe Gilbert. On peut profiter de la bonne ambiance qui existe entre les joueurs français, mais les contraintes doivent rester très souples. Il ne faut pas perdre de vue que le tennis reste avant tout un sport individuel. »

A Nice, la victoire surprise de Gabriel Markus s'est chargée de le rappeler. Le jeune Argentin ne bénéficie d'aucun aide de sa fédération. Mais il profite des conseils d'un entraîneur prestigieux, payé par un sponsor : Gunter Bosch, l'homme qui a révélé Boris Becker.

J. Fe.

Les résultats

CYCLISME

Liège-Bastogne-Liège
La Belgique Dirk De Wolf a gagné, dimanche 19 avril, la soixante-deuxième édition de Liège-Bastogne-Liège. Il s'est imposé devant le Néerlandais Steven Rooka et le Français Jean-François Bernard. Agé de trente et un ans, Dirk De Wolf a gagné ainsi sa première grande classique.

FOOTBALL

Championnat de France
Première division
(Trente-deuxième journée)

Marseille b. Monaco	3-0
Paris SG et Saint-Etienne	0-0
Lyon b. Auxerre	1-0
Caen-Nîmes	1-0
Montpellier-Le Havre	2-2
Lens b. Lille	2-1
Cannes b. Nantes	2-0
Rennes et Toulouse	1-1
Toulon et Metz	1-1
Nancy b. Sochaux	3-1
Classement : 1. Marseille, 54 ; 2. Monaco, 51 ; 3. Paris-SG, 46 ; 4. Caen, 42 ; 5. Auxerre et Montpellier, 41 ; 7. Le Havre, 38 ; 8. Lens, 37 ; 9. Saint-Etienne, Lille et Nantes, 35 ; 12. Toulouse, 34 ; 13. Metz, 33 ; 14. Toulon, 32 ; 15. Lyon, 31 ; 16. Nîmes, 29 ; 17. Sochaux, 28 ; 18. Cannes, 27 ; 19. Rennes, 26 ; 20. Nancy, 25.	

Deuxième division

(Trente-quatrième et dernière journée)

Le Mans b. Rouen	1-0
Valenciennes b. Beausarts	1-0
Sedan b. Angers	1-0
Louhans-Cuiseaux b. Ancenis	4-2
La Roche-sur-Yon et Red Star	1-1
Bourges b. Gengamp	2-0
Tours b. Leval	3-2
Amiens et Dunkerque	0-0
Classement : 1. Valenciennes, 44 pts ;	
2. Angers, 41 ; 3. Le Mans, 37 ; 4. Lou-	
hans-Cuiseaux, 36 ; 5. Leval, 36 ; 6. G-	
engamp, 35 ; 7. Rouen, 34 ; 8. Bourges, 33 ;	
9. Tours, 33 ; 10. Dunkerque, 31 ;	
11. Ancenis, 31 ; 12. Beausarts, 29 ;	
13. Red Star, 27 ; 14. La Roche-sur-Y-	
on, 26 ; 15. Sedan, 25 ; 16. Amiens, 24.	

GROUPE B

Saint-Quentin et Mulhouse	1-1
Strasbourg b. Epinal	4-1
Albi et Istres	0-0
Alcoy b. Nice	3-1

GROUPE B

Saint-Quentin et Mulhouse	1-1
Strasbourg b. Epinal	4-1
Albi et Istres	0-0
Ajaccio b. Nice	3-1
Châteauroux b. Martigues	2-1

Bordeaux b. Perpignan	3-2
Saint-Saurin et Grenoble	1-1
Gueugnon b. Amnecy	1-0
Rodier b. Bastia	7-0
Classement : 1. Bordeaux, 52 pts ; 2. Strasbourg, 49 ; 3. Istres, 48 ; 4. Bastia, 39 ; 5. Ajaccio, 37 ; 6. Rodier, 36 ; 7. Perpignan, 35 ; 8. Châteauroux, 35 ; 9. Nice, 34 ; 10. Albi, 32 ; 11. Mulhouse, 31 ; 12. Gueugnon, 31 ; 13. Epinal, 30 ; 14. Martigues, 28 ; 15. Amnecy, 28 ; 16. Saint-Saurin, 27 ; 17. Grenoble, 25 ; 18. Saint-Quentin, 19.	

En fin-harçonnage pour l'accusation en première division, Arles recouvre la deuxième division. Strasbourg et Lens, pour l'accusation en première division, sont relégués en troisième division.

MOTOCYCLISME

Grand Prix de Malaisie
L'Australien Michael Doohan (Honda) a remporté sa troisième victoire consécutive dans la catégorie 500 cm³, dimanche 19 avril, lors du Grand Prix de Malaisie de vitesse. A l'issue de cette course qui a été interrompue à deux reprises par des orages, il se détache au classement du championnat du monde et compte 28 points d'avance sur son dauphin, l'Américain Doug Chandler. En 250 cm³, l'Italien Luca Cadularo s'est également imposé pour la troisième fois en trois courses et demeure en tête du classement général. Le prochain grand prix aura lieu le 10 mai sur le circuit de Jerez (Espagne).

SPORTS ÉQUESTRES

Coupe du monde
de saut d'obstacles de Del-Mar
Le cavalier autrichien Thomas Frühmann, sur Backmann's Genies, a remporté, dimanche 19 avril, à Del-Mar (Etats-Unis), la finale de l'épreuve de la Coupe du monde de saut d'obstacles devant les Suédois Lasse-Michael-Mueller et Markus Fuchs.

VOILE

Coupe de l'America
Le défi néo-zélandais New-Zealand a remporté, dimanche 19 avril, au large de San-Diego (Etats-Unis), la première régate de la finale des «challengers» de la Coupe de l'America en devançant l'Italien Il Moro di Venezia de 1 min 32 s. Dans la finale des «defenders», America 3 s'est imposé de 2 min 8 s devant le Star-et-Surprise de Dennis Comer.

هكذا من الناحية

CONCERTS

CONCERTS

فَكُنَّا مِنَ الْأَظْهَلِ

ÉCONOMIE

FINANCES

En dépit d'une conjoncture défavorable et de provisions records

La rentabilité des banques françaises s'est nettement améliorée en 1991

Inquiètes de la baisse de leurs profits en 1990, les banques françaises n'ont cessé au cours des derniers mois de tirer la sonnette d'alarme. D'un côté, le ralentissement de la croissance et la montée des risques, et de l'autre leurs faiblesses structurelles (coût toujours plus élevé de leurs ressources, concurrence exacerbée de la Poste, surbancairisation, faiblesse des marges...) devaient les fragiliser. Il n'y a rien. Le paradoxe, c'est qu'en moyenne elles ont même pu, l'année dernière, à la fois accroître leurs bénéfices et leurs provisions.

Comment expliquer ce petit « miracle » ? Le dépit des pronostics alarmistes, la rentabilité des banques françaises s'est améliorée en 1991. A l'image de leurs homologues étrangères, mais par une voie plus modeste, les banques françaises ont profité de la baisse des taux d'intérêt pour réduire la chute de leur marge de crédit et même la redresser. Leur marge n'avait cessé de se dégrader depuis 1987, passant d'environ 3,5 % en 1984 à 2,5 % en 1990, à 3,5 % en 1991, et en 1992, elle est revenue à 4 %.

Que ce soit vis-à-vis des entreprises ou des particuliers, les banques bancaires n'ont pu répercuter l'année dernière les baisses du loyer de l'argent. Et dans certains cas, notamment pour les crédits à la consommation, ils ont même augmenté les taux. Comme les marges d'intérêt représentent en moyenne 35 % du produit net bancaire - le

chiffre d'affaires des banques - l'effet sur les résultats a été considérable. Toutes les banques ont pu ainsi améliorer leur résultat brut d'exploitation, progressions qui s'échelonnent de 12 % à 60 %. Même le Crédit lyonnais et la banque Indosuez, les bénéficiaires, ont baissé, la banque Paribas qui affiche une lourde perte, sont dans ce cas. Cela a été d'autant plus facile que la progression des frais généraux est restée limitée à environ 6 %.

Toujours plus de commissions

Une autre raison notable, les opérations de marchés et les commissions, ont pris une place encore plus importante. Au fur et à mesure que leurs opérations de crédit devenaient de plus en plus risquées et moins profitables, les banques ont cherché à penser le manque à gagner par les commissions (facturation de services, des versements, des opérations de cartes, des frais de gestion...). Ces revenus dénués de risques, peu affectés par la conjoncture et peu consommateurs de fonds propres ont connu, en 1991, une progression spectaculaire. Pour l'ensemble des banques, les commissions représentent plus de 15 % du produit net bancaire et pour les « trois vieilles » (Crédit lyonnais, BNP, Société générale) 30 %, en 1991, 25 % en 1990, 22 % en 1989. MM. Marc Vidnot et Jean-Yves Haberer, respectivement présidents de la Société générale et du Crédit lyonnais, veulent d'ailleurs rapidement atteindre les 40 %.

La rentabilité des banques est la conséquence de la distribution d'une conjoncture défavorable et d'une politique plus prudente.

sensible dans les années 1990. En 1991, sur l'ensemble de l'année, la croissance des crédits a été importante, en moyenne supérieure à 11 %. En 1990, la situation sera nettement moins bonne. En janvier et février 1992, les crédits aux particuliers sont en baisse et ceux aux sociétés en très faible progression. D'autre part, un certain nombre de difficultés structurelles ne se sont pas évanouies. La dégradation des coûts des ressources poursuivie. Les dépôts de la clientèle, l'argent le moins cher, ont diminué de près de 13 % l'an dernier. Les ressources tirées du marché obligataire sont restées stables et les dépôts, les plus onéreux, ont augmenté de 35 %.

Mais le point le plus délicat est celui des provisions. Elles ont augmenté de 22 % en 1991, tous établissements confondus, avec des croissances record pour la banque Paribas, touchée de plein fouet par les difficultés de sa filiale suisse, le Crédit lyonnais ou le Crédit mutuel. La Société générale a pu permettre la lueur de la réduction. Mais sont-elles suffisantes ? Les différences entre établissements sont sur ce point importantes. La qualité des créances est variable et les nettoyages des portefeuilles de prêts n'ont pas pris partout la même ampleur. La situation dans l'immobilier notamment - certains spécialistes estiment que le pire est à venir - ne pèse pas à l'optimisme. Les banques françaises ont prouvé, en 1991, leur capacité d'adaptation. Elles sont condamnées cette année à renouveler leur performance.

ÉRIC LESER

Les résultats des neuf premières

	Produit net bancaire (1991)	Résultat brut d'exploitation (1991)	Provisions (1991)	Résultat net consolidé (part du groupe) (1991)
Crédit agricole	57,50	+11,40 %	24,9	+22,10 %
Crédit lyonnais	46,33	+13,50 %	9,60	+27,90 %
BNP (1)	37,90	+3,90 %	0,80	+11,30 %
Société générale	35,40	+8,80 %	10,50	+16,30 %
Bankparibas (1)	16,47	+5,2 %	4,30	+16,50 %
Crédit mutuel	15,00	+15 %	4,30	+32 %
Indosuez	10,93	+17,30 %	2,83	+40,10 %
Bankparibas	10,30	+18 %	3,75	+39,60 %
CCT	7,63	+5,20 %	2,04	+15,30 %

(1) Chiffres provisoires.

L'année 1991 aura été finalement un excellent exercice pour les banques françaises. Les neuf premières sélectionnées dans ce tableau ont pu augmenter, en moyenne, à la fois leurs provisions et leurs bénéfices. Une performance qui traduit une nette amélioration de leur rentabilité. Ainsi, la progression moyenne du résultat brut d'exploitation est de 27,5 %, un chiffre exceptionnel.

COMMUNICATION

Pour la première fois depuis le changement de régime

Un hebdomadaire hongrois haut de gamme sort dans les kiosques

Le premier numéro de *Köztársaság* (la République) est paru vendredi 17 avril. Cet hebdomadaire, qui veut être le pendant hongrois du *Spiegel*, se lance sur un marché de la presse déprimé, et même les journaux d'opposition du pays.

BUDAPEST

de notre correspondant

« Vive la République ! » Ce slogan s'affiche sur les panneaux publicitaires de Budapest et résonne depuis deux semaines à la radio. Un slogan qui attire l'attention, mais qui a été arboré plus d'un Hongrois, tant le genre de formule a été galvaudé par la presse politique au cours des dernières années. Finalement, il n'y a rien à voir avec un appel patriotique, mais marque la sortie, le 17 avril, de *Köztársaság* (la République), le premier hebdomadaire généraliste de « qualité » à apparaître dans les kiosques depuis le changement de régime, il y a deux ans.

Ce journal de 132 pages, tiré à 50 000 exemplaires, est à l'heure actuelle la plupart des nouvelles publications hongroises, plutôt grand public et sensationnalistes. *Köztársaság* veut être le pendant magyar du *Spiegel*. Le journal allemand du journal *Köztársaság* comme deux gouttes d'eau au célèbre hebdomadaire de Hambourg. « Il n'y aura pas d'horoscope ou de tirage au sort dans

nos pages », souligne le rédacteur en chef, Tibor Thurzó. Seule concession : la publication sommaire des programmes de télévision.

Autre originalité : *Köztársaság* est le seul journal hongrois d'information à être publié à l'étranger. L'hebdomadaire est imprimé en Autriche, car les coûts de fabrication pour ce genre de revue y sont nettement inférieurs et les délais de bouchage plus courts. Pour le contenu, *Köztársaság* se distingue par la création de deux rubriques régulières : l'une consacrée aux activités religieuses ; l'autre baptisée « Sans frontières », portant sur la vie des minorités magyars à l'étranger. Sujet sensible par excellence, car tous les pays limitrophes abritent d'importantes communautés hongroises.

Quarante-cinq journalistes et huit téléphones

A l'origine, *Köztársaság* voulait être un quotidien. L'idée a été abandonnée, il y a deux ans, au moment de l'effacement des changements politiques, mais le projet a échoué faute de ressources. Après avoir frappé à toutes les portes et parcouru l'Europe, Tibor Thurzó a finalement rassemblé 70 millions de forints (environ 5,5 millions de francs), et il y a 51 par un homme d'affaires aventurier, György Matrai. « Un capital entièrement hongrois et provenant du privé », insiste la direction.

La sortie du journal est un véritable pari. Il s'adresse à une que les Hongrois aiment appeler « les intellectuels », insatisfaits par

la presse tapageuse et sensationnaliste. Le journal se situe sur un marché plutôt déprimé, où les journaux boulevardiers, généralement parisiens, semblent tirer leur épingle du jeu. Mais n'a-t-on pas un concurrent direct : *Magyar Hírlap*, spécialisé dans l'économie, mais vendu à 68 forints (environ 1 franc). *Köztársaság* a trois fois plus que son rival. En Hongrie, le journal a quarante-cinq journalistes et cinq appartements disposent, en tout, de trois lignes de téléphone.

YVES-MICHEL RIOLS

Un guide pour les reporters photographes. Les journalistes nationaux des journalistes, reporters photographes et cinéastes (ANJRPC) vient de publier un *Guide des journalistes reporters photographes* dont le but est de répondre à toutes les questions concernant la profession : statut, relèves de pages, carte de presse, droits et devoirs, couverture sociale, retraites, accidents du travail, droit à l'image, informatique, contrefaçons, etc.

Les journalistes reporters photographes, 68 pages, 60 F. ANJRPC, 12, rue Chabennais, 75002 Paris. Tél. : 42-61-81-03.

ÉTRANGER

À quelques jours de son comité intérimaire

Le FMI confiant sur la croissance mondiale et le financement de l'aide à l'ex-URSS

À quelques jours de la réunion du comité intérimaire du Fonds monétaire international (FMI), qui se tiendra à Washington les 27 et 28 avril, des responsables du Fonds ont déclaré confiants sur la capacité de reprise de l'économie mondiale. Selon eux, la croissance en Europe sera faible l'année, mais le monde ne subira pas de récession. Le FMI de Washington devrait s'établir à 1,75 % cette année et passer à 3,25 % en 1993.

Mercredi 15 avril, le directeur général du FMI, M. Michel Camdessus, a déclaré que l'ex-URSS aurait besoin cette année d'une aide financière de 44 milliards de dollars (240 milliards de francs). Selon un responsable du FMI, « nous sommes très importants pour l'ex-URSS, s'ils décident de réduire certaines de leurs dépenses improductives, consacrées aux armements, aux subventions à l'agriculture ou à l'industrie. Pour que cette aide soit efficace, le FMI demande le renforcement de la coopération entre les Républiques de l'ancienne Union soviétique, notamment l'union politique monétaire dans la zone rouble » (c'est-à-dire les Républiques qui ont choisi de maintenir l'usage de cette monnaie).

Jusqu'en 1995

M. Theo Waigel réclame un gel des dépenses publiques allemandes

M. Theo Waigel, ministre allemand des finances, a réclaté un gel des dépenses publiques des pays jusqu'en 1995, dans un entretien publié dimanche 19 avril, par le journal *Welt am Sonntag*.

M. Waigel a déclaré que les dépenses de l'État allemand, en raison de la croissance du produit brut et s'est donc prononcé en faveur d'une limitation de la hausse des dépenses budgétaires à 2,5 %. La mesure a été critiquée par les dépenses des collectivités locales (États, Länder, municipalités...), qui augmentent actuellement de 6 % par an, alors qu'un rythme de 3 % serait apprécié.

Si ces deux objectifs sont respectés, M. Waigel estime que le déficit engendré par la réunification sera financé. Il assure que les programmes sociaux de l'Allemagne ne devraient pas être affectés par ces restrictions de dépenses.

D'autre part, M. Waigel a déclaré que son pays s'attendait à l'intention d'augmenter son aide à l'ex-URSS, qui a été, ces dernières années, la plus importante de tous les pays occidentaux. Il s'agit maintenant, M. Waigel, de faire participer les partenaires de l'Allemagne.

SOCIAL

Moindre mobilisation pour la vingt-sixième grève des dockers

La vingt-sixième grève des dockers, qui a débuté dimanche 19 avril, a été, dit-on, suivie de manière intégrale. Contrairement aux années précédentes, le 17 avril par la Fédération nationale des ports et docks COT, le mouvement n'a pas été observé à Dunkerque, Calais, Boulogne, Rouen, Lorient, Saint-Nazaire et Port-Vendres. Il a été suivi à Marseille, à Bordeaux, La Rochelle ou Nice, l'impact de la grève a été limité par la faiblesse du trafic.

Depuis le mois d'octobre, les vingt-cinq précédentes grèves des

dockers français contre le projet de loi sur le statut qui régit cette profession depuis 1947 ont été suivies par la seule exception notable de Saint-Nazaire.

Grève peu suivie sur la ligne A de RER - Contre l'augmentation des tarifs de la RATP, la grève, dimanche 19 avril, sur la ligne A du RER (Saint-Germain-en-Laye-Boulogne-Bazas-Mairie de la Vallée) a été peu suivie et 80 % du trafic ont été assurés en matériel dans l'après-midi, selon la direction de la RATP.

CARNET DU Monde

Naissances

Valérie BARCA et Didier DIDRY ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils.

Blaise,

le 9 avril 1992.

Mariages

M. et M^{me} Des-Georges FILIPPI, M. Robert MARCHI, notaire, et M^{me} Robert MARCHI, heureux de faire part de leur mariage de leurs enfants,

Lisa FILIPPI,

Jean-François MARCHI, avocat à la Cour,

célébré l'intimité familiale, le 13 avril 1992, à l'église Saint-Pierre de Montmartre.

Décès

M. Adrien BELLIN, son épouse, M. Gérard BELLIN, son fils,

M. Jean Boucher, son frère, M^{me} Jean Boucher et Catherine, M^{me} veuve Georges Brisson, M. Gilles Brisson, Boucher et apparentés.

Ses collègues et tous ses proches, font part de son décès, survenu dans sa quatre-vingt-quatrième année,

M^{me} Léone, Fernande, Randa BRISSET, M^{me} Boucher,

et vous invitent de prendre part à ses obsèques.

30, avenue des Bruyères, 92110 St-Denis-la-Plaine, 9, quartier Boileau, 92800 Putaux.

Anniversaires

Le 21 avril 1987

François TRONIK, HSC 1981,

quitait.

Les nomenclatures nous accompagnent.

Les nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur

MM. Raymond Lévy et Roger Frison-Roche sont promus commandeurs

La traditionnelle liste de Plaque des personnalités promues ou élevées dans l'ordre de la Légion d'honneur a été publiée au *Journal officiel*, dimanche 19 avril. MM. Raymond Lévy, P.D.O. de Renault, Roger Frison-Roche, guide de haute montagne et écrivain, Georges Hirsch, administrateur général de l'Opéra de Paris, figurent parmi les commandeurs et les officiers (la liste des chevaliers est publiée demain dans les colonnes).

Commandeurs :

Christian d'Aumale, M. de France; Raymond Lévy, président-directeur général de Renault; Roger Frison-Roche, guide de haute montagne et écrivain; Louis Gignoux, comédien et ancien directeur du Théâtre national de Strasbourg; Alexandre Reza, bijoutier.

Officiers :

Jozsef-Marigné, ancien membre du Conseil national; Georges Hirsch, administrateur général de l'Opéra de Paris; François Chalais, journaliste et écrivain; Gérard Souzay, écrivain; Mgr Robert Colly, évêque de Metz; Dominique Chailion, président de l'Association française des banques; René Finkelstein, président de la commission de la carte d'identité des journalistes.

LOTTO 1992									
SAMEDI 18 AVRIL 1992									
11	31	33	38	41	45	47			
							10		
6							375 385 F		
9							18 145 F		
3							267 F		
3							21 F		
20E35									
3	4	12	21	38	40	43			
							12 011 505 F		
6							4 125 F		
9							4 125 F		
3							115 F		

SERGE MARTI

Dans son message pascal

Le pape lance un appel à la paix en Yougoslavie et dans le Caucase

Jean-Paul II a, dimanche 19 avril, son message pascal en présence de plus de mille pèlerins rassemblés place Saint-Pierre à Rome. Des dizaines de millions de téléspectateurs dans le monde ont suivi la cérémonie, diffusée dans cinquante-cinq pays, parmi lesquels la Russie, la Slovaquie et dix pays africains. Il a profité pour faire un tour à travers les points de tension dans le monde.

Le pape a salué les hommes à écouter le message du Christ. « Écoutez-le », a-t-il dit, « nations d'Amérique qui la lumière de la Croix a rejointes il y a cinq siècles. Écoutez-le particulièrement, vous, nations d'Europe, qui, au milieu des changements de l'ordre politique, êtes en train de réaffirmer vos qualités propres. »

« Le Christ vous exhorte, a-t-il dit, à faire du Vieux Continent une région nouvelle, où la violence ne signifie pas opposition et affrontement, mais complémentarité et échanges. Il vous appelle à ne jamais recourir à la force des armes. »

« Que si vous pouvez, a poursuivi le pape, parvenir à une paix combattive, encore dans plusieurs régions du continent africain, au cœur de l'Europe et dans le Caucase. Commencez pas rappeler les hommes qui vivent les

populations de la Bosnie-Herzégovine et du Nagorno-Karabakh ? » Le pape a demandé aux peuples du Proche-Orient de rechercher, à travers le dialogue, « la solution durable des problèmes encore non résolus. »

Don d'amour à Dieu

Il a souhaité la paix en Extrême-Orient, en Amérique latine, « où, à l'armistice, il est difficilement au Salvador, répondent les tensions et la violence instable que l'on constate au Pérou ». Jean-Paul II s'est adressé « à ceux qui, en Afrique, sont toujours sous les menaces de la faim, de la misère et de la maladie et qui sont les victimes de tragiques expériences de haine et de vengeance ». Il a conclu en remerciant tous les missionnaires « qui ont fait de leur personne un don d'amour à Dieu et à leurs frères ».

Jean-Paul II a adressé ses vœux de Pâques en cinquante-six langues, du chinois à l'hébreu, du serbe au russe et au luxembourgeois. Il n'a pas utilisé le macédonien, comme il l'avait fait à Noël, provoquant des réactions vives de la part de l'Eglise orthodoxe de Grèce, qui avait accusé le pape d'encourager le nationalisme religieux de la Macédoine. (AFP)

Assistance record à Jérusalem pour les Pâques juive et chrétienne

Des milliers de pèlerins - une assistance record - ont assisté dimanche 19 avril à la messe de Pâques dans les églises de la vieille ville de Jérusalem.

Quelques touristes ont également assisté à la messe de Pâques. L'an dernier, peu de temps après la fin de la guerre du Golfe, mais cette année, les Pâques chrétiennes et juives ont été célébrées dans la même ville, les lieux affichant complet et les rues de la vieille ville étaient bondées. Selon le ministère du tourisme, 70 000 chrétiens et juifs étaient attendus pour les fêtes.

Des religieux de la ville ont célébré la messe de Pâques du tombeau du Christ tandis que des vieillards grecs ont conduit le rocher sacré d'huile. Dans son homélie, le patriarche latin Michel Sabbah, un Palestinien, a salué la fraternité entre chrétiens, musulmans et juifs.

Les rues de la vieille ville étaient

emplies des chants des orthodoxes syriens, des orthodoxes grecs et des grecs. Des milliers de pèlerins grecs, qui célèbrent Pâques une semaine plus tard, ont célébré la messe de Pâques. Des religieux juifs se sont mêlés aux chrétiens dans la vieille ville pour célébrer la Pâque juive, qui a débuté vendredi soir pour commémorer l'exode des juifs d'Égypte, conduits par Moïse. Il y a 3 500 ans. (Reuters)

□ Un attentat contre une procession a fait onze morts. - Aux Philippines, onze personnes ont trouvé la mort et plus de soixante-dix - dont des enfants - ont été blessés par une grenade contre une procession, dimanche 19 avril, dans le sud de l'archipel. La police a arrêté un groupe de musulmans d'avoir lancé la grenade. L'un d'eux, âgé de 17 ans, a été tué. (Reuters)

Devant un million de Noirs

Les trois principaux dirigeants d'Afrique du Sud ont appelé à la cessation des violences

Les trois principaux dirigeants sud-africains ont joint leurs voix, dimanche 19 avril, pour lancer de pressants appels à la cessation des violences. Ils l'ont fait devant un million de Noirs, à l'occasion du pèlerinage de Pâques par l'Eglise chrétienne de la région - la plus importante pour la première fois depuis les accords de paix signés en septembre 1991.

« La violence qui secoue notre pays est un fléau qui doit être stoppé maintenant », a affirmé M. Mandela, elle constitue le principal obstacle à l'établissement

tour à tour affirmé qu'il ne pourrait y avoir de véritable démocratie dans le pays si la violence continuait. Les trois dirigeants, qui s'exprimaient devant la foule la plus nombreuse à laquelle ils se soient jamais adressés, apparaissaient ensemble publiquement pour la première fois depuis les accords de paix signés en septembre 1991.

« La violence qui secoue notre pays est un fléau qui doit être stoppé maintenant », a affirmé M. Mandela, elle constitue le principal obstacle à l'établissement

d'une Afrique du Sud véritablement démocratique. Quant à M. Buthe, il a souligné que « l'engagement de la violence entre Noirs » devait être évité, sous peine de voir échouer les négociations entreprises pour la mise sur pied d'une Afrique du Sud multiraciale.

Dimanche, huit personnes d'une même famille ont été tuées par des inconnus dans le ghetto noir de Sharpeville, au sud de Johannesburg. Selon une représentante de l'ANC, les victimes étaient des personnes connues de ce mouvement. (AFP)

Préparé par l'ONU

Le nouveau tracé de la frontière entre l'Irak et le Koweït pose de graves problèmes

NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

L'Irak n'a pas officiellement réagi après la nouvelle définition, l'ONU, de la frontière avec le Koweït (le 18 avril). Mais il s'abstient de prendre part à la commission Bagdad a signifié toutes les réserves sur l'ONU qui lui retire quasiment tout accès au Golfe et la prive d'une partie du champ pétrolier de Rumaila, le plus grand d'Irak, qui, avant août 1990, produisait plus de 2 millions de barils par jour. En juillet de la même année, Bagdad avait accusé les Koweïtiens de pomper dans ce champ et réclamé des compensations financières, et ce différend avait été l'un des prétextes à l'invasion de l'Irak.

Pour ce tracé, la commission de l'ONU s'est appuyée sur des données antérieures : les délimitations de 1963, par lequel le gouvernement irakien reconnaissait l'indépendance du Koweït dans ses frontières telles que définies par un échange de lettres, en 1932, entre

les autorités des deux pays - dans un mandat britannique. Le problème est toutefois que l'accord de 1932 ne lève d'aucun côté et que ses références géographiques sont très vagues. Les cartes britanniques ne s'étaient pas mises à jour.

Si l'on ne peut a priori mettre en doute la bonne foi du travail des experts de l'ONU, il est clair que un quelconque gouvernement irakien pourrait jamais accepter ce nouveau tracé qui réduit encore le débouché du pays sur la mer. Les revendications irakiennes sur les jours portés sur ce point précis n'ont pas commencé sous le régime du président Saddam Hussein.

D'énormes investissements

Situé à l'embouchure du Koweït, le port de la base navale d'Umm-Qasr, aujourd'hui menacé, ne sera qu'une partie des gigantesques investissements réalisés depuis vingt ans par l'Irak dans cette région vitale pour son développe-

ment : une pétrochimie, une raffinage, la liquéfaction de gaz, la production d'engrais, cales sèches pour la réparation des navires. Les infrastructures de la région du Golfe ont été draguées en 1990 pour permettre l'entrée de plus gros navires. Toute cette région, au lendemain du conflit, est devenue prioritaire car elle remplaçait les bases irakiennes du Chât-el-Arab, encombré d'épaves et sous le feu des Iraniens. Le nouveau tracé de la frontière risque de réduire à néant ces investissements.

La commission de l'ONU doit encore se réunir en juillet pour définir les 40 kilomètres de frontière terrestre, mais tout aussi difficile vu l'extrême des lieux. Ensuite, le Koweït se doit de se prononcer sur l'ensemble de la question. Mais il est des voix s'élèvent pour que, dans le travail technique de la commission, des considérations politiques ou de bon sens soient prises en compte afin que les intérêts des deux pays soient respectés et que de nouveaux conflits soient évités.

P. C.

A l'occasion de son investiture

Le président mauritanien Ould Taya a nommé un premier ministre

Après avoir officiellement installé ses ministres, samedi 19 avril, le président Ould Taya a nommé premier ministre M. Sidi Mohamed Ould Boubekeur, ministre de l'Intérieur dans le dernier gouvernement.

C'est un « technocrate » de trente-quatre ans, docteur en économie, qui, selon les observateurs, est réputé être compétent et politiquement indépendant, dont la désignation reflète une volonté de conciliation de la part du pouvoir. Néanmoins, dans le discours qu'il a prononcé à l'occasion de son investiture, le président Ould Taya n'a pas fait de geste d'ouverture en direction de l'opposition, qui a réagi en lançant des critiques issues des consultations électorales et réclamé l'organisation de nouvelles élections municipales, parlementaires et présidentielles.

Samedi, lors d'une conférence de presse, le coordonnateur de l'opposition, M. Ahmed Ould Daddah, a présenté le régime du colonel Ould Taya comme « un régime sanguinaire et déstabilisateur ». Candidat malheureux à l'élection présidentielle de janvier dernier, M. Ould Daddah a estimé que « l'investiture inaugurait une véritable bataille qui se recule et qui demeure sans objectif ». La veille, le principal parti d'opposition, l'Union des forces démocratiques (UFD), avait demandé au président de constituer un gouvernement d'union nationale de coalition. (AFP, Reuters)

□ MAROC : trois syndicats appellent à la « mobilisation » après la condamnation de M. Amal. - La Confédération démocratique du travail (CDT), l'Union générale des travailleurs du Maroc (UGTM) et le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-sup) ont appelé l'ensemble de la classe ouvrière marocaine à « la mobilisation », dans un communiqué conjoint, publié samedi 18 avril, à la suite de la condamnation à deux

Selon « Time Magazine »

L'attentat de Lockerbie pourrait avoir été organisé par un Syrien et non par les Libyens

L'attentat à la bombe contre le Boeing de la PanAm qui avait fait 270 morts en 1988 au-dessus de Lockerbie (Écosse) pourrait avoir été organisé par un terroriste syrien, affirme l'hebdomadaire américain Time Magazine dans son édition samedi 19 avril.

L'hebdomadaire américain, qui a enquêté pendant quatre semaines sur deux hypothèses :

« L'attentat aurait été commis en représailles après la destruction, en juillet 1982, d'un Airbus iranien par un missile du croiseur américain USS Stark. »

« L'attentat visait à protéger un trafiquant de drogue, Moazz El Khassar, qui coopérait avec la DEA (organisme américain chargé de la lutte contre le trafic de stupéfiants) et avec une unité de la CIA, désignée sous le sigle COREA, qui lui permettait de poursuivre ses activités aux États-Unis en toute impunité. »

Selon Time Magazine, une équipe de la CIA - dont des membres se trouvaient dans le Boeing de la PanAm - qui tentait de délivrer les otages américains à Beyrouth avait découvert les liens unissant COREA et ce trafiquant. Le groupe de Beyrouth travaillait notamment que les liens de M. El Khassar avec les terroristes ne compromettent les chances de libérer les otages américains et aurait été prêt à révéler les dessous de l'affaire. L'attentat aurait été organisé par M. El Khassar et par M. Ahmed Ibrahim, le chef du Front populaire de libération de la Palestine, d'après l'hebdomadaire.

A Tripoli, le ministre libyen de la Justice, Ibrahim Mohamed Bakir, a réitéré dimanche l'opposition de son pays à la remise aux justes américaines ou britanniques des deux ressortissants libyens mis en cause dans l'attentat, réaffirmant toutefois que ceux-ci pouvaient se livrer à des négociations.

L'avocat des deux ressortissants libyens, le nouveau procureur général à examiner l'éventualité d'un procès en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, estimant toutefois que les conditions pour un jugement équitable dans ces pays ne sont pas impossibles à réunir, car le jugement y est rendu par des jurés « indépendamment des médias ».

Par ailleurs, les services de sécurité ont fait savoir que les personnes entrant en Libye étaient plus nombreuses samedi que celles quittant ce pays au poste-frontière égyptien de Sidi Barrani, seul point de passage terrestre entre l'Égypte et la Libye. (AFP, AP)

Cinquante mille manifestants sur les rives de la Bidassoa pour l'indépendance du Pays basque

Quelque cinquante mille indépendantistes basques espagnols ont manifesté samedi 19 avril, le jour de la patrie basque, à l'embouchure de la Bidassoa, les manifestants brandissant des banderoles réclamant l'indépendance du Pays basque et l'unification des provinces basques espagnole et française.

Cette manifestation, à l'appel d'un comité d'organisations indépendantistes, avait reçu le soutien de la coalition Herri Batasuna, l'organisation politique de l'organisation indépendantiste basque ETA. Sur la rive française du fleuve, un peu moins de deux mille indépendantistes basques français s'étaient rassemblés. (AFP)

ans de prison du dirigeant syndical Mounir Amaoui (le Monde daté 19-20 avril). Le vice-premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), M. Mohamed Lyazghi, a pour sa part qualifié de « purement secondaire » les conditions dans lesquelles s'est déroulé le procès et a estimé que ce verdict ne contribuerait pas à améliorer un climat politique qui « est déjà mauvais ». (AFP)

Un métro pour couler Venise

Le scénario d'idées ouvert pour détruire Venise avec le troisième métro était - pensait-on - définitivement clos. La dernière en date, proposée par Gianni De Michelis, ancien ministre italien des Infrastructures étrangères, prévoyait une exposition internationale pour l'an 2000, à Venise, à l'occasion de laquelle on aurait construit un métro pour l'an 2000. Mais le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

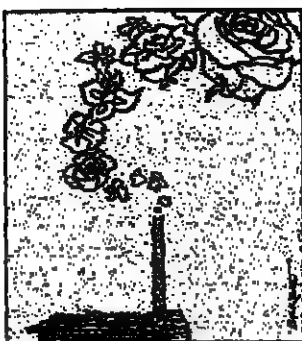
Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non. Le projet a-t-il été approuvé par le conseil municipal de la ville ? Non.

Le Monde

Conseils en stratégies « vertes »



Gestion des déchets, maîtrise des risques, etc. : les bureaux d'études spécialisés dans l'environnement, longtemps en France, se multiplient et sont sollicités par entreprises ou collectivités.

page 18

L'île Maurice ou la rançon du succès



La petite île de l'océan Indien a le rare privilège de connaître le surcroît, signe de réussite, mais aussi d'inflation, qui a entraîné la métamorphose de l'industrie jusqu'ici largement textile.

page 22

Les pièges de Maastricht



L'union économique et monétaire pour l'économie française a un coût. Elle risque notamment d'aggraver le chômage, déjà en partie irréversible, estime Emmanuel Borgues, qui a le précédent du SME.

page 23

MODE D'EMPLOI 18
Humeur, par José Doyère : La banque et le fonctionnaire. La des mots : joint-venture. Lois et décrets.

ACTUALITÉ 19 ■ 21
La réve californien des Andalous. Le TGV espagnol, train à grande dépense.

PERSPECTIVES 22
OPINIONS 23
Livres : La stèle républicaine du libéralisme. Notes de lecture.

CONJONCTURE 24
Les prix : L'Amérique du Sud : Une euphorie provisoire. L'Argentine : Des progrès fragiles. La pneumatique : Entreprises regonflées.

L'ÉCONOMIE

Afro Disney

Sol Kerzner, le roi sud-africain des casinos, du tourisme, des loisirs, annonce de nouveaux investissements en France

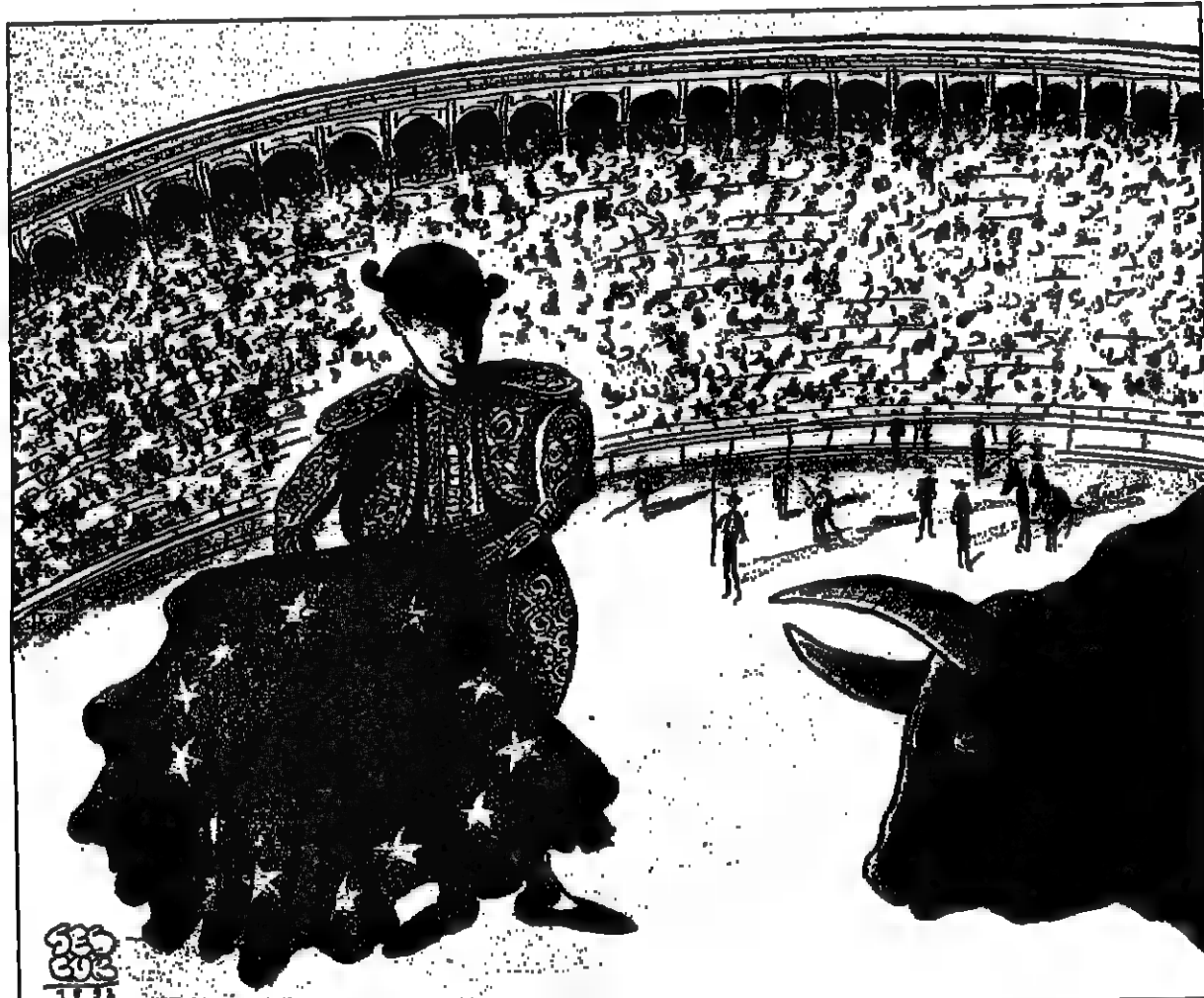
du BOPHUTHATSWANA de notre envoyée spéciale

ALORS la reine de la Cité pour le fait taire les tam-tam et a figé les danses. Une grue s'est mise en branle, soulevant un énorme immense formé de défenses d'éléphants, pour le déposer sur la plus haute tour du palais en construction. Des milliers de sujets-figurants, en pagne ou en bonnet, hurlaient leur enthousiasme tandis qu'un gong puissant accompagnait la mise en route des travaux qui, symboliquement, s'achèvent.

Les médias s'arrêtaient sur le ventre, le sourire satisfait, Sol Kerzner s'est calé dans son fauteuil. Un regard d'œil furtif vers son invité l'a rassuré : Lucas Mangope, président du Bophuthatswana, un des quatre bantoustans dits « indépendants » d'Afrique du Sud, était épaté.

Annick Cojean

Lire la suite page 22



Séville, et après...

Une fois les portes de l'Expo refermées, l'Espagne retrouvera des réalités amères. Si cette « feria de six mois » a doté l'Andalousie d'infrastructures impressionnantes, elle ne pourra dissimuler l'ampleur des difficultés à surmonter par le pays d'ici à l'échéance européenne de 1997. L'inflation persiste, le climat social s'alourdit et les manœuvres politico-financières se succèdent, faisant hésiter les investisseurs étrangers, moteurs du décollage.

Lire page 20
l'article de François Renard

La RATP dans la tornade Blanc

La Régie des transports parisiens était tombée en déliquescence. Christian Blanc, son PDG, lui applique une médecine de cheval. Les syndicats rebiffent, l'usager n'en profite pas encore

C'EST le big-bang à la RATP. Les syndicats qui ne veulent voir que dans la modernisation et la décentralisation en cours ont fait grève le 14 avril pour l'arrêter. Plusieurs centaines de milliers au rencart par la simplification de la pyramide hiérarchique remançant leur amertume. Face à ce mécontentement, c'est un d'artifice d'innovations que la direction de la RATP tire imperturbablement depuis 18 mois : nouveau sans pilote pour 1996, nouvel uniforme signé Guy Laroche, futur nouveau près de la gare de Lyon, ticket vert, nouveau logo, nouveau service dans les stations de métro, nouvelle organisation qui place le voyageur au centre des préoccupations de la Régie.

C'est en toute conscience que Christian Blanc, le PDG de la RATP, a annoncé ce grand chambardement. « Quand j'ai compris l'ampleur des dégâts, j'ai vu qu'il fallait labourer profond, explique-t-il. Le casse-tête a été d'y parvenir sans fermer la boutique, en assurant chaque jour le transport de 9 millions de voyageurs ».

Privée des grands projets qui l'avaient portée dans les années 70, la Régie s'était laissée aller au taylorisme et au ronron hiérarchique. Elle a réveillé de ses certitudes technocratiques, l'automne par une grève de deux mois dans ses ateliers de maintenance sociale a révélé une RATP paralysée par la dyarchie existant au sommet entre le président et le directeur général. Les ingénieurs imposaient leurs exigences techniques et les syndicats leurs demandes de primes et d'améliorations du statut. Plus personne ne décidait vraiment.

Fonctionnant en quelque sorte à son seul profit, la Régie n'en était pas heureuse pour autant. L'absentéisme y atteignait des records avec une moyenne de 17 jours par an et par

agent. Plutôt que de rendre aux voyageurs on d'affronter les clochards qui envahissaient les guichets, certains agents se calfeutraient derrière les guichets pour s'adonner aux tâches ménagères et au social. Les cadres ne pensaient qu'à abandonner les dépôts de bus et lignes de métro pour rejoindre le social, plus glorieux et éloigné des ennemis de l'exploitation quotidienne. Un nombre notable d'agents travaillaient moins d'une semaine hebdomadaire. Plus personne n'avait de l'ouvrage.

PLEINS POUVOIRS • Avec une image marquée flétrie et un surcoût de 50 % par rapport aux entreprises privées de transport, la RATP allait droit à la catastrophe. On entendait le plus en plus les filiales de la Générale des eaux et le groupe VIA démontrer qu'elles en transportaient plus, mieux et pour moins cher que ce mastodonte de 50 000 salariés devenu incontrôlable. Lorsqu'il arrive en février 1989 à la tête de la RATP, Christian Blanc ne se contente pas de ce diagnostic. Les situations de contentement ne lui font pas peur, comme il l'a démontré comme président délégué du haut-commissaire de la Nouvelle-Calédonie. Son amitié avec Michel Rocard lui permet d'obtenir les pleins pouvoirs.

Sa première bataille est consacrée à la propriété à la sécurité. Les « tags », ces barbouillages venus d'Amérique, les vendeurs de drogue et le vol à la tire commencent à effrayer le voyageur. Il charge Christian Kozar, venu lui aussi de la préfecture, de montrer l'état que la RATP peut enrayeur la dégradation, mais pas seule. Celui-ci recrute des hommes de gendarmerie, de la DGSE de la police et met en place un système d'analyse de la délinquance et du « graffitiage ». Il faudra encore cinq ans pour mettre sous clé toutes les voitures du métro et quelques mois pour

obtenir que les services nettoient les voitures le matin et le week-end. Pourtant, un mieux perceptible : depuis juin 1989, la délinquance a reculé sur l'ensemble du réseau de 11 % (hors les agressions des personnels de la RATP), le « bombage » de sept stations de métro en janvier a été effacé en un week-end et les jours commencent à condamner les barbouilleurs à effacer leurs œuvres.

PRÉVENTION • Christian Blanc a le cœur à gauche. Il croit à la prévention et il a chargé un commissaire de police, grand connaisseur de ces loubirds qui se livrent à Montfermeil à des « attaques de diligences » sur les pour piquer la caisse des conducteurs. Gérard d'Andréa fait jouer au foot les machinistes et ces gamins perdus. Il organise des compétitions de vélo tout terrain et offre des vacances sportives à des milliers de petits banlieusards. Il tente de récupérer les 1 000 paumés qui hantent le métro et il a trouvé une entreprise qui promet formation et emploi à la clé pour 15 « durs » de Vincennes. Parce qu'il croit au dialogue et à la nécessité d'en appeler à la responsabilité afin que les bus continuent de rouler dans les banlieues : les problèmes de société ne se règlent pas au lance-flammes.

Mais il ne fallait pas seulement éviter la « new-yorkisation » des transports de Paris. Il convenait aussi de redonner à la RATP une orientation stratégique. Le PDG lui a donc assigné trois objectifs : améliorer le service rendu à la clientèle, mieux maîtriser les coûts, revaloriser les métiers de la RATP. Celle-ci gardera son effectif actuel et devra assurer sans embauche les extensions de son réseau, un gain annuel de productivité de 1 %.

Alain Faujas

Lire la suite page 19

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT RN 249 - Liaison NANTES - CHOLET

Communes de BASSE-GOULAINNE et HAUTE-GOULAINNE

Avis d'ouverture d'une enquête publique relative au projet d'un crénneau de dépassement entre les échangeurs de Bellevue et de Tournebride (RN 249)

Une enquête publique portant sur l'utilité publique de cette opération et sur la compatibilité du Plan d'Occupation du Sol de la commune de BASSE-GOULAINNE se déroulera pendant 11 jours consécutifs, soit du 13 avril 1992 au 14 mai 1992 inclus.

Pendant la durée de l'enquête, les pièces du projet seront déposées :

- en mairie de BASSE-GOULAINNE :
- du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 17 h 30,
- en mairie de HAUTE-GOULAINNE :
- du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

M. Louis PENSEC, demeurant 151, rue de la Libération, 44230 ST-SÉBASTIEN-SUR-LOIRE, a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur par le Tribunal administratif de NANTES.

Les personnes intéressées de faire connaître leurs observations pourront soit consigner sur les registres d'enquête déposés dans les mairies de BASSE-GOULAINNE et de HAUTE-GOULAINNE, soit les adresser par lettre à M. le Commissaire-Enquêteur.

Elles seront alors inscrites aux registres d'enquête.

Le Commissaire-Enquêteur sera présent à la mairie de BASSE-GOULAINNE.

- le 13 avril 1992, de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 17 h,
- le 13 mai 1992, de 9 h à 12 h,
- le 14 mai 1992, de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 17 h 30.

Le Commissaire-Enquêteur recueillera les remarques formulées et établira un rapport et ses conclusions quant à l'utilité publique de l'opération. Une copie de ce rapport sera déposée dans les mairies précitées, à la Sous-Préfecture de NANTES et à la Préfecture de LOIRE-ATLANTIQUE, ainsi qu'une minute.

L'information du public sera également assurée par l'affichage du présent avis prescrivant l'ouverture de cette enquête dans les mairies concernées et sur les lieux voisins du projet et visibles de la voie publique.

ENVIRONNEMENT

Conseils en stratégies « vertes »

Les bureaux d'études spécialisés dans l'environnement commencent à se multiplier. Certains ne se consacrent qu'aux problèmes des entreprises ; d'autres cherchent à répondre aussi aux besoins des collectivités

LORSQU'UNE entreprise ou une collectivité locale souhaite se faire conseiller en matière d'environnement, elle a le choix entre deux formules. On peut recruter un homme (ou une femme) *ad hoc*, ou bien s'adresser à une société spécialisée dans ce genre de services. Plusieurs municipalités, départements ou régions ont déjà fait le choix de l'« éco-conseiller ».

Pour ceux qui hésitent à recruter ou qui veulent seulement un conseil pour un projet ou l'élaboration d'une stratégie, reste l'appel à un bureau d'études. Les collectivités locales s'adressent par exemple au BETURE (Caisse des dépôts), à la SODETEG (groupe Thomson), à la SAFEGE (groupe Lyonnaise-Dumet), à la SETUDE ou aux techniciens des APAVE (associations des propriétaires d'appareils à vapeur électriques), selon les domaines (pollutions de l'air, des eaux, chauffage, etc.) ou elles se tournent vers le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

Un autre type d'organisme universitaire. Les entreprises, elles, préfèrent généralement avoir affaire à des bureaux d'études spécialisés dans l'« audit environnement » ou l'« éco-bilan ». Ceux-ci sont presque toujours anglo-saxons ou germaniques. On en trouve cependant en voir apparaître en France, comme le Bureau d'intervention et d'innovation (BII), créé en 1981, Eurostat, Ecospère, Ecobilan ou le dernier-né du groupe Contrôle et Prévention (CEP), appelé CEP environnement (1). Deux grands bureaux d'études, Bossard Consultants et Bertin & Cie, viennent de réunir leurs forces - 1 500 professionnels au total - pour offrir leurs services en ce domaine aux entreprises, administrations et collectivités locales.

ROUAGES. Pour Paul de Becker, directeur général du BII, « entreprises et collectivités ont deux réalités radicalement différentes. La gestion d'environnement suppose de la part de l'entreprise une prise de conscience d'une quelconque efficacité, le fait qu'elle se doit de conduire le chef d'entreprise à se demander : « Où suis-je le plus faible ? » Dans les collectivités locales, les partenaires ne sont pas les mêmes, les élus ayant en face d'eux

des associations ou des militants verts, avec lesquels les négociations sont beaucoup plus informelles et fluides.

L'auteur du *Management vert* (2) s'est clairement orienté vers le premier type de clientèle et a élaboré tout un protocole de l'éco-bilan d'entreprise et de l'audit environnement, tel qu'il le pratique depuis dix ans avec ses collaborateurs



du BII - sept experts au total. Le groupe CEP n'a pas de cellule « Environnement » qu'en 1991, mais avec des moyens : trente collaborateurs et un budget spécifique de 12 millions de francs (porté à 17 millions en 1992). Il est dirigé par Jean Hetzel, longtemps consultant indépendant, qui a notamment travaillé sur les conséquences de l'accident de l'usine Sandoz à Bâle en 1986 et de celui de la Protex (Tours, 1988).

Jean Hetzel n'est pas un ingénieur, mais un financier, comme son ancien complice Pierre-Frédéric Ténière-Buchot, aujourd'hui directeur de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie. C'est à ce titre qu'il avait conseillé l'ancien ministre de l'Environnement (l'ancienne Fédération des sociétés de protection de la nature) pour mettre en place un système de mécénat par cartes bancaires - qui ne s'est finalement pas réalisé.

Mais contrairement à la plupart des bureaux d'études, ses experts s'adressent aussi bien aux industriels qu'aux collectivités locales. Aux chefs d'entreprise, ils proposent une assistance pour la maîtrise des risques, ce que les Anglo-Saxons appellent le *risk management*. Aux aménageurs et maîtres d'ouvrage, ils apportent leur expertise pour la certification des techniques mises en

œuvre. Aux collectivités territoriales, ils offrent les services des *environmental surveys* : audit environnement, établissement du « point zéro » (l'état de l'environnement avant l'aménagement projeté pour en contrôler l'impact) et plans municipaux ou régionaux.

LE CHEVAL. L'audit environnement a suivi les plans de villes comme Nîort (Deux-Sèvres), Bondy ou La Lisse (Seine-Saint-Denis). Il s'occupe du plan de gestion de la communauté de Lille, avant - bientôt - ceux de Créteil (Val-de-Marne), Evry (Essonne) ou Calais. Il a aussi entrepris de faire le bilan écologique de l'opération *Val de Guesnes* : depuis la mise en place de l'emballage jusqu'aux moyens de transport, pour la commune de trois collectivités (commune de Guérande, département de Loire-Atlantique et l'Union régionale des Pays de la Loire). « Nous sommes les seuls à cheval sur l'industrie et les collectivités locales », revendique Jean Hetzel. Car nous ne voulons pas nous cantonner à la prestation de services pour le marketing industriel.

Si, parfois, les collaborateurs de CEP environnement « deviennent des militants », ils ne sont pas de ceux de la rue. Au départ, ils sont ingénieurs chimistes, centraliens, ou diplômés d'IUT, c'est-à-dire qu'ils connaissent bien le monde industriel.

Nous nous méfions des ingénieurs écologistes, souligne Jean Hetzel, car ils ont tendance à être des « ponts » de l'environnement. Ils font trop de transversal. Les bureaux d'études de cette gamme, l'audit environnement est une chose trop délicate pour être confiée aux écoles.

Roger Cans

(1) CEP, 34 rue Rennequin, 75850 Paris Cedex 17. Tél. : (1) 40-54-64-74.
(2) *Le Management vert*, de Paul de Becker, éditions Dumod (266 pages, 186 F).

On peut obtenir des renseignements supplémentaires auprès du tout nouveau Institut français des auditeurs de l'environnement (IFAE), 115, rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris. Tél. : 40-54-64-11.

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

LA CINGÈSE CESSÉ D'AMÉTRER le 12 avril après la liquidation prononcée le 3 avril. L'association de défense de la chaîne, présidée par Jean-Claude Bourret, revendique 1,4 million de membres (Le Monde du 14, 15, 16 avril).

FRANÇOIS MITTERRAND A LANCÉ LE DÉBAT SUR LA RATIFICATION DES ACCORDS DE MAASTRICHT. Au cours de son entretien télévisé le 12 avril, il a exposé les différentes procédures de révision de la Constitution de 1958 rendues nécessaires par un transfert de souveraineté notamment sur deux points : la création d'une monnaie unique et l'existence d'une Banque centrale européenne (Le Monde du 12-13, 14, 16 et 17 avril).

L'ASSEMBLÉE ANNUELLE DE LA BERD A EU LIEU À BUDAPEST. Les 12 et 14 avril, les douze Républiques de l'ex-URSS ont fait leur entrée dans le capital de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est). Le projet de financement pour la reconstruction de l'industrie militaire des pays de l'Est n'a pas reçu le soutien de la majorité des actionnaires de la Banque. En 1991, la BERD a enregistré une perte de 4,3 milliards de francs. En 1992, la perte prévue pour l'année dans cette région s'élève à 1,4 milliard (Le Monde du 14, 15, 16 avril).

MICHELIN S'EST DÉBATTU EN 1991 malgré un marché mondial du pneumatique en croissance. Selon les chiffres publiés le 14 avril, l'exploitation du fabricant de pneus a été bénéficiaire de 780 millions de francs (contre une perte de 1,1 milliard en 1990). Le résultat net est cependant négatif de 1 milliard de francs en raison de provisions pour restructuration de 1,4 milliard (Le Monde du 16 avril).

LA GREVE DE LA RATP lancée le 16 avril par les sept principaux syndicats de la Régie a été « largement » suivie (Le Monde du 15 au 18 avril).

PIRELOT A DÉGAGÉ UN BÉNÉFICE DE 5,5 MILLIARDS DE FRANCS EN 1991 selon les chiffres présentés le 16 avril. En recul de 40 % par rapport à 1990, ce résultat place néanmoins PSA en tête des constructeurs pour sa rentabilité (Le Monde du 17 avril).

MARDI 21 AVRIL. Genève : conférence des Nations unies sur le climat (jusqu'au 1^{er} mai).
Washington : visite du premier ministre portugais, Aníbal Cavaco Silva, qui poursuivra son voyage au Canada (le 21 avril).

Bruxelles : rencontre entre J. J. Mock, vice-ministre des affaires étrangères autrichien et Frans Andriessen, commissaire européen aux affaires étrangères, au cours de laquelle sera discutée l'adhésion de l'Autriche à la CEE.

MERCREDI 22 AVRIL. Paris : examen au Parlement du projet de loi sur les délais de paiement entre les entreprises.

« Où est l'Est ? », forum à la Sorbonne, sur la participation de la République tchèque, polonaise, Mikhail Gorbatchev, ancien président de l'ex-Union soviétique, Roland Badinter, président du Conseil constitutionnel, et Michel Rocard, ancien premier ministre. Washington : le président américain, George Bush, rencontre Jacques Delors et Aníbal Cavaco Silva, respectivement président de la Commission et du Conseil européen. Ils parleront notamment du GATT.

Nantes : colloque international sur le patrimoine maritime et fluvial.

VENREDI 23 AVRIL. Autriche : réunion ministérielle du Conseil de l'Europe.

SAMEDI 24 AVRIL. Bruxelles : séminaire organisé par le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), sur le « Rapport sur l'état de la population mondiale 1992 », publié le 24 avril.

DIMANCHE 25 AVRIL. France : entrée en application du système de péage modulé sur l'autoroute du Nord (tarif réduit pendant les heures creuses, en hausse pendant les heures d'affluence). Washington : réunion des ministres des finances du G7.

Autriche : élection présidentielle. Le président sortant, Kurt Waldheim, ne se représente pas.

LUNDI 27 AVRIL. Washington : réunion annuelle du comité intermédiaire du FMI et de la Banque mondiale, portant notamment sur l'admission des Etats de l'CEI au FMI.

HUMEUR • par Josée Doyère

La banque et le fonctionnaire

Le fonctionnaire, à l'Education nationale, l'autre mois, (modeste) paie n'est pas arrivée à l'heure. Cela n'est parfois qu'un pas dramatique. Pour lui, ça l'est devenu, très vite. Pendant quelques jours, son compte bancaire s'est retrouvé à découvert. Il s'est pointé à sa banque, pour expliquer... Trop tard ! Il avait été interdit de chèque (pour un mois), sous menace de sanctions plus graves s'il récidivait (sic). Et on lui a retiré son carte bleue.

Dans l'heure, il s'est rendu auprès des services comptables dont il dépend, a expliqué ses problèmes, et s'est étonné que son salaire ne lui ait pas été versé. On lui a expliqué - gentiment - qu'il avait payé le seul, que ça arrivait quelquefois, mais que - pas de panique ! - on allait lui verser une attestation pour sa banque.

Muni de son attestation, il est allé au restaurant, il s'est pointé à sa banque... Rien n'y a fait ! Le coup était parti, on n'en pouvait mais ! Il n'y avait pour rien, ce n'était pas le problème ! Il était bien embêté (ne pouvait pas payer ses factures urgentes), il n'avait qu'à se débrouiller !

Quelque chose m'échap-

pe... Je croyais que les fonctionnaires étaient des enfants chéris des banquiers, prêts à leur prêter un max d'argent, parce qu'ils ont la sécurité de l'emploi et sont des gens sérieux, sur qui on peut compter. L'idéal du client pour un banquier...

Il faudrait savoir. Si les fonctionnaires sont à ce point chouchoutés, il faut les chouchouter, les traiter avec la considération et l'attention que l'on réserve aux clients les plus riches - il ne faut pas comme les autres - plutôt moins riches - leur proposer le tout bout de champ de leur prêter de l'argent...

De cette façon, il est inenfermé, même si le salaire est rare, de traiter des clients - fonctionnaires ou non - avec une telle désinvolture. Que les banques aient décidé d'être vigilantes sur les découvertes systématiques, c'est normal (encore que les agios (taux de développement) de leurs incertitudes). Mais qu'elles interdisent de chèque quel qu'un sans même le prévenir, sans lui demander d'explication... c'est inexcusable, impardonnable, inqualifiable. Il faudrait inventer une sanction pour un tel comportement.

LOIS ET DÉCRETS

Centre technique interprofessionnel de la vigne et du vin

L'Institut technique de la vigne et du vin a été créé en 1948 à l'initiative des associations viticoles de France. Organisme de recherche appliquée en viticulture et en oenologie, il a son siège à Paris et quinze délégations régionales. Cet institut vient d'être transformé en centre technique de la vigne et du vin, par le statut juridique des centres techniques industriels. Son objet est d'améliorer le rendement, la qualité des produits et leur adaptation à la consommation. Le centre technique de la vigne est doté de la personnalité civile et conserve une autonomie financière.

placé sous le contrôle administratif du ministère de l'Agriculture. Jusqu'à présent, ses ressources provenaient essentiellement de l'AND (Association nationale de développement agricole), dont le financement est assuré par les agriculteurs, il devra élargir ses revenus par ses travaux de recherche.

Arrêté du 11 mars 1992, Journal officiel du 27 mars 1992, page 4255.

Cotisations d'assurance-maladie des travailleurs non salariés

Un décret fixe les modalités de cotisations d'assurance-maladie et maternité des travailleurs non salariés. A compter du 1^{er} avril 1992, le taux est de 12,55 %, dont 3,1 % dans le limite du plafond de la Sécurité sociale, et 9,45 % dans la limite de cinq fois ce plafond. A partir du 1^{er} octobre 1992, le taux sera porté à 12,85 %.

Décret n° 92-295 du 30 mars 1992, Journal officiel du 31 mars 1992, page 4467.

Précision

Dans notre article publié dans « Le Monde de l'économie » du mardi 14 avril, page 33, nous faisons allusion à une enquête sur les actions du groupe Maximal par une filiale de Goldman Sachs. Les conclusions de cette enquête, qui disculpent Goldman Sachs, ont été rendues jeudi 9 avril à Londres. Voici les points les plus significatifs du communiqué du Conseil de la Bourse de Londres :

« Le groupe de travail n'a pas trouvé de preuve permettant d'affir-

mer une quelconque violation des règles de la Bourse ou quelque forme de manipulation illégale de cours de la part de Goldman Sachs. Le rapport conclut que rien ne justifie de recommander une action disciplinaire contre Goldman Sachs. »

Un communiqué commentant cette décision favorable, M. Eugene Fife, PDG de Goldman Sachs International Ltd., a exprimé sa satisfaction de voir reconnu le fait que « Goldman Sachs n'a manipulé aucun marché ».

DEMAIN DANS

Le Monde

SCIENCES • MÉDECINE

SPÉCIAL EXPOSITION DE SÉVILLE

- Les sciences et les technologies mises en avant à l'Expo
- La tentative de créer un microclimat à Séville

LA COTE DES MOTS

Joint-venture

L'anglais *joint venture* (sans trait d'union), après avoir effectué une période modeste, qui était restée par la mise en italique de ce nom composé, a réussi à s'insérer dans le langage usuel de l'économie et des finances - d'où, à partir de ce moment, une écriture en caractère normal (en romain) avec un trait d'union.

Un arrêté du 11 janvier 1990 a proposé de substituer à l'anglicisme les très français *coentreprise* (sans trait d'union, comme tous les mots français à co-), qui aurait comme acception : « Projet économique élaboré par une association d'entreprises constituée selon des modalités diverses et permettant en général de bénéficier des synergies des entreprises participantes ».

Le Larousse en cinq volumes, production récente du fameux éditeur de dictionnaires, se démarque passablement de la définition officielle qui limite à deux personnes physiques les associés : « Association de fait entre deux personnes physiques ou morales pour un objet commun limité, avec partage des frais et des risques ». Mais il nous rappelle que la définition officielle est ambiguë... tout comme entreprise, qui désigne aussi bien une firme, une société, un établissement, qu'une action, un dessin, un plan, un projet, etc.

Manifestement, l'emploi principal de *coentreprise* est de plus en plus : « Association de plusieurs entreprises », plutôt que « entreprise à risques partagés » ou « association à 50/50 en participation ». En tout cas, le mot n'est pas rassurant au point de « dessin, plan élaboré en commun », comme le père anglais *joint venture*... les terminologues feraient bien de se pencher sur ce problème, soit pour modifier la définition officielle, soit pour proposer un mot qui permettrait de distinguer l'une de l'autre les deux acceptions.

Jean-Pierre Colignon

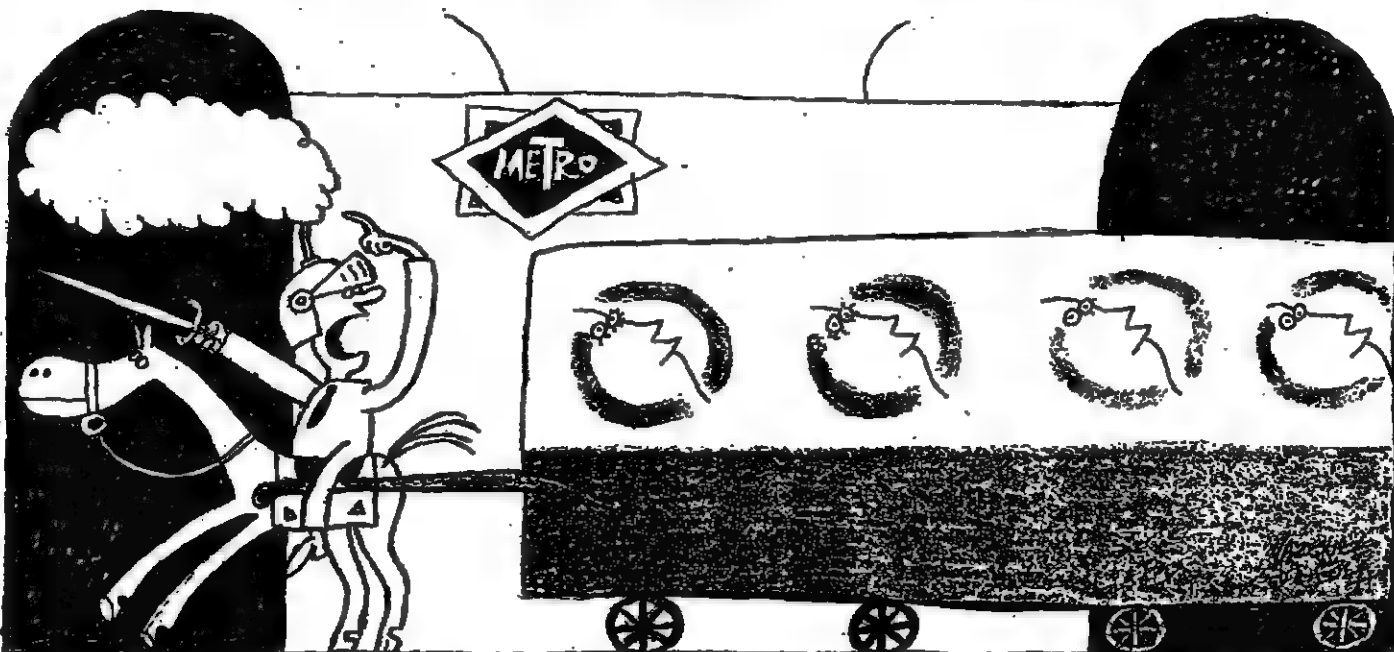
La RATP dans la tornade Blanc

Suite de la page 17

Pour y parvenir, le président de la Régie cul par-dessus sept à trois le nombre de niveaux hiérarchiques, il a polarisé la nouvelle structure, non sur le quartier général, mais sur les unités fonctionnelles. Autrement dit, la RATP n'a plus d'yeux que pour les lignes de métro et pour les dépôts de bus, placés sous la responsabilité de directeurs fonctionnels d'équipes de travail.

CONTREPIED • Avant, lorsque nous demandions des modifications de nos bus, nous pouvions attendre six mois avant la décision d'en haut, se rappelle Philippe Labbé, chef de l'unité d'Ivry (214 voitures). Aujourd'hui, nous gérons nos lignes dans le cadre d'un budget annuel. Hier, n'importe quel véhicule s'en fichait. Aujourd'hui, un véhicule s'occupe toujours du même lot : il est responsable. J'encourage les chefs de ligne à rendre au service de la ligne un maximum de véhicules, après quelques semaines de réflexion.

Homme d'autorité, Christian Blanc ne pouvait continuer à partager le pouvoir avec les syndicats. Une coagulation qui n'avait pas son nom. Il a récupéré en soufflant le chaud et le froid. Il prit la CGT à contre-pied en choisissant comme conseiller un ajusteur, permanent de la CGT, d'entreprise, Jean-Claude Blaise, préchant pour que les syndicats passent d'un rôle de contestation à un rôle de proposition. Il dit leur fait aux grévistes qui refusent sans préavis, pour cause



d'agression d'un des leurs, de l'agression des autres le soir les transports au travail le matin.

Face à des délégués dépités de devoir négocier avec de simples directeurs de lignes plutôt qu'avec le président, les quatorze syndicats vivent, avec une crise, car ils ne sont plus en mesure de coller au terrain. Ils tentent donc depuis deux ans de dresser le personnel contre lui.

CACOPHONIE • Parmi les plus critiques de la tornade Blanc figure Daniel Batou, secrétaire général du puissant syndicat CGT (SAT). « Lorsque M. Blanc a annoncé qu'il voulait moderniser la Régie, nous

l'avons vu comme un homme qui ne pouvait pas faire les choses, explique-t-il. Trois ans plus tard, on peut constater qu'il n'a rien réussi. Il joue avec des leviers pour atteindre des objectifs qui nous échappent. Peut-être s'est-il appuyé sur des gens qui n'étaient pas préparés ou qui n'avaient pas les capacités. Du coup, chacun prend son chemin, chacun est dans sa tour d'ivoire. Chez nous, c'est la cacophonie. Chez nous, c'est la rigueur militaire et un service à assurer de 5 h 30 à 1 h 30. En contrepartie de ces efforts, nous profitons de droits, de règles, de mutations, d'horaires et d'une formation. Aujourd'hui, la direction impose de plus en plus de droits et remet en cause nos droits. Si elle veut moderniser l'entreprise d'aplomb, il faut qu'elle

respecte ses cultures et ses traditions. Elle ne doit pas brûler les étapes. Remise en cause des avantages acquis, mutations, souplesse, compétitivité, productivité : nous ne pouvons plus fonctionner sur des bases. »

Même son de cloche à la CGT, dont le secrétaire général Jacques Delafosse estime que la RATP ne trouve sur le fil du rasoir. « Le président se situe dans la continuité de la tradition du service public, mais le patronat est par les gouvernements successifs, affirme-t-il. Les « nouveautés » de Christian Blanc, ce sont une dégradation du service et encore moins de moyens. L'insatisfaction du salarié rejoint celle de l'utilisateur. La Régie n'est reconnue en France et dans le monde pour son savoir-

faire et son dialogue. Si les lignes et les bus ne partent pas à l'heure, c'est qu'il n'y a pas de dialogue. Si les agents ne conduisent pas trop nombreux, c'est qu'il n'y a pas de dialogue. Si la décentralisation, c'est celle de la pénurie, c'est qu'il n'y a pas de dialogue. Si la CGT a 10 000 emplois supplémentaires à la RATP.

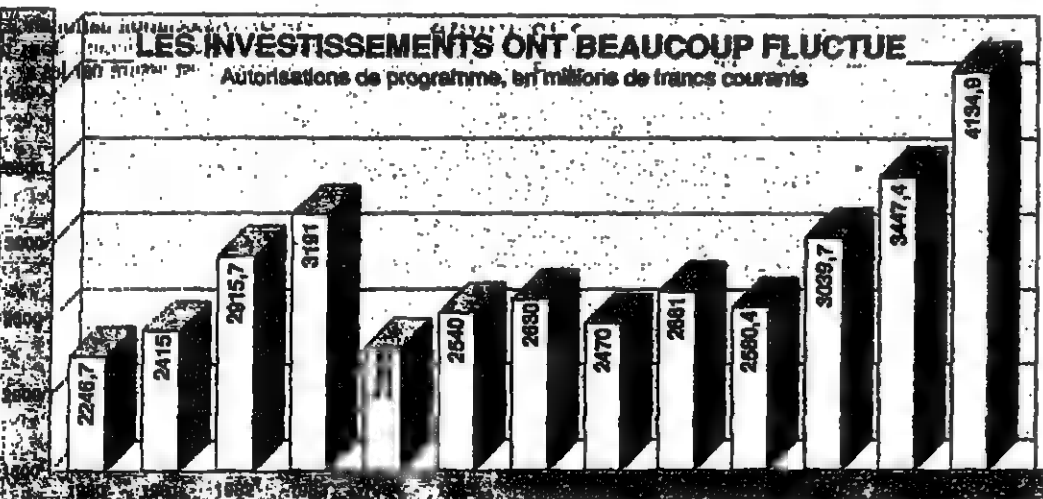
GROSSES LÉGUMES • Imperturbable dans ses tempêtes syndicales qui effraient ses proches collaborateurs, le PDG poursuit son chemin. Qu'importe les grèves déclenchées pour obtenir une prime de 300 francs pour les conducteurs du RER. Qu'importe le désarroi de beaucoup, privés de leur repère, et notamment du « légumier », ce who's who interne, qui tient sans coup

férer le grade de « grosses légumes » de la Régie. Qu'importe, puisque la RATP a retrouvé sa fierté et les plus dynamiques retroussent leurs manches. N'a-t-on pas eu la preuve d'un gain de productivité de 10 % en neuf mois parce que l'on avait donné aux ouvriers le choix de leur outillage ?

Christian Blanc n'a pas refusé à Michel Rocard puis à Edith Cresson de devenir un de leurs ministres pour ne pas laisser arrêter la saignée. « Conserver les façades et reprendre jusqu'aux fondations » afin de démontrer que le service public conserve sa efficacité et sa modernité. Les structures sont en place et ne bougeront plus. Il consolide la gestion en rationalisant la meilleure autonomie financière de son entreprise et en la préparant à devenir exportatrice de son savoir-faire. Comme un vrai patron du privé, il prépare sa succession pour quelques années.

La révolution de Christian Blanc n'a qu'un défaut : il ne reconnaît. Elle est, pour l'heure, tournée exclusivement vers l'intérieur de la RATP. Les voyageurs n'en ont pas encore d'effets bénéfiques. Ils s'entassent toujours à six par mètre carré aux heures de pointe. Faute d'une information digne de ce nom, lorsque le service s'interrompt, les usagers morfondent pendant d'interminables minutes sans savoir la cause de l'arrêt ni pouvoir prévoir le délai. Le big bang ne s'est pas encore produit. Le terme de « service » n'a pas encore été prouvé. Il n'est pas encore prouvé que l'usager n'en aura pas reçu les fruits promis en matière de qualité de service, de rapidité, de fréquence, de sécurité, de propreté. Et d'amabilité.

Alain Faujas



Profession : directrice de ligne

Dominique Blanchecotte fait partie de ces « quadras » qui ont vu dans la politique de la RATP l'occasion de réaliser leurs rêves. Nommée directrice de la ligne de métro n° 1 (Vincennes-Neuilly), bon chic bon genre, elle est un peu le symbole de la révolution en cours à la RATP. Elle est venue du secteur commercial et de la publicité. Autant de handicaps dans ce monde souterrain et masculin où la technique est reine.

Elle a dû passer son permis de conduire métro et s'est familiarisée à partir d'octobre 1983 avec une PME de 10 000 personnes qui achemine quotidiennement 1 000 000 voyageurs. C'est un travail simple de faire rouler les trains, de satisfaire les clients et de satisfaire la clientèle. Dans la même journée, on a pourtant tous les pépins possibles, depuis l'avarie d'une porte jusqu'au suicide. On constate-elle, sans acrimonie. « Mais, ajoute-t-elle, les problèmes sociaux sont les plus importants : l'entreprise fonctionne de 5 h 15 à 1 h 15, trois services, et on ne voit jamais tous les agents en même temps. Pour pouvoir parler avec les conducteurs, je m'efforce de voyager en « loge » (la cabine de conduite, NDLR). Le personnel, en

peut changer de station tous les jours pour se rapprocher de son domicile. Ce n'est pas gérable ! L'agent de station est le premier responsable du voyageur. J'ai alerté les syndicats et la direction générale pour qu'avant la fin de l'année nous mettions à une organisation qui ne soit pas la nôtre, mais qui soit un bouleversement permanent. Le fait de gérer des troupes s'autorise à adapter le service en fonction des besoins. Ainsi, lorsque au début du mois les voyageurs utilisent leur carte d'abonnement, elle spécialise un guichet dans le paiement en liquide et un autre dans le paiement par chèque. On lui dit parfois : « Ce n'est que ça ! » Mais avant, les agents s'alignaient et ne faisaient rien.

« Il faut être sur le terrain, expliquer au personnel la politique menée. Les syndicats doivent être impliqués. Ils doivent comprendre que la cogestion n'existe pas, que la RATP doit appliquer la loi et mettre le personnel. Car, pour arranger le personnel, nous écrivons des décrets. Lorsqu'un jeune agent habite une grande banlieue, il ne peut pas plus prendre son service à

11 heures du matin, je lui réponds qu'il a accepté un contrat de travail, qu'il aura le temps de se retourner, mais que nous ne pouvons pas lui donner un service de nuit. La gestion par ligne du métro, c'est la vérité des problèmes. C'est la vérité des problèmes.

Il s'agit d'un travail prenant et exigeant, qui vaut des heures supplémentaires et d'un train de travail ou en cas d'agression d'un agent. « Je ne suis pas un agent de nuit, si nous devions rapidement le résultat de notre travail. En tout cas, pour 1992, je veux un programme de travail musclé pour que nous disposions de locaux adaptés. Cela aidera à avoir une tenue convenable. Avant, les hommes étaient en orange. Pour atténuer la tension, j'ai fait mettre du gris bleu... »

Une hirondelle ne fait pas le printemps, mais l'optimisme de Dominique Blanchecotte est moins d'un cran depuis qu'un des conducteurs, bloqué pendant plusieurs dizaines de minutes sous tunnel, a entrepris de prendre possession de son voyageur... en leur lançant sa recette du canard à l'orange. « C'est impensable avant. »

AL F.

TROISIÈME CONFÉRENCE ANNUELLE EMDS SUR LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

INTEGRER ET DEVELOPPER LES CADRES INTERNATIONAUX À HAUT POTENTIEL

15 mai 1992

EMDS HOTEL & TOWN

Le forum international pour l'échange d'idées innovatrices et l'étude des tendances, futures des professionnels de la gestion des ressources humaines et du management, des experts des écoles de management, des cabinets-conseil et des bureaux de placement...

Orateurs

Michel Asaril, London Business School
Steven Becker, Honeywell Europe
Dr. Piet C.M. Breed, AT&T Network Systems Int.
Brian Cramsey, General Motors Europe
Michael Davis, Barclays Bank
Peter Dean, Dow Corning Europe
Dr. Clive Dillaway, British Petroleum
Ian Dodds, ICI plc

David Evans, London Business School
Hans J. Erickson, Management Institute
Anthony J. Murphy, Lilly Int.
Randy Kuros, IBM
Anthony J. Ryan, IBM
J. J. Tyson, Cranfield School of Management

Thèmes

Processus d'identification : que signifie « cadre à haut potentiel » ? Recherche et recrutement : trouver les meilleurs parmi les très bons. Gestion de carrière - Programmes d'intégration et de formation - gestion centralisée de la ressource « cadres à haut potentiel » - Evaluation des performances - Mobilité internationale - Régulation et conseil - Politiques de développement - Anticipation des besoins futurs.

Langue de travail : anglais.



FORMULAIRE D'INSCRIPTION - CONFÉRENCE EMDS

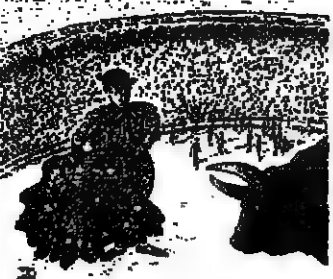
EMDS International, c/o Tisserand
46 avenue Emile Verhaeren, B-1050 Bruxelles
Tél: (32 2) 345 24 00 Fax: (32 2) 345 28 57

Je m'inscris en tant que participant à la conférence EMDS
Je souhaite être informé et recevoir la brochure

Je souhaite être informé et recevoir la brochure

Nom
Prénom
Adresse
Téléphone
Fax

ACTUALITÉ



Séville, et après...

Le prochain grand chantier pour le gouvernement de Madrid s'appelle préparation à l'union économique et monétaire européenne. Réduire l'inflation, le déficit budgétaire et les coûts de production d'ici 1997? Pas facile dans un climat social tendu sur fond de scandales

QUAND les portes des pavillons de l'Exposition universelle de Séville se referont, la flamme olympique des Jeux de Barcelone aura été soufflée, l'Espagne retrouvera ses réalités amères, dans un climat social assombri, qui sera s'affronter des pouvoirs publics à trancher dans le vif et des syndicats résolus à tenir tête.

Que se passe-t-il donc dans cette Espagne au plein décollage, véritable miracle économique à l'extrême sud de l'Europe, Eldorado des investisseurs du monde entier après avoir été celui des Nordiques amoureux du soleil? Le diagnostic est tout à fait clair, porté par les observateurs étrangers, le touriste comme l'analyste, le gouvernement comme l'opinion: les structures administratives et sociales n'ont pas suivi la modernisation de l'économie et maintiennent des rigidités qui ont couru le risque de dérapages incontrôlés à la veille de l'entrée dans une Europe dont la mutation est déjà très largement effective.

Un choc pour un pays que le franquisme avait enserré dans un corset corporatiste et protecteur, à l'abri de la concurrence extérieure, au nom d'un nationalisme ombrageux et paternaliste. Pour mieux rendre compte de la collision possible, il

suffit de citer deux événements récents et significatifs.

MAÎTRISER L'INFLATION - Au début de ce mois d'avril, le ministre de l'économie, Carlos Solchaga, rendait public un programme quinquennal très ambitieux, dont l'objectif est de limiter l'économie du pays au niveau de celui des partenaires européens et des critères de convergence définis, au chapitre dernier, au traité de Maastricht. Afin de préparer l'Espagne à la mise en place de l'union économique et monétaire dès 1997, ce programme est centré sur la maîtrise de l'inflation, laquelle sera limitée à 3 % par une politique budgétaire restrictive et une limitation drastique des dépenses de l'État.

A cet effet, le déficit des administrations publiques doit passer de 4,4 % du produit intérieur brut (PIB) en 1991 à 1 % en 1996, le rythme de l'inflation, plus de 6 % actuellement, se trouvant réduit de moitié au cours des cinq prochaines années. Le déficit budgétaire, au sens étroit du terme, sera ramené de 3,2 % du PIB à 1 % en 1995 et la croissance de l'économie devra s'effectuer à un rythme supérieur d'au moins un point à celui des partenaires européens, les investissements augmentant même plus vite (23,7 % globalement d'ici 1996) de manière à créer un mil-

ieu d'emploi et de réduire le taux de chômage à 13,5 % contre 16,3 % actuellement.

Voilà, en principe, tout ce qu'il faut pour maîtriser l'emploi, de quoi satisfaire les syndicats. Ces derniers ont pourtant immédiatement mis en garde le programme de «convergence économique» par une menace de grève générale dans l'immédiat, en attendant de le remettre point par point au cours des prochains mois. L'explication? Le gouvernement veut, tout à la fois, assainir les finances des administrations publiques, réduire certaines subventions trop coûteuses et, surtout, assouplir un régime de protection sociale trop rigide et, par certains côtés, trop généreux.

REFRAIN - C'est sur ce dernier point que se heurtent les syndicats, la plus rude. A Barcelone, poumon industriel de l'Espagne, à Oviedo, chez les rudes mineurs et métallurgistes des Asturies, à Madrid, où les hommes de travail dans les bureaux sont relativement chargés, sauf dans l'administration, le refrain est le même: «Dans le Sud, si les chômeurs sont si nombreux, c'est que, travaillant, on ne perçoit pas les allocations de chômage, les gens n'ont aucun droit à un emploi officiel...» «Ni les employeurs à les déclarer», se hâte-t-on d'ajouter. On croirait

entendre des Milanais ou des Turinois se plaindre de la situation des fainéants de Calabrie et de Siciliens.

En fait, l'octroi d'allocations de chômage générales après 1984 a permis à un nombre de personnes de travailler pendant des périodes relativement longues, le plus souvent sous le régime des contrats

Les indemnités de licenciement en Espagne sont aujourd'hui les plus élevées d'Europe.

temporaires de six mois initialement, puis renouvelables pendant une durée maximale de trois ans, puis à un moment de chômage pour des périodes plus longues. C'est le cas particulièrement en Andalousie, en Estrémadure.

Mais des observateurs du marché du travail, le taux de chômage effectif, en tenant compte de l'emploi déguisé, se trouverait ramené à 10 % ou 12 %. Dans ces conditions, on comprend que le projet gouvernemental de porter de six mois à un an la durée du contrat temporaire, qui ouvre les droits aux allocations de chômage et sur lequel se fonde la fraude, provoque des réactions violentes des syndicats, l'UGT (socialiste) et la Commission ouvrière (communiste): ils affirment que les mesures préconisées par le ministre Solchaga vont réduire de 50 % les allocations en question et constituer «une atteinte directe aux droits sociaux des travailleurs».

DUALITÉ - En fait, le problème du chômage est celui du dualisme social, avec un phénomène de dualité du marché du travail qui se traduit, paradoxalement, par une protection excessive des travailleurs sous contrat à durée indéterminée, notamment avec la souplesse du régime des contrats temporaires. Les indemnités de licenciement en Espagne sont les plus élevées d'Europe, ce qui était justifié il y a dix ans lorsque les allocations de chômage étaient insuffisantes, mais n'est plus aujourd'hui après ajustement de ces allocations.

Ajoutons-y la rigidité du système d'indexation rétrospective des salaires, qui agit comme un cliquet face à une inflation supérieure à la moyenne de la CEE (5,8 % en 1991 contre 3,2 % pour les sept pays européens les plus performants), un dérapage généralisé des prix de détail protégé, c'est-à-dire dans la fonction publique, dont la productivité est mauvaise, et dans les services: les prix des caractères d'imprimerie ont littéralement bondi depuis trois ans. Dans ces conditions, il n'y a rien d'étonnant à voir la contagion d'instabilité se manifester, où les gains de productivité ne peuvent compenser des augmentations de salaires qui entraînent une perte de compétitivité après l'ajout d'une tentative l'année dernière.

Le résultat est que l'augmentation des coûts de production espagnols est depuis dix ans la plus forte d'Europe (5,9 % en 1991 contre 4,5 % pour les sept pays, et 5,1 % prévus en 1992 contre 3,2 %). Si on y ajoute la surévaluation de la peseta, on comprend que les exportateurs commencent à souffrir.

MOBILITÉ - Une autre préoccupation des pouvoirs publics est d'éliminer les barrières qui freinent la mobilité de la main-d'œuvre entre les entreprises, le secteur, la région et l'intérieur même de ces entités. Sous l'influence d'une philosophie corporatiste, les années 40 ont vu la mise en place d'une réglementation sociale très rigide - les *ordenanzas laborales* - qui repose sur un strict cloisonnement par métier et s'applique encore à un grand nombre d'entreprises, entre un quart et un

tiers, surtout petites et moyennes. Le système alourdit considérablement les coûts de production. Ajoutons que les bureaux de placement privés, si nombreux dans la CEE, sont interdits et que les services de l'agence publique pour l'emploi (INEM), surchargés par la gestion des allocations de chômage, ne peuvent véritablement jouer leur rôle.

INTENTES - D'une manière plus générale, le gouvernement veut s'attaquer au problème de la sous-évaluation imparfaite, conséquence de décisions conclues et adoptées par des organismes professionnels mis en place par une loi de 1943, du type de celui du régime de Vichy, les *colegios profesionales*, qui réglementent étroitement l'activité de leurs membres et disposent de larges pouvoirs pour la fixation de prix minimaux, notamment dans la médecine privée, l'entretien du bâtiment, l'édition, l'assurance, etc. Certes, un tribunal de la concurrence, institué par une loi de 1989, a-t-il commencé à sévir, mais le chemin est dur à parcourir.

Travailler mieux, être productif, mettre fin aux abus, réduire les frais, faire quelques sacrifices: c'est un langage familier dans la bouche des dirigeants qui veulent réformer la barre.

L'ennui, c'est qu'aujourd'hui, en Espagne, il est devenu très dif-

ficile à un gouvernement de prêcher la rigueur. La folle prospérité de ces dernières années et l'argent facile ont multiplié les affaires de corruption, qui s'étendent dans la presse avec une cruauté et un luxe de détails inconnus en France. Un scandale comme *Tiempo* révéla tout ou presque: les spéculations, les commissions, les faveurs. On a vu même le scandale de la RENFE (les chemins de fer), celui du frère du ministre Guerra et celui de l'Industria Ibercorp qui a touché la prestigieuse Banque d'Espagne au point d'être nommé son président, le fils respecté Mario Barja.

Ce paysage politique de l'Espagne est-il beaucoup moins décomposé que celui de la France, sans alternance véritable à court terme? L'atmosphère du pays paraît, parfois, être délétère, le spectacle offert aux masses laborieuses de l'enrichissement rapide d'une petite minorité d'hommes de main à provoquer un sursaut de vertu nationale. C'est dommage: l'Espagne a besoin des chemins de Maastricht, mais ce qui lui manque le plus, c'est un consensus à une réforme politique. Peut-être, dans les prochaines élections, aura-t-elle de nouvelles élections, mais rien n'est certain.

François Renard

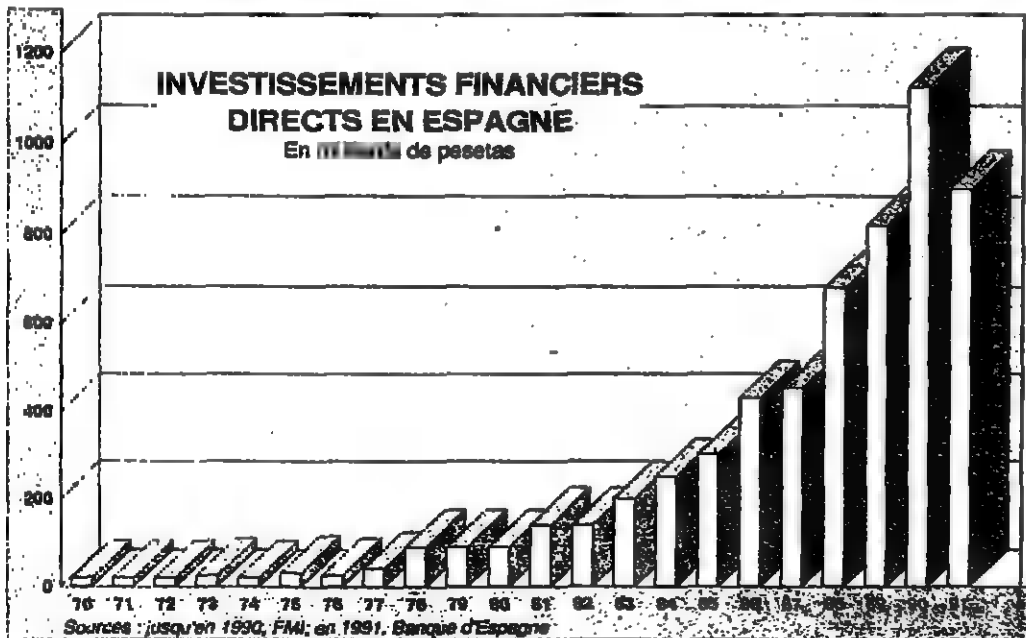
Le reflux des investissements étrangers

L'économie espagnole a été littéralement dopée par les investissements directs étrangers, dont l'afflux, surtout au début des années 80, a été considérable. À partir de 1986, progressant de 45 % par an jusqu'en 1990, au point de représenter 2,3 % du produit intérieur brut, l'Espagne se plaçant au quatrième rang mondial pour le volume des investissements étrangers. Mais l'année 1991 a été

capable de réduire le déficit commercial.

En 1991, l'Espagne a subi un choc, l'arrivée de capitaux étrangers directs, qui depuis le milieu des années 80, ont pris le relais du commerce extérieur comme moteur du développement des entreprises dans les pays industrialisés, surtout lorsque ceux-ci disposent d'outils spécifiques qui attirent les inves-

tissements étrangers, mais à une plus grande prudence des entreprises étrangères dans un contexte de stagnation de l'activité économique mondiale. Ce recul s'explique davantage par une forte augmentation des déséquilibres que par une diminution des investissements étrangers: le repli de 1,2 % seulement. On note néanmoins une certaine saturation



marquée par un recul de 16,3 % de ces investissements, comme le signale François Barbier, de la direction des études économiques de la BNP.

Les raisons qui ont entraîné cet afflux d'investissements étrangers sont multiples. Au départ, on trouve la volonté du gouvernement espagnol de les attirer par une généreuse politique de subventions et d'avantages fiscaux.

L'objectif, d'abord, de combler une partie du déficit de la balance des paiements courants, conséquence de l'explosion du déficit commercial qui avait entraîné la suppression des barrières douanières dans un pays habitué au protectionnisme depuis la guerre et soumis aux pénuries de la crise économique européenne. Depuis son adhésion à la Communauté économique européenne en juin 1980, il lui paraissait indispensable de créer les conditions d'une

ouverture des exportations européennes. D'autre part, la modernisation des infrastructures, au moins, et le développement de la main-d'œuvre, conjugués avec la jeunesse relative de la population, ont attiré comme des aimants les investisseurs étrangers.

Si on y ajoute une déréglementation rapide, qui n'a permis l'autorisation que les prises de participation supérieures à 50 %, et l'absence de la peseta dans le système monétaire européen, qui a limité le risque de change, on comprend mieux les conditions d'une pénétration massive des investissements de l'étranger, qui aujourd'hui représentent 30 % du capital des entreprises du pays. L'Europe naturellement s'est taillé la part du lion: 78 % des flux, dont 20 % pour la France, premier voisin.

François Barbier, la diminution des investissements directs en 1991 ne semble pas

être imputable à la situation économique espagnole, mais à une plus grande prudence des entreprises étrangères dans un contexte de stagnation de l'activité économique mondiale. Ce recul s'explique davantage par une forte augmentation des déséquilibres que par une diminution des investissements étrangers: le repli de 1,2 % seulement. On note néanmoins une certaine saturation

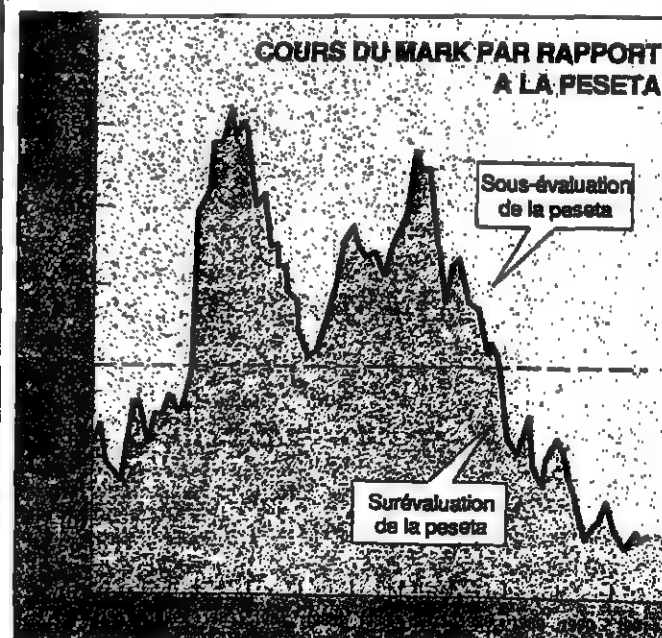
des investissements étrangers en Espagne ne semble pas vraiment envisageable dans les années qui suivent, surtout dans les secteurs de pointe, par les entreprises espagnoles pour encourager la création d'entreprises. Mais la montée des coûts salariaux commence à faire réfléchir plus d'un investisseur étranger.

F. R.

La peseta monnaie surévaluée

Si la peseta figure en tête du système monétaire européen pratiquement depuis qu'elle y est entrée en octobre 1989, ce n'est certainement pas en raison de ses performances de l'Espagne en matière d'inflation, de budget et de commerce extérieur, fort médiocres. La politique de l'Union européenne - entre 11 % et 12 %, les plus élevées d'Europe après le Portugal - conduite par

la Banque centrale européenne, ne permet pas de dévaluer la monnaie pour préparer l'entrée dans l'Europe de 1993. Une dévaluation de la peseta ne pourrait être effectuée que si la Banque d'Espagne lui faisait perdre fortement les gains d'intérêt. Sinon les capitaux étrangers à court terme continueraient d'affluer dans le pays, où leur rémunération est plus élevée qu'ailleurs, pour



la Banque centrale européenne, ne permet pas de dévaluer la monnaie pour préparer l'entrée dans l'Europe de 1993. Une dévaluation de la peseta ne pourrait être effectuée que si la Banque d'Espagne lui faisait perdre fortement les gains d'intérêt. Sinon les capitaux étrangers à court terme continueraient d'affluer dans le pays, où leur rémunération est plus élevée qu'ailleurs, pour

la Banque centrale européenne, ne permet pas de dévaluer la monnaie pour préparer l'entrée dans l'Europe de 1993. Une dévaluation de la peseta ne pourrait être effectuée que si la Banque d'Espagne lui faisait perdre fortement les gains d'intérêt. Sinon les capitaux étrangers à court terme continueraient d'affluer dans le pays, où leur rémunération est plus élevée qu'ailleurs, pour

Cette dernière, selon les estimations de la BNP, qui utilise la compensation du pouvoir d'achat des différentes monnaies (PPA), est actuellement surévaluée d'au moins 12 % vis-à-vis du franc allemand, du franc français, du florin néerlandais et du franc belge, ses monnaies fortes du système monétaire européen.

Certains économistes considèrent même que cette surévaluation s'élève à 20 % à 25 %.

Une telle surévaluation, si elle a pour effet d'augmenter le prix des importations, ne contribue pas à la lutte contre l'inflation, commence à gêner sérieusement les exportateurs de la péninsule ibérique. Si l'Espagne n'y prend pas le relais, son inflation dans un délai raisonnable,

F. R.

Le rêve californien des Andalous

La plus grande et la plus pauvre région d'Espagne, patrie de Felipe Gonzalez, a bénéficié avec l'Expo d'un formidable coup de pouce. Aujourd'hui désenclavée, dotée d'un parc technologique tout neuf, elle sait qu'il lui faudra, dans six mois, se trouver une vocation



SÉVILLE
de notre envoyé spécial

L'ANDALOUSIE rêve, sans y croire vraiment, de devenir la Californie et de transformer la vallée du Guadalquivir en Silicon Valley. Mais après tout, pourquoi ne pourrait-on pas rêver ? Les atouts de la plus vaste (87 000 km²) et de la plus peuplée (7,1 millions d'habitants) des régions d'Espagne ne manquent pas, même si elle a été trop longtemps délaissée et oubliée dans les tréfonds de la péninsule. Trait d'union entre l'Afrique et l'Europe, porte du monde arabe et de la Méditerranée, jouissant d'un climat exceptionnel, de bonnes terres, le socle de l'Espagne est en train de considérablement renforcer son potentiel pour l'avenir.

L'exposition universelle n'est pas tout. Le décollage avait déjà commencé. Le choix de Séville pour cet événement sera néanmoins un énorme coup de pouce au développement, le prétexte à une vaste opération d'aménagement du territoire qui va enfin permettre à l'Andalousie de sortir de son isolement.

Les infrastructures réalisées sont colossales : une ligne TGV avec Madrid ; un peu plus de 1 000 kilomètres d'autoroute, dont la connexion avec la capitale ; un aéroport international à Séville ; la modernisation de celui de Malaga, qui double sa capacité ; un autre en construction à Jaen et la modernisation de celui de Grenade ; un système de télécommunications ultra-moderne avec fibres optiques ; un périmètre autour de Séville ; 20 000 places d'hôtel ; des milliers de logements ; la modernisation du réseau électrique. On pourrait continuer. En quelques années,

cette région s'est dotée d'un outil de travail dont la réalisation aurait demandé plusieurs décennies s'il n'y avait pas eu l'Expo. « Cette feria de six mois », comme l'a appelée un Sévillan, a été un catalyseur. Un objectif qui a drainé, en l'espace de cinq ans, plus de 800 milliards de pesetas (43 milliards de francs) pour mettre ce morceau d'Espagne arrière sur le marché-pied de l'Europe. L'Expo elle-même n'a qu'un budget de 202 milliards de pesetas (10,9 milliards de francs), ce qui fait dire aux défenseurs de cette manifestation qu'une peseta sur cinq seulement est exclusivement consacrée à l'aménagement du site de l'île de la Cartuja, sur laquelle, il y a quelques années, il n'y avait strictement rien sinon des oliviers, des chèvres et un monastère en ruine.

Aujourd'hui, ces 450 hectares, dont 215 sont occupés par l'Expo, sont devenus un condensé de haute technologie, un raccourci de modernité qui, à l'avenir, pourra servir de tête de pont au développement puisque les courroies de transmission avec l'Espagne et le reste du monde existent désormais. Mais nous n'en sommes pas encore au temps de l'après-Expo. D'ailleurs, les opinions sont fluctuantes sur le devenir du site, et le projet Cartuja 93 n'en est qu'au stade de brouillon.

BOULEVERSEMENT • Pour l'instant, la métamorphose est impressionnante pour qui a connu l'Andalousie et Séville il y a plus de vingt ans. Un bouleversement gigantesque qui s'est amorcé vers le milieu des années 80 et plus particulièrement à la suite de l'adhésion de l'Espagne au Marché commun, en 1986. En

tant que région défavorisée (« le Monde de l'économie » du 10 mars), l'Andalousie a absorbé entre 1986 et 1989 le tiers des aides communautaires destinées à l'Espagne, soit 107 milliards de pesetas (5,7 milliards de francs). Pour la période 1989-1993, les fonds structurels seront presque quadruplés, soit 360 milliards de pesetas (19,5 milliards de francs). De plus, le gouvernement central a mis le paquet en faveur de cette région dont est originaire le président du gouvernement, Felipe Gonzalez. L'Andalousie a absorbé le quart des transferts de fonds du FCI (Fonds de compensation interterritoriale) et le quart des projets au titre de la loi sur les aides régionales de 1985.

Réaliser une exposition universelle à Séville était, au départ, qu'on le veuille ou non, une véritable gageure. Cette ville de 700 000 habitants, endormie, pétrifiée par la chaleur, n'aspirait qu'à poursuivre son existence tranquille sur les rives du Guadalquivir. Un véritable défi que le gouvernement central a entrepris de relever et dont les socialistes ne profiteront pas totalement, puisqu'ils se sont vu ravir la mairie l'an dernier par le candidat du Parti andalou, Alejandro Rojas Marcos. L'Andalousie encore et toujours socialiste sera donc privée du cadeau final puisque c'est un autre qui en profite. Qu'importe, aux dires des responsables socialistes de la Junte, le gouvernement local.

Depuis le référendum de 1981, l'Andalousie a en effet été dotée d'un statut d'autonomie qui lui a permis de prendre en mains une grande partie de sa destinée. Ce facteur a joué un rôle non négligeable dans son développement, puisque toute

une région a alors pris conscience de son existence, de son originalité, de ses capacités. Aujourd'hui encore, le taux de croissance est supérieur au taux national, et le budget en 1991 était le plus élevé de toutes les communautés après celui de l'Etat. Il est vrai que le retard était énorme. Mais le boom a cependant ses limites. La croissance du PIB a chuté, passant de 5,2 % en 1989 à 2,6 % l'an dernier. Outre la conjoncture mondiale, le fléchissement de l'économie s'est produit parce que la période des grands travaux touchait à sa fin.

Le secteur de la construction a été le moteur du développement. Aujourd'hui, les chantiers ferment. La fête commence et les ouvriers retournent aux champs. 20 000 travailleurs ont été employés sur le site de Cartuja. Vont-ils se recaser ? Le taux de chômage reste malgré tout beaucoup plus élevé que la moyenne nationale puisqu'il a été de 22,3 % en 1991. L'euphorie n'est pas éternelle, mais à Séville chacun sait qu'il va désormais falloir revenir à une certaine réalité.

FRAISES • L'Expo passée, ce sera le creux de la vague, le retour à la norme. Si, en dix ans, la structure économique s'est considérablement modifiée, comment parvenir à cette modification ? L'in-

dustrie reste peu développée : s'il y a 200 000 entreprises en Andalousie, 97 % d'entre elles ont moins de cinquante employés. L'économie reste dominée par le tertiaire (particulièrement par le tourisme) ainsi que par l'agriculture. Ce dernier secteur a certes su se dynamiser et s'adapter : un quart de la production agricole andalouse est aujourd'hui constituée par des primeurs - notamment les fraises de Huelva (94 millions de kilos exportés en 1991), - qui envahissent les marchés européens.

Il reste que les terres sont toujours aux mains des grands propriétaires (3 % des exploitations possèdent 70 % des terres cultivées), utilisant une main-d'œuvre fluctuante soumise aux aléas des récoltes. Les fameux journaliers, les cueilleurs d'oranges et de coton qui ont tissé la légende du syndicalisme paysan de Marineda existent toujours, bien que nettement moins nombreux. La réforme agraire a échoué, et cette région, qui aspire à être le « potager de l'Europe », est loin d'avoir terminé sa mutation. La commercialisation est aux mains des sociétés étrangères, et l'industrie agroalimentaire reste à créer pour transformer sur place des produits qui à 80 % sont exportés à l'étranger.

En dépit des progrès réalisés, il reste encore beaucoup à faire en Andalousie pour hisser cette région au niveau européen. Le PIB par habitant ne représente encore que 70 % de la moyenne nationale et 55 % de celui des autres pays de la Communauté européenne. L'Estrémadure et l'Andalousie demeurent les deux provinces autonomes les plus en retard. Les répercussions de

l'Expo ne se font notamment guère sentir dans l'Est andalou, laissé un peu à l'écart de l'agitation sévillane. Il faudra donc beaucoup plus que cet événement pour que la progression se poursuive, même si l'on est parti d'un bon pas.

JOYAU • La Confédération des entrepreneurs andalous (CEA) a compris que l'Expo était une occasion unique pour inciter les sociétés espagnoles et étrangères à investir chez eux. Une chance historique qui ne se reproduira pas de sitôt. C'est pourquoi, explique Antonio Carrillo Alcalá, directeur général de la CEA, l'Expo doit aussi être « une rencontre économique, une opportunité pour établir des relations pour le futur, car le monde ne va pas s'arrêter avec l'Expo ». Des rencontres, des colloques, des échanges sont prévus avec des investisseurs potentiels du monde entier. Ensuite, que faire de cet outil, l'île de la Cartuja, ce joyau de technologie ?

Au départ, le projet Cartuja 93, dit projet Pinta, prévoyait de faire de l'île exclusivement une technopole de recherche et de développement. Ce projet a déjà été modifié à la suite d'une proposition du maire de créer un parc technologique, culturel et ludique. Les patrons réclament de leur côté plus de flexibilité et la possibilité d'exercer certaines activités économiques, et peut-être d'installer des sièges sociaux. « Il faut être très pratique », répète Antonio Carrillo, pour qui Séville peut être « une plate-forme commerciale vers le nord de l'Afrique, un pôle de sociétés sur la Méditerranée ».

Michel Bole-Richard

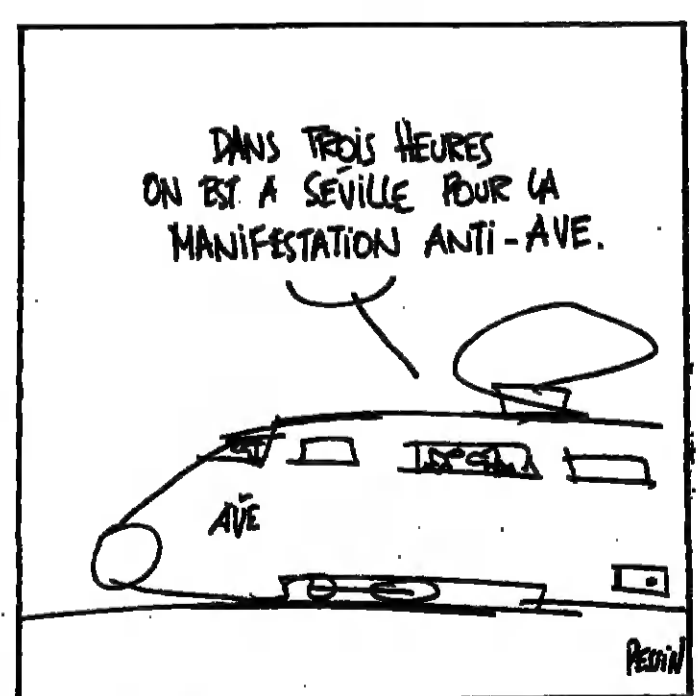
Un train à grande dépense

Prouesse technique, la ligne à grande vitesse Madrid-Séville, achevée pour l'ouverture de l'Exposition universelle, est très contestée. Il est vrai que la construction a dépassé de 70 % le coût prévu

SÉVILLE
de notre envoyé spécial

JOSÉ BORRELL, le ministre des travaux publics et des transports, était aux anges. C'était le 23 mars. Pour la première fois, il pouvait montrer à la presse l'un des fleurons de « l'année espagnole », l'AVE (alta velocidad española) qui à partir du 20 avril va couvrir en deux heures et cinquante minutes les 471 kilomètres de Madrid à Séville. Dans les couloirs de la rame, blanche avec un liseré bleu, il explique, ravi, le bien-fondé de cet investissement. La présidente de RENFE (les chemins de fer espagnols), Mercè Sala, qui l'accompagne a oublié ses propres critiques sur le projet qualifié autrefois « d'erreur de planification ».

Sur les écrans vidéo qui équipent toutes les voitures, la voie ferrée défile avec, en surimpression, le compteur de vitesse dont l'aiguille musarde autour des 250 km/h, avec de temps à autre des pointes à 300. C'est à peine si l'on peut apercevoir les tentes de campagne des quelque 3 500 soldats qui veillent sur cette ligne, dont l'ETA a fait un objectif prioritaire. Le musée rond de l'AVE, indifférent à ces menaces, fend les étendues d'oliviers. Le parcours a gagné une centaine de kilomètres sur la ligne ancienne, qu'il fallait de toute façon doubler, selon José Borrell. Alors autant le faire avec ce qu'il y a de mieux dans ce domaine, en l'occurrence la technologie française... Paris a-t-il fait pression sur Madrid pour vendre son TGV ? « Tous les gouvernements font pression pour qu'on achète leurs produits », fait-il remarquer, tout en constatant : « C'est cher mais ça vaut la peine ».



dans le délai imparti (quatre ans et demi) alors qu'il s'agissait du deuxième chantier d'Europe par la taille, après le tunnel sous la Manche. Il a fallu construire 31 viaducs d'une longueur totale de près de 10 kilomètres et 17 tunnels de presque 16 kilomètres en tout. De nouvelles gares ont été édifiées sur le parcours, mais aussi à Séville et à Madrid, où celle d'Atocha a été transformée en jardin tropical de 2 000 mètres carrés.

Mais cet « avion qui vole au ras du sol », comme dit José Borrell, est aussi « un vecteur d'ordonnement de l'espace et d'ouverture vers de nouvelles lignes de développement économique ». La ligne Madrid-Séville est un choix politique, justifié non seulement par l'Exposition universelle de 1992 mais par une volonté de désenclaver l'Andalousie et de favoriser son décollage économique. Les détracteurs, et ils sont nombreux,

de cette réalisation « pharaonique » pensent qu'il aurait été plus judicieux de construire une ligne entre Madrid et Barcelone, qui aurait été plus rentable et plus facile à connecter au réseau européen. Les défenseurs du choix gouvernemental répondent que la liaison Madrid-Barcelone sera la priorité en 1993 alors que, dans le cas inverse, celle avec Séville ne se serait pas faite avant longtemps et peut-être jamais.

DÉMÉSURE • Reste le coût de l'opération. Comme dit José Borrell, « on a mis le paquet » : au moins 448 milliards de pesetas (24 milliards de francs). Un dépensement de 70 % par rapport au budget initial (262 milliards de pesetas) adopté par le conseil des ministres de juillet 1989. Les opposants parlent de « démesure, prétention, sacrifice inutile, péché d'orgueil, opération de prestige ». La RENFE a d'ailleurs réduit de 24 à

16 le nombre de rames (dont quatre de secours). Les quatre premières sont entièrement françaises, pour les quatre suivantes, les moteurs seuls sont fabriqués par Alsthom, tandis que les huit dernières seront totalement espagnoles, construites sous licence.

La dimension « européenne » de la voie, plus étroite que celles d'Espagne, est un argument supplémentaire pour les opposants. Ce train à grande vitesse est, disent-ils, une sorte de bijou d'apparat inutilisable sur le reste du réseau, voire à l'étranger car le courant employé n'est pas le même qu'en France.

N'aurait-il pas mieux valu moderniser le reste du réseau ? L'hebdomadaire *Cambio 16* a calculé qu'avec 500 milliards de pesetas, on aurait pu notamment accueillir trois fois les Jeux olympiques ou construire 76 universités. La ligne Madrid-Séville n'a pas vocation à être une île », répond la présidente de RENFE et l'on ne négligera pas les 12 700 autres kilomètres de voies ferrées. Mais comment ? Les pertes de la compagnie nationale ont atteint en 1991 le niveau historique de 250 milliards de pesetas ? Les autorités comptent secrètement sur l'aide européenne et peut-être sur la privatisation de certaines lignes.

L'avenir seul dira si le choix a été bon et surtout si la rentabilité commerciale sera au rendez-vous, passée l'affluence de l'Exposition universelle. Erreurs de planification et excès de précipitation ont considérablement alourdi le coût de la réalisation : tout devait être prêt pour l'Expo. Selon la classe et l'horaire choisi, le prix va de 6 000 pesetas (320 francs) à 16 500 pesetas (890 francs) pour un aller simple. La RENFE a prévu 1 600 000 voyageurs cette année et 3 600 000 l'an prochain, ce qui, selon sa direction commerciale, ferait de l'AVE une opération rentable dès le début.

M. B.-R.

La Méditerranée à reconstruire

La prise de Gibraltar par les troupes anglaises, en 1704, n'est pas de ces dates qu'on retient. Pourtant, elle met fin à l'autonomie économique méditerranéenne, qui durait depuis l'aube des civilisations. En perdant la maîtrise des échanges intraméditerranéens, les villes et les régions côtières de la mer intérieure ont entamé un déclin relatif, au profit des Etats-nations en cours de constitution au nord. C'est ainsi que la Méditerranée a manqué son passage à l'économie industrielle, fondée sur le système fer/houille/vapeur. Mais le XX^e siècle lui offrit peut-être sa revanche, avec l'avènement d'une économie fondée non plus sur la transformation, mais sur l'information et la communication, plus propre au génie méditerranéen...

C'est sur ces accents braudéliens que s'ouvre l'ouvrage collectif intitulé *La Méditerranée économique*. Ce « premier rapport général sur la situation des rivières au début des années 90 » (1) a l'immense mérite de s'être emparé d'un thème mythique pour en dresser un état des lieux *hic et nunc*. Qu'est-ce au juste que la Méditerranée aujourd'hui ? La tentative d'universitaires de plusieurs pays riverains qui ont travaillé sous la direction de Jean-Louis Reiffers, doyen honoraire de la faculté des sciences économiques de l'université d'Alb-Marseille II, se sont efforcées de répondre d'une façon à la fois dynamique et synthétique à cette question.

Question rien moins que théorique, d'ailleurs. La population du bassin méditerranéen passera entre 1990 et 2010 de 386 millions à 491 millions. La part des pays de la CEE (Espagne, Italie, France, Grèce) dans ce total en expansion tombe sur la même période de 42 % à 34 %. « En l'absence d'un fort développement économique de la rive sud, les pays des régions de la rive nord

seront confrontés à une pression migratoire qui ira en s'accroissant. (...) Quand on connaît la difficulté qu'ont les premiers à accueillir actuellement des flux annuels compris entre 0,01 % et 0,4 % de leur population (...), on perçoit la dimension du problème », écrivent les auteurs, avant d'ajouter que, « à l'échelle de l'histoire, c'est pourtant un problème de réajustement court terme puisqu'il ne concernera dans sa phase aiguë que les dix ou quinze prochaines années ».

Il faut saluer en outre des contributions originales sur la notion d'entrepreneur dans le monde méditerranéen et les rapports qu'entretiennent les religions (catholisme et islam) avec le développement économique. La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à des monographies. Etudes régionales pour les pays de la Méditerranée du Nord (Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte d'Azur en France, Catalogne, Valence, Murcie et Andalousie en Espagne), études par pays pour le reste du bassin. Les synthèses sur les pays de la rive sud et de la Méditerranée orientale sont bienvenues : les informations sur des pays comme la Libye, la Syrie, le Liban, voire Israël et l'Égypte sont habituellement rares et éparpillées.

On pourrait reprocher à l'ouvrage d'évacuer un peu vite le contexte politique. L'article sur l'Algérie, écrit évidemment avant les tout derniers événements, ne mentionne même pas l'agitation islamiste et fait preuve d'un optimisme peut-être excessif quand il conclut que ce pays « constituera dans les années qui viennent un véritable laboratoire des politiques de libéralisation ».

Sophie Gherardi

(1) Rapport rédigé par Chedly Ayari, André Cartapanis, Xavier Greffe, Jean-Louis Reiffers, Economica, 1992, 586 pages, 290 F.

P E R S P E C T I V E S

REPORTAGE

L'île Maurice, ou la rançon du succès

La rapidité de son développement économique, grâce aux réussites de sa zone franche, oblige cette petite île de l'océan Indien à accélérer la métamorphose de son industrie, jusqu'ici largement textile, pour rester performante

PORT-LOUIS
de notre envoyé spécial

L'île était une fois, au cœur de l'océan Indien, une île en proie au chômage, à la misère. Dix ans plus tard, Maurice affiche une bonne santé peu commune en ces temps de récession. Rarement guérison aura été si rapide et spectaculaire. Mais sur cette terre de cyclones, où frappe l'imprévu, on sait la fragilité du bonheur. Le destin de l'île avait basculé sur un coup de poker : la relance de la zone franche, qui végétait depuis sa création, en 1970. Avec réalisme, Maurice s'était administré le traitement draconien prescrit en 1982 par le FMI. Puis, la reprise mondiale étant au rendez-vous, l'île s'est exploitée deux atouts maîtres : son appartenance à la convention de Lomé, qui ouvre à ses produits un libre accès, sans quotas ni droits de douane, au marché européen ; et la modestie de ses coûts salariaux, à l'époque quatre fois moindres qu'à Taïwan ou à Singapour.

BOOM • Aujourd'hui, après avoir caracolé autour de 7 % pendant les années du boom (1984-1988), la croissance de Maurice reste enviable : 4,3 % en 1991. Le revenu par tête avoisine 2 500 dollars (15 000 francs environ) ; les réserves en devises équivalent à six mois d'importations ; le déficit budgétaire dépasse à peine 2 % du PIB ; le service de la dette est modique ; l'épargne progresse, quoique lentement. Maurice est en passe de compter son inflation, rançon de sa fulgurante réussite industrielle : réduite de 13,5 % en 1990 à 7 % l'an dernier, elle devrait revenir à 5 % en juin 1992. Sous l'effet conjugué de mesures monétaires, fiscales et douanières.

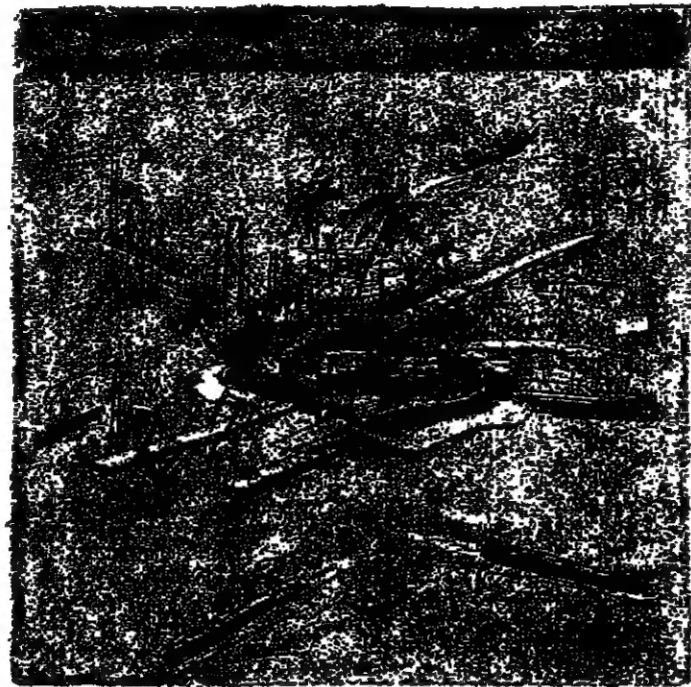
Surtout, le pays a vaincu son vieux mal, le chômage. Se souvient-on du temps où des centaines de jeunes se pressaient chaque matin devant le bureau du premier ministre, leur carte de chômage à la main, en quête d'une tâche de journalier ? Avec un taux de chômage nominal de 2,3 %, l'île possède désormais un rare privilège, le sur-emploi. Elle est contrainte d'importer de la main-d'œuvre. Selon Cassam Uteem, ministre de l'Industrie, entre 3 000 et 5 000 étrangers – en majorité Chinois, Indiens et Sri-Lankais – travaillent à Maurice, notamment dans le textile et la construction.

La flambée des salaires de la main-d'œuvre mauricienne, devenue rare, donc chère, fut le principal levain de l'inflation. La hausse des coûts entraîna un inéluctable déclin de la productivité, accentué par un fort absentéisme – 10 à 15 % – en particulier après le repos dominical. Ce qu'on appelle ici joliment « faire le lundi cordonnier ». La main-d'œuvre coûte maintenant deux à trois fois plus cher à Maurice qu'en Thaïlande et – en nombre d'heures – un salaire de l'industrie y travaille nettement moins qu'en Malaisie ou aux Philippines.

La flambée des salaires de la main-d'œuvre mauricienne, devenue rare, donc chère, fut le principal levain de l'inflation. La hausse des coûts entraîna un inéluctable déclin de la productivité, accentué par un fort absentéisme – 10 à 15 % – en particulier après le repos dominical. Ce qu'on appelle ici joliment « faire le lundi cordonnier ». La main-d'œuvre coûte maintenant deux à trois fois plus cher à Maurice qu'en Thaïlande et – en nombre d'heures – un salaire de l'industrie y travaille nettement moins qu'en Malaisie ou aux Philippines.

« Tout est allé trop vite », note Jean-Claude de L'Estrac, ministre du plan. La rapidité et l'ampleur du succès ont dépassé nos espérances. Le choix stratégique initial était bon : fabriquer des produits bas de gamme, avec une technologie simple et une main-d'œuvre à bon marché. Il y avait alors une dizaine de zones franches dans le monde. Il y en a aujourd'hui cent quarante. Notre avantage comparatif n'est plus le même. Notre industrie doit donc franchir une nouvelle étape.

DIVERSIFIER • Former une main-d'œuvre mobile et très qualifiée, diversifier les activités de la zone franche, doter l'industrie d'une haute technologie qui dégage une forte valeur ajoutée : tels sont les nouveaux mots d'ordre mauriciens. « On met le paquet », souligne Ramakrishna Sithanen, ministre des finances. Les dépenses d'éducation sont en hausse sensible (13 % du budget) ; un nouvel investissement sur cinq seulement concerne le sec-



Le textile, qui ne regroupe plus que deux entreprises sur trois.

teur textile, qui ne regroupe plus que deux entreprises sur trois. La zone franche, disséminée dans l'île, compte quelque six cents entreprises (dont cinquante françaises) employant près de cent mille personnes. Les Mauriciens, qui eurent la sagesse « patriotique » d'investir les revenus du sucre dans l'industrie locale, contrôlent plus de la moitié de la zone franche. Les Chinois de Hongkong, qui trouvent ici une terre d'accueil pour leurs capitaux, restent – de loin – les premiers investisseurs étrangers (22 % du total), devant la France (11 %), même s'ils s'interrogent sur un possible démantèlement de l'Accord multilatéral (lire ci-contre), qui pourrait faire perdre à Maurice l'un de ses atouts.

Car c'est l'existence de quotas d'importation en Europe pour les produits textiles du Sud-Est asiatique, fixés dans le cadre de l'accord, qui a poussé les industriels de cette région à transiter par Maurice – elle est libre de tout quota – et à s'y

implanter. Pour un investisseur, l'île conserve cependant plus d'un atout : la stabilité politique, la bonne rentabilité de ses entreprises, son accès privilégié au marché des Douze, la qualité des infrastructures et de l'accueil. Maurice espère maintenant attirer des entreprises européennes d'un nouveau genre. « L'informaticien allemand manque de main-d'œuvre pour fabriquer ses microprocesseurs », note Cassam Uteem. Pourquoi n'implanterait-elle pas des usines chez nous ?

« Maurice, c'est la canne, l'hôtel et la bonneterie. » Ce vieil adage local demeure juste, si l'agriculture n'est plus que l'arrière-pensée de la politique. Le sucre reste la principale richesse nationale. Mais son industrie, pour la première fois en 1991, subit un léger recul, à cause de la sécheresse et d'un déclin des profits, dû – là aussi – à la hausse des coûts salariaux. Sur les dix-neuf domaines sucriers, quatre ou cinq ne sont plus rentables. Maurice craint, en outre,

que la réforme de la politique agricole commune des Douze n'entraîne une baisse des prix d'achat du sucre.

AMBITION RÉGIONALE • Le tourisme exige aussi rigueur et vigilance. Le parc hôtelier s'est trop accru, récemment, par rapport à la demande et aux capacités de transport aérien. Choisis par 300 000 touristes en 1991 – dont 40 % venus d'Europe – Maurice reste une destination chère, en quête de nouveaux marchés. Ses charmes tropicaux suffiront-ils toujours à « faire la différence », face à des rivaux au meilleur rapport qualité-prix ?

L'île nourrit, à moyen terme, une autre ambition : devenir un centre financier régional. Pour l'instant, son centre bancaire « offshore » – et l'un des rares francophones – abrite sept grandes banques internationales. Etant donnée la concurrence dans ce domaine, Maurice a « ciblé » son marché – l'océan Indien, de l'Afrique du Sud post-apartheid à l'Australie – et ses produits financiers (en premier lieu, la gestion des portefeuilles et des navires).

Des rivages d'une île, le regard porte loin. Sa situation géographique favorable, l'exigence de son marché intérieur et l'extraversion de son économie ne laissent à Maurice d'autre choix que d'être, résolument, citoyenne du monde. Et d'abord, mieux intégrée dans sa région, dont elle se voit déjà une pourvoyeuse en cadres et en savoir-faire. Aussi souhaite-t-elle l'élargissement à quelques grands pays riverains – Australie et Inde notamment – du principal organisme régional, la Commission de l'océan Indien, au dépens de la France qui y tient pour l'instant le premier rôle par son entente avec la Réunion.

Dans l'immédiat, Maurice guette la relance de l'économie mondiale, en espérant continuer, quant à elle, d'échapper à la récession. On peut croire le premier ministre, Anerood Jugnauth, lorsqu'il affirme, en souriant : « Le bonheur des autres fait aussi notre bonheur. »

Jean-Pierre Langellier

Les avatars de l'Accord multifibres

Mercredi 22 avril, le président George Bush reçoit le président de la Commission de Bruxelles Jacques Delors. À l'ordre du jour, de nouvelles tractations sur l'Accord général sur les tarifs et le commerce (GATT), dont les industriels français du textile et de l'habillement redoutent de faire les frais, en perdant ce qui reste des « avantages acquis » de l'Accord multifibres (AMF) sans contrepartie.

Non que l'AMF n'ait que des qualités. Inspiré des accords de Lancaster House de 1947 – limitant les exportations vers la Grande-Bretagne de produits textiles de Hongkong – il est vite apparu comme l'indispensable – et paradoxal – contrepoids à la progressive libération des échanges. Au contingentement des importations désormais prohibé, allait succéder la... limitation volontaire des exportations. Dès 1961, est signé un premier accord sur les produits en coton. S'y ajoutent par la suite la laine, le synthétique et les fibres artificielles.

En 1974, le premier Accord multifibres est signé pour quatre ans : il autorise les signataires à déroger aux règles générales du GATT pour certaines productions textiles exportables. À l'expiration du 1^{er} accord, la seule des 12 nations qui n'a pas produit de textiles sont devenus encadrés par des quotas d'exportation. Pays par pays, product par produit : 180 États, 123 catégories, au centre de délicieuses tractations pour une armée d'ambassadeurs à Genève. L'accord favorable aux pays en développement de 1974 succédait celui – restrictif – de 1978, puis ceux – laxistes – de 1982 et 1988, dont l'échéance a été prorogée jusqu'au 31 décembre 1992.

Organisé, pourtant, le marché international ne l'est guère. Pour certains produits, – tee-shirts ou pull-overs, – le cumul des quotas autorisés excède la taille du marché. Pour d'autres, de multiples dérogations abouissent au même effet : un pays aux exportations plafonnées pour tel vêtement, peut demander à « anticiper » son quota de l'année suivante. Ou à « transférer » ses excédents sur un produit déficitaire.

La convention de Lomé autorise certains pays pauvres d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique de tout quota ou droit de douane dans l'Europe des Douze. Bruxelles, enfin, a conclu des arrangements préférentiels avec certains pays méditerranéens, comme le Maroc ou la Tunisie. A ces régimes d'exception il faut ajouter le « trafic de perfectionnement passif » (TPP) qui exonère de certains droits de douane les produits réalisés avec des tissus du pays importateur. Ces multiples dérogations facilitent tous les détournements, toutes les métamorphoses des vêtements produits dans le Sud-Est asiatique en articles made in Europe.

Aussi, quand, à la surprise générale, il fut décidé, en 1985, d'inscrire à l'ordre du jour de la fameuse négociation de l'Uruguay Round la réintégration du textile dans le cadre général du GATT, les Européens dirent « banco ». A condition que cette réintégration s'accompagne de mesures contre le dumping ou le contrefaçon. Des mesures dont les industriels français redoutent l'abandon par Jacques Delors dans le grand marchandage du 22 avril.

P.-A. G.

Afro Disney

Suite de la page 17

Comment ne pas penser, malgré les 38° à l'ombre, que le baptême extravagant de ce futur palace, reconstitution d'une cité préhistorique imaginaire, tenait aujourd'hui du sacre ? Celui de Sol Kerzner, pape des casinos sud-africains et seigneur du tourisme cinq étoiles. Un self-made man de légende qui parle sur « l'audace » de Frederik De Klerk et la « sagesse » de Nelson Mandela, vénère le « génie » de Walt Disney et annonce un débarquement en France. Sur le front des casinos. Inutile de rechercher, dans la presse sud-africaine, un portrait récent de Sol Kerzner. Ses mariages, ses déplacements en jet privé, ses projets immobiliers et les résultats financiers de ses sociétés sont largement commentés par les quotidiens nationaux, tout comme ses déclarations en faveur de l'ouverture politique et son ascension dans la liste des plus grandes fortunes du pays. Mais on ne décrit pas son parcours d'ancien pauvre, obstiné et gagnier, né en 1935 dans une famille d'immigrants russes. Cela fait partie de la légende Kerzner et colle parfaitement avec la silhouette trapue, le visage volontaire, la tenue de chef de chantier, et même ce jouet oriental dont il égrène sans relâche les perles d'or pour décharger, dit-on, une certaine anxiété.

« Redoutable », dit une journaliste sud-africaine. Magnifique et redoutable. Il a raison de tous les obstacles. Il persuade ou écrase, il achète ou séduit. Il rêve très fort et très cher. Mais cela s'avère rentable, et ses milliers d'employés, qu'il surpasse mais rudimente, rêvent au diapason. » Rêvent d'hôtels plus vastes encore, de casinos plus délavés, de cascades artificielles qui ont l'air de torrents, de volières

somptueuses, de charters de touristes et de nouveaux emplois. Kerzner assure en avoir créé près de cent mille depuis ce jour où il quitta le cabinet de comptable où il débutait pour se lancer dans l'hôtellerie. Attention : une hôtellerie de luxe dans laquelle il introduit les notions de loisirs et de jeux.

Il y aura un premier hôtel, modeste, qu'il transforme et revend. Un second, dans un village de pêcheurs devenu depuis une sorte de Saint-Tropez. Un troisième à Durban et puis bientôt une chaîne – Southern Sun – dont les revenus entre 1969, date de sa création, et 1983, date du désengagement de Sol Kerzner, passeront de 1,8 à 200 millions de francs. Le magnat, entre-temps, a découvert la rentabilité des tables de jeu et des machines à sous. Ce sont elles qui feront sa fortune et qui lui permettront de financer des rêves extravagants : Las Vegas au service de Disneyland.

Certes, la loi sud-africaine n'autorise pas le jeu, mais il en va différemment dans les bantoustans, ces territoires où Pretoria avait voulu reléguer la population noire. Opportuniste, Kerzner s'engouffre dans la brèche. La compagnie Sun International, qu'il crée en 1983, investit le créneau, associant casinos et hôtels de loisirs, piscines et machines à sous.

TAPIS ROUGE • Lorsque Kerzner débarque, conquérant et rusé, les gouvernements locaux sortent le tapis rouge. N'offre-t-il pas des centaines, voire des milliers d'emplois à des régions minées par le chômage ? N'est-il pas souvent prêt à prolonger les routes, compléter les installations d'eau et d'électricité, moderniser les aéroports délaissés par Pretoria ? Et ne propose-t-il pas de verser, outre

des taxes (qu'il négocie pied à pied), un tribut à la communauté ?

« C'est la philosophie Kerzner, et nos interlocuteurs ont parfaitement compris le parti qu'ils pouvaient en tirer », explique Stuart Shaw, le directeur du Carrousel, un hôtel-casino lancé à l'automne dernier au Bophuthatswana et qui se flatte de distribuer chaque jour sept cents repas gratuits à travers le pays. « Rien ne serait possible sans la coopération des autorités

« La pompe des casinos n'est intéressante que si elle sert à financer du rêve. »

Sol Kerzner

locales. Il faut donc leur donner des gages, rassurer les chefs, les princes, les anciens, leur faire comprendre que nos intérêts réciproques sont intimement liés. » Telle est la philosophie de la destination de l'ancien dirigeant du Transkei (autre bantoustane) àvalu à Kerzner une demande d'extradition formulée avec insistance auprès du gouvernement sud-africain par le nouveau leader, Bantu Holomisa.

Tout à la dévotion de leur patron, ses employés refusent de commenter les rumeurs du Transkei. Mais les hausses de l'épaule disent bien ce qu'ils en pensent : que l'on n'a rien sans rien, et qu'il faut négocier, palabrer, « associer ». L'Etat du Bophuthatswana n'est-il pas devenu, à égalité avec Sun International, l'un des principaux actionnaires de SunBop, la société qui contrôle une dizaine d'hôtels

situés sur son territoire ? Et ne parle-t-on pas de remises d'impôts aussi spectaculaires qu'arbitraires ?

PHILOSOPHIE • « Tous les gouvernements devraient faire preuve de la même lucidité que le gouvernement français en matière de tourisme », estime Sol Kerzner. « C'est bien grâce à une série de concessions qu'il a ravi Euro Disneyland à l'Espagne : des terrains à trente minutes de Paris cédés pour presque rien, des infrastructures ferroviaires et routières, des prêts avantageux, des réductions fiscales ! C'était se montrer visionnaire et cela vaudra à la France des milliers d'emplois, des millions de visiteurs, des milliards de devises. »

Le gouvernement du Bophuthatswana partage à l'évidence cette philosophie. Fier de la part croissante – et vitale ! – du secteur du tourisme dans son économie et satisfait des résultats de SunBop, dont les bénéfices, entre 1986 et 1991, ont affiché une progression annuelle de 44 %. « Kerzner est l'homme le plus incroyablement riche que j'aie jamais rencontré », nous déclare, reconnaissant, le président Mangope, au sortir du fameux baptême de la Cité perdue. Dernière folie de Kerzner (l'investissement dépasse 1,5 milliard de francs), qui prévoit d'entourer son palace de gigantesques cascades et d'une jungle de près d'un million d'arbres géants, « ce projet, poursuivait le président, attirera des touristes de tous les coins du monde. Et toute l'Afrique du Sud en profitera ! »

Sol Kerzner n'en doute pas qui a fait appel à des artisans et artistes du monde entier pour déifier l'imaginaire. Pourtant le « Disney sud-africain », comme le surnomment certains, a en tête d'autres plans. « Les portes s'ou-

vent, l'Afrique du Sud n'est plus peuplée. J'ai besoin d'autres défis, d'autres horizons... et quelques compensations à de vieilles frustrations. » Celles par exemple de n'avoir jamais pu mener à bien ses projets de développement à l'étranger, barrés inamoviblement – que ce soit en France, en Australie, à Atlantic City – par les autorités politiques des pays concernés.

Aujourd'hui, Kerzner se sent des ailes. Il a pris du champ, démissionné de ses fonctions à l'exclusion de la présidence de SunBop, et créé World Leisure, une société basée en Angleterre, qu'il contrôle à cent pour cent. A elle la gestion de trois hôtels Sun situés sur l'île Maurice, le développement de projets aux Comores, la gestion du casino de La Mamounia à Marrakech. A elle surtout la responsabilité de prospecter et d'investir en Europe, et notamment en France, « l'un des pays les plus sains et les plus attractifs ».

Sol Kerzner s'est choisi pour cela des partenaires solides : le groupe Barrière, bien implanté dans les casinos de l'Hexagone, et le géant mondial de l'hôtellerie, Accor. SPIC – Société de participation et d'investissement en casino, – dans laquelle ils détiennent chacun un tiers des parts, sera leur bras séculier. Déjà dans sa besace : le casino Ruhl de Nice, ceux de Chamoni, Cassis et Carry-le-Rouet, ainsi que la location-gérance de celui de La Napoule. « C'est un début », dit Sol Kerzner, qui préfère de passer à la vitesse supérieure. Mais il ne faut pas se méprendre : la pompe des casinos n'est intéressante que si elle sert à financer du rêve. J'en créerai donc. En Europe. Il n'y a que cela qui m'intéresse. Et vous serez épais. »

Annick Cojaan

LIVRES

Le stade rei

RENE SOCIÉTÉ

MAINT

فكتنا من الفصل

OPINIONS

Le débat sur l'union économique et monétaire
Les pièges de Maastricht

par EMMANUEL BORGUES (*)

LA France est, avec le Luxembourg, le seul pays qui satisfasse dès maintenant aux critères requis pour la troisième phase de l'union économique et monétaire (UEM). C'est-à-dire le taux d'inflation, les taux d'intérêt, le déficit des finances publiques et le niveau de l'endettement public. Ce résultat est le fruit de la politique de désinflation compétitive, puis de la politique de franc fort, menée par les ministres des finances successifs, MM. Delors, Balladur et Bérégovoy. Il est vrai que le taux de chômage est élevé, mais son niveau n'est pas exceptionnel dans les grands pays de la CEE. Selon le président de la République et selon le gouvernement, la politique européenne française ne donne pas lieu à débat et il convient de la poursuivre et de ratifier les accords de Maastricht.

Or ce débat nous paraît indispensable, non seulement parce que la composante macro-économique de cette politique a eu dans le passé un coût élevé pour la France, mais aussi parce que l'UEM risque de consolider ce coût, voire de l'amplifier à l'avenir. En effet : le SME (système monétaire européen), précurseur de l'union économique et monétaire, a été une contrainte et nullement un atout ; le chômage actuel est en partie irréversible ; de nombreux facteurs déflationnistes se profilent à l'avenir ; et le fonctionnement de l'UEM nous lie les mains.

Le précédent du SME

Le SME créait une pression sur les économies inflationnistes de la CEE, contrainte par la stabilité allemande et par la règle qui interdisait que les ajustements de parité compensent, et a fortiori surcompensent, les dérives de prix. Si, malgré quelques brillants contre-exemples tels que celui de l'économie française au cours des trente dernières années, ou celui de la Suède jusqu'à une date récente, la maîtrise de l'inflation paraît un atout pour la gestion économique, il ne faut pas qu'il soit annulé par les coûts de la désinflation.

Les promoteurs français du SME espéraient que son dispositif diminuerait ces coûts, en crédibilisant cette désinflation, c'est-à-dire que seraient modifiés les comportements nominaux de formation des prix et des salaires nominaux. C'est-à-dire plus précisément que ces comportements seraient influencés par la croissance des prix et des salaires allemands, que l'indexation des salaires français sur les prix français se réduirait, et que la rigidité du marché du travail s'atténuerait.

Or, selon des travaux récents de l'OCDE, aucun effet durable n'a pu être mis en évidence, et l'extrême rigidité du marché du travail, notamment l'une des plus fortes de l'OCDE, n'a pas été entamée par le SME, malgré quelques mesures structurelles, relatives par exemple au droit de licenciement, prises au cours de la décennie.

C'est ainsi que la politique de désinflation compétitive mise en œuvre n'a pu parvenir à la croissance modérée des prix actuels que grâce à un chômage important, alors qu'elle cherchait par la baisse des prix et des salaires nominaux à développer une offre compétitive qui devait au contraire la réduire.

Or la nature de ce chômage nous est spécifique. Actuellement très élevé, le chômage en Espagne se réduit structurellement, à un rythme il est vrai assez lent. Par suite de l'ampleur du travail au noir en Italie, conséquence d'un fonctionnement souple et créatif de l'économie, les chiffres officiels du chômage sont surestimés. Celui du Royaume-Uni, en très forte



hausse au cours de la récession actuelle, paraît éminemment réversible. Celui de l'Allemagne est très faible à l'Ouest, important à l'Est.

L'hystérésie du chômage

Notre crainte est qu'il y ait une hystérésie du chômage en France, c'est-à-dire qu'il soit dans une certaine mesure irréversible et que son niveau demeure élevé même en phase ascendante du cycle, comme cela a été le cas au cours des années d'expansion 1988-1990. Plusieurs causes sont possibles :

- En France dans la décennie 80, l'obsolescence des équipements est forte et la croissance des investissements productifs relativement faible (4,5 % de 1984 à 1991, à comparer à 8 % pour l'ensemble de la CEE), ce qui pèse de façon durable sur les capacités d'offre de nos entreprises, notamment celles qui sont exportatrices.
- 30 % des chômeurs de longue durée devien-

nent progressivement incapables de reprendre un travail. Or ils sont moins de 10 % aux Etats-Unis et en Suède. Mais il convient toutefois de noter que l'ampleur de ce chômage est un phénomène général à la CEE, vis-à-vis duquel les contraintes du SME ne sont pas innocentes.

• Au cours de la dernière reprise économique, tout se passe comme si les salariés des grandes entreprises avaient obtenu des hausses de salaire suffisantes pour limiter l'embauche de jeunes actifs, après avoir écarté grâce à des préretraites onéreuses les salariés âgés. En effet, la croissance de l'emploi au cours des trois dernières années d'expansion, soit 700 000 personnes environ, est médiocre comparativement à celle des autres pays.

Jusqu'à la mise en place de la monnaie commune, un ensemble de facteurs déflationnistes, organiquement liés au fonctionnement de l'UEM, mais aussi à l'option d'un franc fort retenue par la France, vont accroître le risque de consolider la permanence d'un chômage élevé.

Depuis quelque temps, la situation économique française est devenue fortement dépendante de la politique économique de l'Allemagne et des chocs que cette dernière subit : hier, la réunification des deux Allemagnes et l'accélération qu'elle imprime à la croissance développent les exportations françaises ; aujourd'hui, le durcissement de la politique monétaire allemande et, par contagion, la hausse des taux d'intérêt dans la Communauté européenne annulent l'effet favorable ci-dessus ; demain, le retournement de l'économie allemande aura un impact déflationniste.

• Les taux d'intérêt nominaux français, à court et à long terme, compte tenu de la fixité anticipée pour la parité franc/deutschmark, s'ajustent sur les taux directs allemands, avec une prime de risque qui ne s'annule toujours pas. Comme l'inflation en France est l'une des plus faibles de la CEE, inférieure au moins provisoirement à celle de l'Allemagne, ses taux d'intérêt réels sont élevés, les plus élevés d'Europe. Leur niveau est particulièrement inapproprié au creux conjoncturel actuel.

• Autre effet pervers d'une maîtrise excessive de l'inflation, on peut s'attendre en 1995 à un dernier réajustement général des parités avant la troisième phase de l'UEM. Compte tenu des règles du SME, la France sera invitée à réévaluer le franc vis-à-vis de la moyenne des autres monnaies communautaires, ce qui exercera également une pression déflationniste.

• Dans les années à venir, les pays qui ne satisfont pas encore aux critères d'entrée dans l'UEM devront mener une politique budgétaire rigoureuse, déflationniste pour l'ensemble de la zone.

En 1997 ou en 1999, quelques pays de la CEE feront partie de l'UEM. Ils auront renoncé à l'usage de la monnaie en tant qu'instrument de régulation macro-économique. Mais ils espèrent que le dernier instrument macro-économique à leur disposition, c'est-à-dire la politique budgétaire, permettra une régulation contracyclique. Or cet espoir est rien moins que sûr, quel que soit le cas de figure considéré, soit que les baisses conjoncturelles concernent l'ensemble de la Communauté ou au contraire un pays particulier.

Interrogation et inquiétude

Dans le premier cas, la politique macro-économique européenne sera handicapée par la faiblesse du budget communautaire (malgré sa dérive annoncée). Elle sera de plus entravée par la lourdeur des procédures communautaires de recherche de consensus et de partage des tâches.

Dans le second cas, c'est-à-dire quand un pays-membre sera soumis à des chocs conjoncturels spécifiques, on peut également craindre que l'UEM n'apporte aucune contribution positive. Du fait de la plus grande interpénétration des économies, liée au grand marché européen, le multiplicateur de dépenses budgétaires se réduit pour le pays concerné. Cela contrebalance l'avantage attendu de l'UEM, c'est-à-dire la possibilité pour un Etat d'emprunter dans les autres pays de la CEE, sans risque de hausse des taux d'intérêt et d'éviction des investissements productifs.

Les sujets d'interrogation et d'inquiétude sont nombreux, on le voit. Il nous semble que les polémiques actuelles, qui se fondent sur l'essentiel des arguments de souveraineté nationale, ne doivent pas occulter le débat économique sur la ratification du traité de Maastricht.

(*) Pseudonyme d'un haut fonctionnaire français.

LIVRES

Le stade reptilien du libéralisme

Une profession de foi de David Friedman, fils de Milton, ou comment retomber en enfance par une version potache et involontairement amusante de l'économie de marché

VERS UNE SOCIÉTÉ SANS ÉTAT
de David Friedman.
Les Belles Lettres.
400 pages, 165 F.

Trop rares sont les occasions de suffoquer en lisant de l'économie pour ne pas saluer les convulsions d'hilarité et de rage provoquées par le livre de Friedman, le fils, dont le libéralisme extrême renvoie illico son honorable Nobel de père au musée des momies socialistes. Dans une cinquantaine de très courts chapitres (« Du gros plom pour un ami socialiste », « Vendez les rues », « Vendez les écoles ») très bien écrits, drôles, avec de petits poèmes en exergue, et un humour définitif - qui le conduit jusqu'à envisager la valeur médiatique de la crucifixion ! - David, fils de Milton, se délecte des beautés et bontés de la concurrence. Il termine - bon point - sur un éloge de G. K. Chesterton. Entre économie et néo-comique, une permutation et un trait d'union : David Friedman.

On regrette que ce livre n'ait pas été traduit il y a vingt ans. Cela nous aurait évité quelques lectures cannyes des copistes libéraux français, enrhumés du vent de la liberté et des frontières

ouvertes, ou moralistes coincés des écoles « libres ». Friedman est athée, joyeux, ouvert, immoral : entrez les millions de Mexicains, sonnez les drogués, les doses sont en vente ; partez les enfants, abandonnez vos parents, suivez les libertariens, soyez sans foi ni loi, ne votez pas, commercez ! Et vous, anarchistes, fiez !

Admirez encore la tolérance, appréciez les citations d'Orwell, les romans placés en tête de bibliographie.

Fin des compliments. Ouvrons les yeux : est-il possible que l'économie conduise à un tel infantilisme ? A cette régression, ce stade limite de la décence qu'est l'anarcho-capitalisme ? Est-il possible d'être aussi naïf, dogmatique, simple et simpliste qu'un libertarien ?

SORNETTES • Pour balayer des sornettes comme la « liberté pour les enfants de neuf ans », devrait suffire un colloque à Bogota, à défaut à Manille, où commerce et enfance se mettent en ménage, mais comment discuter du trou d'ozone avec un libertarien ? Il suggère de répartir les droits sur l'ozone entre les Terriens, lesquels les revendront probablement aux producteurs de CFC. Et seul un libertarien ou un marchand d'armes pourra croire que les

polices privées feront mieux que la police publique.

Et pourtant ce livre contient une vraie question. Le vrai problème posé à « l'ami socialiste », auquel s'adresse si fréquemment Friedman, preuves convaincantes et tableaux de chiffres à l'appui, c'est le système de répartition est-il antiredistributif, sachant que l'espérance de vie des classes défavorisées est inférieure, et leur entrée dans la vie active plus précoce ? Oui ou non l'université est-elle financée par les pauvres pour les riches ? Oui ou non la santé est-elle payée par des personnes modestes et jeunes, et consommée par des personnes âgées et riches ? Oui, dit Friedman, qui conclut : « On trouve davantage de bonnes voitures dans les ghettos que de bonnes écoles. »

La question de l'efficacité n'est évidemment pas celle de l'essence de l'Etat, du « pourquoi », mais du « comment l'Etat ». Au fond : qui donne, qui reçoit ? Dans un pays comme la France, on devrait pouvoir apporter des réponses au centime près à cette question, qui est la base de la comptabilité. Cette comptabilité demeure la grammaire économique, le garde-fou des incantations libertariennes ou autres, ainsi

qu'un formidable instrument de contre-pouvoir et de contrôle des fonds publics.

Sans discuter ici la supériorité de la concurrence sur le monopole, implicite au long du livre, si nous admettons avec l'auteur que les « hommes de l'Etat » détournent toujours le bien public à leur profit (Friedman éprouve, probablement parce qu'il croule sous le courrier, une véritable aversion pour les « hommes de la Poste »), alors il faut dire clairement que la démocratie représentative est impossible ; et repartir vers le plus usé, épuisé des débats, entre Condorcet et Mirabeau, repris par Marx et Bakounine. Mais ce qui est inadmissible, c'est d'entretenir, comme le fait Friedman, une perpétuelle confusion entre démocratie et marché.

« En tant qu'économiste, je suis utilitariste. Efficacité économique et bonheur sont étroitement liés. » Dans cet aveu, le cauchemar de l'économisme, dont l'un des avatars fut le stalinisme. Vouloir maximiser l'utilité, est aussi désespéré et dangereux que maximiser la Beauté ou la Vérité. Et ce livre est à désespérer de l'économie. Avouons avoir pris un affreux plaisir masochiste à le lire.

Bernard Maris

MÉDIAS ET SOCIÉTÉS.
PRESSE, AUDIOVISUEL
TÉLÉCOMMUNICATIONS
de Francis Balle,
éditions Montchrestien,
734 pages, 190 F.

Dans toutes les bonnes formations à la communication, le « Balle » est déjà un classique. La rigueur du découpage, l'abondance des bibliographies, chronologies et schémas, la présentation autorisant plusieurs niveaux de lectures, sont au service de la clarté des analyses. Mais la sixième édition de *Médias et sociétés* ne se contente pas de tenir son rang d'ouvrage de référence. Elle tire aussi les leçons de l'actualité proche, décrypte les coups de boutoir imposés par les techniques, synthétise les subtils inflexions du couple médias-pouvoir. L'effondrement du communisme et la concentration des groupes multimédias, l'intégration entre l'audiovisuel et les télécommunications ou la conquête d'Hollywood par les Japonais, sont autant de mouvements majeurs replacés dans leur contexte.

Droit, histoire, économie, technique, politique : membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel et professeur à Paris-II, Francis Balle est bien placé pour connaître les multiples interférences qui façonnent les médias. La force de son ouvrage est justement de ne pas s'en tenir aux médias et à leur vie interne, mais bien de situer leurs rapports avec les sociétés, en rappelant l'histoire et les théories qui jalonnent ces rapports de forces. Au

moment où la « médiatisation » a outrance est dénoncée, où la crédibilité de l'information est contestée, le didactisme de *Médias et sociétés* vient à point éclairer des débats essentiels.

M. C. I.

LA CORÉE DU SUD :
UNE SORTIE
DU SOUS-DÉVELOPPEMENT
de Mario Lanza, PUF, 268 pages, 220 F.

Le modèle coréen est-il transmissible à d'autres pays en développement ? Non, répond Mario Lanza, car « il y a coïncidence de causes multiples et indépendantes entre elles ». Mais cette expérience prouve qu'un pays périphérique peut, sans rompre avec le capitalisme, amorcer un véritable processus de développement, l'épargne étrangère jouant dans ce cas un rôle positif.

Que les néoclassiques ne se réjouissent cependant pas trop ! L'intervention de l'Etat dans l'économie a été un facteur déterminant des succès coréens : avec une planification aux connotations impératives, les pouvoirs publics se sont servis essentiellement du contrôle du système financier, d'une réforme agraire et de l'effort considérable imposé pendant vingt-cinq ans aux salariés qui, sans entraîner leur adhésion, à tout au moins bénéficié de leur passivité. La leçon coréenne ? Une gifle au manichisme économique.

P. D.

CONJONCTURE

QUE les prix à la consommation se raffermissent quelque peu, une fois la confiance des consommateurs et détaillants restaurée, n'a rien d'inquiétant. On assistait en décembre et janvier derniers à une baisse des prix de vente de certains biens qui témoignait de la persistance d'un climat de déprime conjoncturelle. A ce titre, les résultats des deux derniers mois sont plutôt de meilleur augure que les précédents.

Aux États-Unis et au Royaume-Uni, où des baisses passagères avaient été observées, l'indice des prix de détail a augmenté de 0,5 % en mars. Hors énergie et alimentation, qui en constituent les postes les plus perturbateurs, les évolutions mensuelles sont à peu près semblables. Le renchérissement de différents biens (l'habillement, le mobilier de maison)

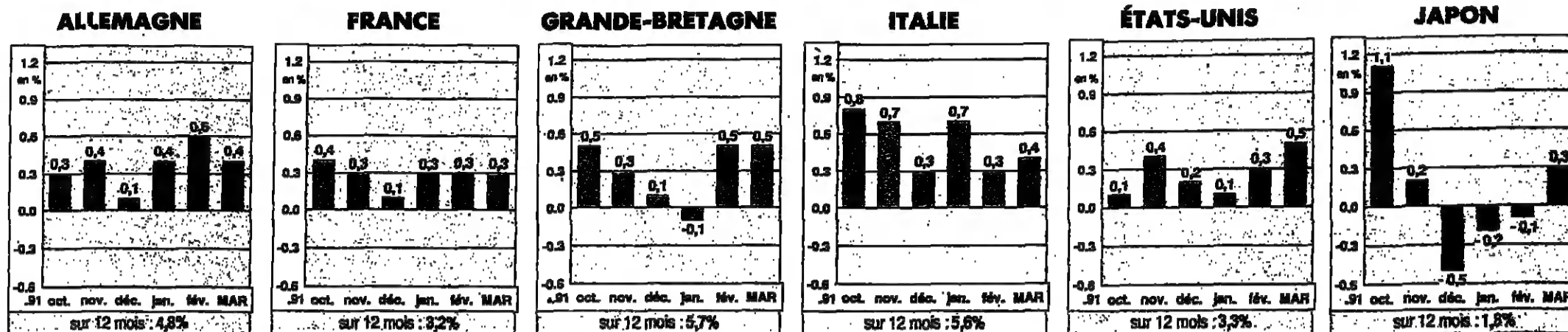
INDICATEUR • Les prix

Rassurantes hausses

et services (les loisirs, les transports et la santé) a gonflé les indices. Dans le cas des marchandises, les mouvements ont souvent été brusques : les hausses atteignent fréquemment 1 % en un mois, voire 1,5 % dans le cas de l'habillement au Royaume-Uni. Ces biens ayant été parmi les plus affectés par la récession de l'année dernière, l'augmentation de leur prix

reste cependant modérée sur douze mois. Dans le cas des services, le rebond actuel est plus inquiétant. L'évolution des prix des services étant plus rapide que celle des biens, les augmentations récentes portent souvent à plus de 6 % l'inflation annuelle dans ces secteurs (à 9 % ceux de la santé aux États-Unis, à 11 % et 8,5 % ceux des loisirs et des services ménagers au Royaume-Uni).

Ces caractéristiques ne sont pas propres aux seuls pays anglo-saxons. En France, en Allemagne ou en Italie, le prix des services évolue aussi sur une tendance proche de 6 % l'an en moyenne. Participant d'un mouvement de reprise de l'activité, il suffirait de peu pour que la consommation des ménages s'en trouve légèrement renchérie au cours des mois à venir.



Evolution mensuelle des prix à la consommation tous produits, sauf Grande-Bretagne (remboursements hypothécaires exclus). Données nationales non corrigées des variations saisonnières, sauf États-Unis.

RÉGION • L'Amérique du Sud

Une euphorie provisoire

La grande crainte des pays sud-américains de voir l'épargne internationale se détourner d'eux pour se diriger vers les pays de l'Europe centrale et de la CEI ne se vérifie pas, au contraire. Pour la première fois depuis 1981, l'Amérique latine dans son ensemble a bénéficié en 1991 d'un solde positif des mouvements de capitaux et de services. La différence entre les apports financiers nets, d'une part, et les paiements nets d'intérêts et dividendes, d'autre part, a atteint 6,7 milliards de dollars, et tout indique que cette situation favorable s'est maintenue au premier trimestre 1992.

Bien entendu, les scores sont très variables d'un pays à l'autre : la bonne santé financière de l'Argentine (voir ci-contre) contraste par exemple avec les difficultés du Brésil dont le solde des mouvements de capitaux reste lourdement négatif depuis plusieurs années. Mais il n'en reste pas moins vrai qu'en deux ans l'Amérique du Sud a réussi à complètement retourner l'opinion de la communauté financière internationale à son égard. Il a fallu pour cela adopter des politiques économiques libérales et ouvrir largement les frontières. Ce qui a permis une cascade d'opérations de restructuration de la dette : accords de réduction dans le cadre du « Plan Brady » dès 1991 pour le Venezuela, l'Uruguay et le Costa-Rica. Accords signés avec les banques en 1992 pour l'Argentine et la Bolivie, en attendant le Brésil. Ce dernier a cependant déjà obtenu le refinancement de 11 milliards de dollars de la part de ses créanciers publics réunis au sein du Club de Paris le 27 février dernier (la dette totale du Brésil atteignait 121 milliards à cette date).

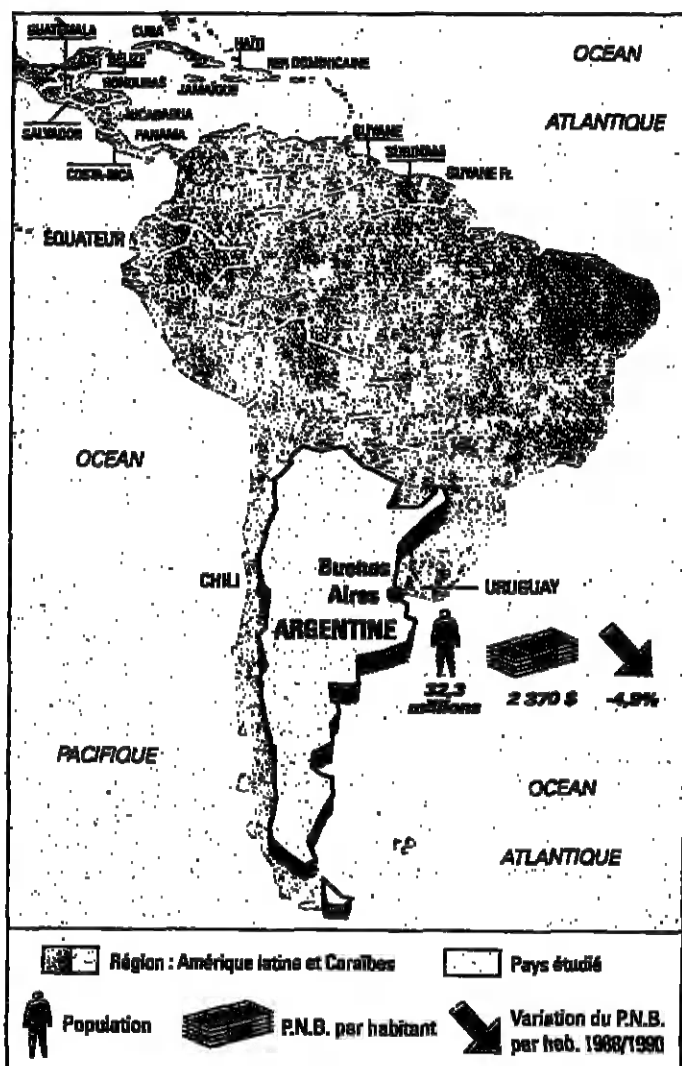
Signe particulièrement encourageant, le ratio dette/exportations s'améliore rapidement : la dette latino-américaine était plus de quatre fois supérieure au montant des exportations en 1986, elle ne leur était plus supérieure que de 2,8 fois en 1991. Autre signe intéressant, le poids relatif du service de la dette a tendance à s'alléger : les intérêts échus représentaient 41 % du

montant des exportations en 1982 et 22 % « seulement » en 1991. Mais il faut dire que ce ratio ne tient pas compte des arriérés d'intérêts dans une région où la plupart des pays ont pratiquement cessé de les payer.

Il convient aussi d'insister sur le fait que les pays sud-américains bénéficient d'une phase de taux d'intérêt exceptionnellement bas aux États-Unis. Une bonne partie des capitaux arrivés l'année dernière en Amérique latine sont de simples rapatriements à caractère spéculatif, non des investissements d'investissement. Venues profiter des taux élevés actuellement pratiqués dans presque tous les pays d'Amérique du Sud, ils pourraient donc repartir dès que s'annoncera la remontée des taux nord-américains. Or cette remontée est prévue pour le milieu de l'été prochain par certains observateurs européens. L'économie américaine n'attendrait même pas les résultats de l'élection présidentielle pour chercher à attirer vers elle les capitaux internationaux disponibles. Les Bourses, particulièrement dynamiques en Amérique du Sud depuis dix-huit mois, sont dopées par des capitaux très volatils : l'apparente bonne santé latino-américaine repose donc sur des bases encore précaires.

Ce sont des capitaux extérieurs placés à court terme qui justifient la croissance des réserves de change du Chili (6,6 milliards de dollars aujourd'hui, soit 1,3 milliard de plus que fin 1990), comme ils expliquent les excédents de balance des paiements de l'Uruguay et de la Colombie ainsi que la limitation du déficit brésilien. Le Brésil a vu venir vers lui environ 10 milliards de dollars de capitaux étrangers en 1991, dont seulement un peu plus d'un milliard d'investissements directs. Cet afflux aurait pu être beaucoup plus important du fait des privatisations, mais ce sont essentiellement les fonds de pensions locaux qui se sont portés acquéreurs des titres des quatre grandes entreprises publiques privatisées en 1991.

La participation étrangère (7,3 % seulement) devrait s'éto-



fer dès cette année grâce à une nouvelle réglementation, avec effet rétroactif, qui attribue un plafond de 25 % aux fonds de retraites brésiliens. Encore faudrait-il mieux maîtriser à l'avenir l'afflux de devises. Les surplus de dollars n'ont pu jusqu'ici être rachetés par la trésorerie publique, faute d'excédent budgétaire. L'État brésilien doit donc actuellement émettre des titres en échange des dollars qu'il collecte : ce qui veut dire que l'augmentation des réserves de change du pays (qui sont passées de 7,8 milliards de dollars fin 1991 à 13 milliards en mars 1992) a pour contrepartie un alourdissement de la dette interne, déjà démesurée.

Enfin, le Pérou, qui avait lui aussi abordé 1992 avec la promesse d'importants apports de

capitaux et se préparait à une accélération de la croissance (qui n'avait atteint que 2 % en 1991), vient de compromettre sa situation du fait du coup d'État du président Fujimori intervenu au début du mois d'avril. En suspendant la légalité constitutionnelle, M. Fujimori a suscité l'interruption de l'aide économique des États-Unis et le report d'un prêt de la Banque Interaméricaine de développement. Ces événements viennent rappeler que le redressement économique, en Amérique du Sud, ne peut être dissocié des problèmes politiques et sociaux qui restent particulièrement graves dans cette région.

Jean-Luc Chalumeau
Economiste
de la Banque Sudaméricaine

PAYS • L'Argentine

Des progrès fragiles

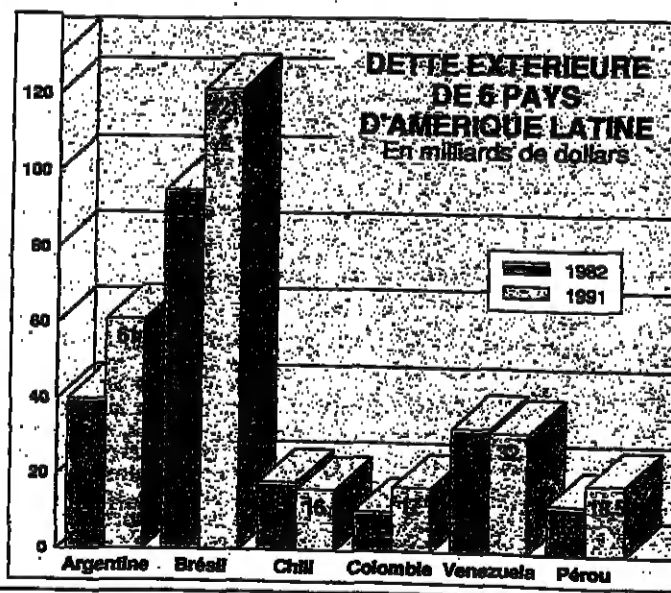
EN concluant, le 7 avril dernier, un accord de principe avec les banques créancières, l'Argentine a en tout cas fait une excellente opération : sa dette envers elles se trouve allégée d'au moins 7 milliards de dollars (sur 31 milliards dus aux banques et 61 milliards à l'ensemble des créanciers). Et rééchelonnée sur trente ans. Le service de la dette ne représentera plus que 2 % du produit national brut, taux le plus bas depuis 1983. Il lui faudra encore obtenir un arrangement du même ordre avec les entités publiques du club de Paris pour être débarrassée d'une grande partie du fardeau qui était cependant devenu très théorique depuis que l'Argentine avait cessé de rembourser. Les banques, qui ont vu s'accumuler 8 milliards de dollars d'arriérés d'intérêts, se sont contentées de la promesse d'un paiement cash de 400 millions de dollars pour signer l'accord du 7 avril.

En visitant l'Europe au début de cette année, le président Menem a mis en valeur auprès de ses interlocuteurs des résultats incontestables. Le plan portant le nom de son ministre des finances, Domingo Cavallo, lancé le 1^{er} avril 1991, qui a notamment établi la libre convertibilité du peso et surtout l'intangibilité de

sa parité avec le dollar, a largement réussi. L'inflation a été ramenée de 1 344 % en 1990 à 84 % en 1991, et le budget s'est trouvé en excédent pour la première fois depuis vingt-cinq ans. Il est vrai que c'est le produit des privatisations qui a permis ce miracle, mais le Fonds monétaire international lui-même n'a pas contesté ce moyen inhabituel de restaurer les finances publiques. Rassurés, les détenteurs de capitaux argentins placés à l'étranger commencent à les rapatrier massivement, l'activité industrielle reprend et la Bourse s'envole.

Cependant, le gouvernement a annoncé pour 1992 des objectifs difficiles à atteindre : une croissance de 6,5 % (au lieu de 4,5 % en 1991), un nouvel excédent budgétaire et une inflation au-dessous de 10 %. Sur ce dernier point, il était déjà acquis à la fin du premier trimestre que le pari ne serait pas tenu. Or la persistance de l'inflation, même ralentie, pose un difficile problème aux autorités : elle entraîne une surévaluation progressive du peso qui contrarie les exportations et stimule les importations par ailleurs libérées par la politique d'ouverture des frontières.

J.-L. C.



SECTEUR • Le pneumatique

Entreprises regonflées

dent bon espoir d'augmenter légèrement leurs prix. Cet espoir peut être soutenu par la mise au point de pneus plus économiques à l'usage : offrant une moindre résistance au roulement (ce qui entraîne des économies d'essence) comme le « pneu vert » de Michelin (commercialisé seulement aux États-Unis pour l'instant) ou le GFE (Greater Fuel Efficiency) de Goodyear, ou bien ayant une plus grande longévité comme le XH4 Michelin, garanti 80 000 miles (130 000 km) outre-Atlantique.

En revanche sur le marché de

« remplacement », les prix se sont d'ores et déjà redressés, après la chute des années précédentes.

Michelin, en augmentant les siens de 10 % en août 1991, a donné le signal, rapidement suivi par ses concurrents. Il a ainsi contribué à l'amélioration des marges de la profession : Michelin, Bridgestone et Goodyear, les trois premiers (qui fournissent ensemble près de 53 % du marché) ont ainsi amélioré leurs résultats financiers, alors que, au cours de la même période, leurs chiffres d'affaires ont régressé.

Pour Michelin, la perte nette est passée de 5,2 milliards de francs à 1 milliard, tandis que son résultat courant devenait positif. Goodyear a dégagé un bénéfice net de 96,6 millions de dollars (535 millions de francs) après avoir connu une perte de 38,3 millions de dollars en 1990. Bridgestone a vu son résultat après impôt progresser de 66 % pour atteindre 7,4 milliards de yens (296 millions de francs).

La distribution des pneumatiques a continué d'évoluer. Pour mieux la contrôler, les manufacturiers ont acheté des points de vente, mais ce mouvement de constitution de réseaux devrait s'arrêter en 1992, réduction des investissements oblige. Les ventes par l'intermédiaire des stations-

service et des revendeurs spécialisés étant en régression, le tiers des affaires est désormais effectué dans des grandes surfaces dédiées à l'équipement automobile (genre Fourx vert). Celles-ci ont vu leur part de marché européen progresser de 7 % environ en 1986 à 30 à 35 % actuellement.

Le marché automobile n'ayant pas encore montré de réel signe de reprise depuis le début de l'année, celui du pneumatique ne devrait guère progresser dans les mois à venir : la baisse pourrait continuer pour la première fois, le marché de remplacement profitant au contraire de l'allongement de la durée de vie des véhicules.

Annie Kahn

Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'agence de presse Idé et le service infographique du Monde.

APRÈS les vagues d'acquisitions de ces dernières années, les fabricants de pneumatiques ont entrepris de consolider leur situation financière en mettant un frein à leurs investissements. Tandis que l'année 1988 avait été marquée par l'acquisition de l'américain Firestone par le japonais Bridgestone, et l'année 1990 par celle de l'américain Uniroyal par Michelin, aucun regroupement notable n'est intervenu en 1991 : les manœuvres de l'italien Pirelli pour la reprise de l'allemand Continental se sont finalement soldées par un échec.

Confrontés à des surcapacités de production de l'ordre de 20 % sur un marché en déclin, les fabricants ont mis en place des programmes de réduction des coûts :

diminution des effectifs, de l'endettement et des frais généraux ; ils ont procédé à des cessions d'actifs considérés comme non stratégiques.

Selon Michelin, numéro un mondial avec 20 % du marché total, les ventes de pneus tourisme ont régressé de 0,6 % l'an dernier et celles de pneus poids-lourd de 2 %. On aurait ainsi vendu de 600 millions à 800 millions de pneus en 1991, dont 30 % à 40 % en « première monte » (pneus vendus aux constructeurs automobiles pour équiper les voitures neuves).

Apparemment, l'ensemble des fabricants continue de vendre à perte aux constructeurs automobiles les produits destinés à cette première monte mais gar-

هنا من الفصل